هكذا من الأصل

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 485 | SÉLECTION HEBDOMADAIRE | DU JEUDI 14 AU MERCREDI 20 AVRIL

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



N° 1485

Canada, 0,50 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 14 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 2,75 L.I. ; Liban, 100 p. ; Sénégal, 85 fr. ; Singapour, 1,50 $ sing ; Turquie, 5,50 L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 3.)

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions dans les Chambres belges

La victoire de M. Tindemans

Le premier ministre belge, M. Léo Tindemans, avait bien calculé en demandant au roi, le 9 mars, la dissolution du Parlement et le recours à des élections anticipées, les troisièmes depuis dix ans. Le corps électoral a en effet confirmé les tendances qui se dessinaient lors du scrutin municipal du 10 octobre 1976 : légère avance socialiste en Wallonie, débâcle du Rassemblement wallon, progression spectaculaire des sociaux-chrétiens, notamment en Flandre, et avance du Front des francophones à Bruxelles.

Dans les derniers mois pourtant, la très prudente conduite du cabinet Tindemans face à la crise économique et au chômage (qui touche 10 % de la population active), l'aggravation de la situation des finances publiques, l'impasse de la politique regionaliste, pesaient lourdement sur son avenir. Les milieux politiques tenaient pour nécessaire l'appel à *une majorité d'union* nationale, au sein de laquelle les socialistes retrouveraient leur place.

Le pays, indifférent à la campagne électorale, a confirmé son désir de voir les sociaux-chrétiens poursuivre l'expérience gouvernementale qu'ils mènent depuis dix-neuf ans, dont quatorze sous l'égide d'un représentant flamand. Seule l'Italie connait, en Europe occidentale, une telle permanence. Encore faut-il préciser que les démocrates-chrétiens de la péninsule ont 40 % des élus, alors que les sociaux-chrétiens flamands constituent à peine le quart de l'électorat belge.

Ainsi en est-on venu à lancer le slogan de « l'Etat C.V.P. », du nom du parti social-chrétien flamand (Christelijke Volkspartij). Si la distribution des postes de commande au bénéfice de cette formation semblait justifier partiellement cette formule, le scrutin du 17 avril démontre qu'en l'occurrence l'argument polémique et ethnique n'a pas été payant.

Les Wallons, en effet, n'ont pas voté contre les Flamands, et, de façon générale, les grandes formations classiques l'emportent sur les partis ou groupements strictement régionalistes (Rassemblement wallon ou Volksunie). C'est une orientation politique, un choix de société, un programme national, que l'électeur belge a voulu privilégier. Les régionalistes ont rempli un rôle ces dernières années en amenant les sociaux-chrétiens ou les socialistes à prendre en considération les réalités linguistiques ou ethniques dont ils se faisaient les défenseurs. A présent, c'est dans le cadre national que leurs revendications sont portées.

Le retour des familles traditionnelles et la restauration du prestige dont M. Léo Tindemans avait bénéficié en 1974 signifient la stabilisation sans que les motifs de crise soient pour autant dissipés.

La question de Bruxelles risque, en effet, de bloquer l'évolution régionale. Si l'on peut parler, « grosso modo », d'une Wallonie socialiste, d'une Flandre chrétienne, si les deux grands partis ont derrière eux une longue tradition de *collaboration*, l'alliance avec le Front des francophones, grand vainqueur dans la capitale, apparait bien difficile : ils ne lui pardonnent pas d'avoir recruté à leurs dépens, et de n'être pas — et pour cause — un parti « national ».

Participer au gouvernement avec le F.D.F. revient pour les Flamands — quelle que soit leur appartenance politique — à reconnaitre que Bruxelles constitue bien la troisième région de la Belgique. Cela préfigurerait le « fédéralisme à trois », qui rendrait les Flamands à nouveau minoritaires dans le pays, sur l'éventail politique du moins.

La coalition forte, disposant des deux tiers des voix nécessaires pour faire passer la régionalisation définitive, devra alors comprendre les libéraux, quitte à laisser le F.D.F. accuser le premier ministre de vouloir « gouverner contre Bruxelles ». Mais est-il possible de rallier libéraux et socialistes aux sociaux-chrétiens *sur un même* programme économique ?

(Mardi 19 avril.)

Vainqueur des élections législatives belges du dimanche 17 avril, marquées par la progression des sociaux-chrétiens, M. Léo Tindemans, premier ministre sortant, a cependant présenté sa démission au roi le lendemain en fin de matinée, comme le veut la tradition.

Les négociations pour la formation du nouveau cabinet ont commencé immédiatement. M. Pierre Harmel, ancien premier ministre, président du Sénat sortant, serait chargé d'une mission d'information, bien qu'il ne se soit pas représenté aux élections. Il avait annoncé qu'il voulait se retirer de la vie politique. M. Tindemans s'est déclaré prêt à « redevenir premier ministre ».

De notre correspondant

Bruxelles. — Dans une très large mesure, les élections législatives du dimanche 17 avril auront confirmé l'attente du monde politique : il y a effectivement eu progrès du parti socialiste en Wallonie, des sociaux-chrétiens flamands (C.V.P.), en Flandre, et du F.D.F. (Front des francophones), dans la capitale.

Cependant, on avait un peu sous-estimé l'avance du C.V.P. en pays flamand, surestimé la progression des socialistes et du F.D.F. Le succès libéral en Wallonie est corrigé par un recul du même parti en Flandre, et le Rassemblement wallon de M. Gendebien perd la moitié de ses voix et de ses sièges. A la Chambre, il n'y aura pas de modifications fondamentales.

Le C.V.P. gagne environ 4 % des voix et passe de 50 à 54 députés. Son allié, le P.S.C., progressant aussi en Wallonie, les sociaux-chrétiens seront au total 78, au lieu de 72, dans la nouvelle Assemblée. Les gains du C.V.P. se font au détriment des libéraux *flamands et du parti nationaliste* Volksunie, les uns perdant 2 sièges, et l'autre 1.

C'était inattendu, mais l'explication parait relativement simple : au cours des derniers jours de la campagne, les sociaux-chrétiens de Flandre se sont montrés plus extrémistes que la Volksunie, notamment en apportant leur appui au bourgmestre flamand d'Overijse, qui refusait, malgré les injonctions du premier *ministre et du ministre de* l'intérieur, l'affichage en français dans sa commune, où vivent cependant 35 % de francophones. Pour le C.V.P., l'intolérance a été payante. Il s'en défend aujourd'hui en proclamant que *« la Flandre a voté Tindemans »*.

En Wallonie, l'homologue de la Volksunie, le Rassemblement wallon, s'est véritablement effondré au profit des formations traditionnelles. Le parti de M. Gendebien perd la moitié de ses voix et, à Liège, trois de ses quatre députés. Son seul élu dans cette ville sera M. Lucien Outers, bourgmestre d'une commune de la capitale, dirigeant du F.D.F., qui s'était porté au secours du Rassemblement wallon en se présentant à Liège — un peu comme M. Chirac, élu de la Corrèze, s'était présenté à Paris.

Le Rassemblement wallon, au lendemain des élections communales du 10 octobre 1976, avait pris un « virage à gauche », ce qui avait provoqué le départ de son chef historique, le professeur François Périn, ministre des réformes institutionnelles. Ce dernier avait alors rejoint, avec deux autres membres du gouvernement, M. Gol et M. Knoops, le parti libéral aussitôt rebaptisé Parti des réformes et de la liberté wallonnes (P.R.L.W.). Le scrutin du 17 avril a donné raison à M. Périn contre M. Gendebien. Le Rassemblement wallon avait treize sièges à la Chambre en 1974, il n'en retrouve que six. M. Outers affirme cependant que le parti *« reste une force politique significative »*.

Les socialistes wallons passent de vingt-sept à vingt-neuf députés. *Mais, dans la province* du Luxembourg, où ils avaient constitué un cartel avec le Rassemblement wallon, ils ont perdu la moitié de leur électorat. Au total, pour l'ensemble du pays, le parti socialiste ne gagne qu'un siège, passant de cinquante-neuf à soixante.

A Bruxelles, le vainqueur du scrutin est le Front francophone : le nombre de ses voix s'est accru de 3 %, mais il ne gagne qu'un siège, passant de neuf à dix.

PIERRE DE VOS.

(Lire la suite page 5.)

Une double évolution avant les débats du Parlement

• M. Georges Marchais ne s'oppose plus catégoriquement au projet d'élection de l'Assemblée européenne

• M. Chinaud (R.I.) préconise l'abandon du scrutin majoritaire et l'adoption de la représentation proportionnelle

A la veille du débat que l'Assemblée nationale a consacré, mardi après-midi 19 avril, à la crise de la sidérurgie lorraine et à huit jours *de la déclaration que M. Barre fera au Palais-*Bourbon, le 26 avril, pour y présenter son « plan de douze mois », la situation politique française évolue d'une double manière.

Il ressort des déclarations faites dimanche soir 17 avril par M. Georges Marchais, devant *le « Club de la presse » d'Europe 1, que le parti* communiste français n'oppose plus désormais un refus catégorique au projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct et se borne à réclamer des garanties.

L'Elysée a estimé, dans une déclaration faite lundi 18 avril par M. Jean-Philippe Lecat, *porte-parole de la présidence de la République*, qu'il s'agit-là d'une « évolution intéressante ».

De son côté, M. Roger Chinaud, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, relance la question du changement du système électoral et s'apprête *à déposer une proposition de loi tendant à* substituer la représentation proportionnelle au scrutin majoritaire en vigueur depuis la mise en place des institutions de la V° République.

Au cours de son allocution télévisée de mardi dernier 12 avril, M. Valéry Giscard d'Estaing avait évoqué avec confiance et sérénité le problème de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct : « *Je ne crois pas*, avait-il dit, *qu'il y ait à ce sujet une très grande difficulté. Le gouvernement accompagnera la proposition de ratification d'une disposition qui soulignera le fait qu'il n'est pas possible pour l'Assemblée d'élargir ses compétences sans recourir à la procédure de modification constitutionnelle française. Dans ces conditions, je pense que le texte devrait être accepté à une large majorité.* »

Une telle éventualité ne peut plus être exclue compte tenu de la position que M. Georges Marchais a prise le 18 avril et d'où il ressort clairement que le parti communiste poursuit dans le domaine européen comme dans beaucoup d'autres une « *mise à jour* » qui, en l'espèce, est fort spectaculaire.

Le 31 décembre 1976, M. Jean Kanapa, responsable de la politique extérieure au sein du bureau politique du P.C., avait confirmé avec la plus grande rigueur le point de vue du parti communiste, qui avait, maintes fois, qualifié le projet de « crime contre la France et contre son peuple ». « *Le P.C.F.*, avait-il affirmé, *continuera de se prononcer résolument contre le projet giscardien dans le pays et au Parlement.* » Au cours de sa conférence de presse du 6 janvier M. Marchais avait proclamé : « *Sur cette question, nous ne céderons jamais, nous ne transigerons jamais.* »

Le moment semble venu de tenir un autre langage. Le secrétaire général du parti communiste souligne que « le système électoral n'est pas un problème » pour sa formation et que la seule question à trancher est celle « des pouvoirs et des droits » de l'Assemblée européenne, mais il ne s'en tient pas là. Se référant à diverses suggestions faites ici et là, notamment par Maurice Duverger dans les colonnes du *Monde* daté du 15 avril dernier, il admet qu'il y aurait « une dis*cussion possible* », au cas où le projet de loi de ratification « *contraindrait les représentants du peuple français à l'Assemblée nationale à exercer leur mandat dans le cadre des traités communautaires existants* ».

M. Marchais reproche à M. Giscard d'Estaing d'avoir passé sous silence le 12 avril la phrase de la déclaration des Neuf de décembre 1974 où il était dit que « les compétences de l'Assemblée seront élargies, notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des communautés » et il ne se prive pas de rappeler les récents propos de M. Willy Brandt selon lesquels « le futur Parlement européen doit devenir une Constituante », mais il ne claque pas pour autant la porte, bien au contraire, puisqu'il propose une transaction : « *Si, éventuellement, dans la loi électorale, il y avait un engagement solennel et contraignant pour les élus, alors nous pourrions examiner la situation. A condition, je le répète, que cela figure dans la loi électorale et que ce soit rédigé d'une manière contraignante pour les élus, c'est-à-dire qu'ils ne puissent en aucune façon mettre en cause l'indépendance et la souveraineté nationales. Autrement dit encore qu'en aucune façon les prérogatives de l'Assemblée nationale française — disons notre Constitution — ne puissent être mises en cause.* »

Cette évolution remarquable dans laquelle la *Lettre de la Nation* (R.P.R.) du lundi 18 avril ne veut voir qu'une « volte-face » et qu'elle explique par « des raisons de pure tactique » autorise à penser que le P.C.F. juge moins impossible aujourd'hui qu'hier la démocratisation des mécanismes de la Communauté européenne et qu'il est prêt à en jouer le jeu.

Sa nouvelle attitude le rapproche, certes, du R.P.R. — et M. Guéna ne manque pas de souligner, sans déplaisir, cette « rencontre » — mais elle a aussi pour effet d'alléger le contentieux entre le P.C.F. et le P.S. engagés dans un processus d'actualisation du programme de gouvernement de la gauche, où l'Europe créait difficulté.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 8.)

Le Portugal se penche sur sa révolution

Le troisième anniversaire de la révolution du 25 avril 1974, qui a permis d'instaurer un régime démocratique au Portugal, sera célébré en ordre dispersé. Un défilé militaire est prévu, ainsi qu'une séance solennelle à l'Assemblée de la République. Mais le parti socialiste compte organiser de son côté un grand meeting à Lisbonne, et les partisans du commandant Otelo de Carvalho, ancien commandant du Copcon, songent à se réunir. On parle aussi de manifestations des nostalgiques du passé.

M. Mario Soares, premier ministre, au cours de son voyage aux Etats-Unis, devait être reçu par le président Carter. La question du projet d'aide financière d'un milliard et demi de dollars au Portugal par un consortium des pays industrialisés aura été au centre des entretiens de M. Soares avec les dirigeants américains.

I. — Après les capitaines, les colonels...

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERGANG

Lisbonne. — « *C'est vrai, j'ai été ingénu. J'ai cru qu'il était possible d'introduire une structure démocratique dans les forces armées du Portugal. Quelle erreur ! Une armée est d'abord une institution. Et la nôtre a été marquée par cinquante ans de fascisme et d'anticommunisme officiel...* » Convergence qui en dit long sur l'évolution des esprits trois ans après *la révolution du* 25 avril : le général Vasco Gonçalves, premier ministre de juillet 1974 à la fin août 1975, soutenu par le parti communiste, parle aujourd'hui comme le commandant Melo Antunes, « camarade » de combat de Vasco dans le mouvement des « capitaines », puis allié du parti socialiste et qui revendique maintenant « *la responsabilité directe de la chute du gonçalvisme* » et la « *préparation du 25 novembre 1975* ».

Le « vaincu » et le « vainqueur » du dramatique été 1975 reconnaissent aujourd'hui — mais c'est bien aussi l'avis des officiers démocrates plus « modérés » comme le général Eanes, chef de l'Etat, ou des militaires traditionalistes qui poussent aujourd'hui de toutes leurs forces vers une « normalisation » intégrale — qu'il n'est pas possible de démocratiser une armée *de l'intérieur*, de la transformer *de facto* en « parti politique » sans introduire des « germes » qui la désagrègent, détruisent les « règles » qui font sa force : les traditions, la discipline, le respect de la hiérarchie.

« Aveu » non concerté, qui donne peut-être l'une des « clés » permettant de mieux comprendre l'évolution politico-militaire du Portugal au cours des trois dernières années. L'armée, seule, a abattu une dictature vermoulue *qui était à la merci d'une simple* bourrade. L'avant-garde militaire, seule, a déclenché un processus incontrôlable dont les conséquences prévisibles ont effrayé les plus raisonnables. Au bout du chemin, *il y avait une armée « révolutionnaire et populaire »* ou le retour à l'armée de métier.

Seuls une poignée d'officiers soutenus par quelques groupuscules ultragauchistes ont voulu tenter de bâtir un « *pouvoir populaire* » appuyé sur des « *commissions de soldats et de marins* ». L'immense majorité des Portugais n'était manifestement pas disposée à accepter cette expérience de « *laboratoire* » *dans un* pays dont la vocation « universelle » et les liens privilégiés avec l'Afrique n'affaiblissent pas le caractère « européen ».

Le parti communiste, jouant délibérément la carte des *officiers « progressistes »* pour mieux s'infiltrer dans l'appareil d'Etat et renforcer son pouvoir, a lui-même constamment défendu le principe d'une armée « *classique* », recommandant simplement l'« *intégration* » des soldats, des sous-officiers et des officiers « démocratiques ». Seul, aujourd'hui, Otelo de Carvalho, qui a fait un beau score au scrutin présidentiel de 1976, mais qui est isolé et menacé de sanctions *disciplinaires*, continue de rêver au « *rôle possible des masses* ». L'ancien commandant du Copcon est-il, comme le disent en riant les Portugais, une figure « *actuelle* » du « *sebastianisme* » (1) ?

Le « camarade Vasco » en est-il une autre ? L'ex-premier ministre est certainement lui aussi resté populaire dans de larges secteurs du monde ouvrier. La *dignité*, la *réserve* qu'il a *manifestées* depuis son éviction du pouvoir lui valent le respect de ceux qui l'ont abattu. Il est sans ambition personnelle. Placé d'office dans le cadre de réserve en *février 1976, il médite dans son* modeste appartement de Lisbonne, où les « souvenirs » de ses années de service en Inde sont à la place d'honneur.

L'épreuve a durement marqué *le visage buriné*, anguleux, *sous* le front haut. Mais la passion de comprendre, de convaincre, est intacte dans le regard insistant.

(Lire la suite page 4.)

(1) Le roi Sebastien, écrasé à la bataille d'Alcacer-Quibir (1578), au Maroc, a disparu. Ce désastre a permis la domination espagnole sur le Portugal pendant soixante ans et a donné naissance au « sebastianisme » : un « rêve » impossible mais tenace. Le roi n'est pas mort et, caché, il reviendra un jour, pour « sauver » le Portugal.

A LA VEILLE DU « SOMMET » DE DAKAR

Le conflit du Zaïre et les nouveaux clivages en Afrique

M. Giscard d'Estaing a quitté Paris le 19 avril à destination de Dakar, où il participe à la quatrième conférence franco-africaine. Outre les problèmes économiques, les participants ne manqueront pas d'examiner les répercussions du conflit zaïrois. L'initiative française au Zaïre — approuvée de façon très nuancée, à Londres, par les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. — devrait contribuer à restaurer, dans les relations entre Paris et les Etats africains « modérés », représentés à ce « sommet », une confiance ébranlée ces derniers mois.

Alors que le contingent marocain au Shaba ne semble pas avoir été encore engagé dans des opérations, l'attitude de Rabat et de Paris divise le continent noir selon des lignes de clivage qui, comme l'explique J.-C. Pomonti, ne correspondent plus aux seules oppositions traditionnelles.

De notre correspondant en Afrique orientale
JEAN-CLAUDE POMONTI

Nairobi. — Que s'est-il passé au Zaïre pour que l'homme d'Etat le moins discuté d'Afrique noire, M. Julius Nyerere, soit demeuré volontairement sur la réserve ?

Habitué à trancher dans le vif au nom d'un panafricanisme respecté, le président tanzanien tarde visiblement à se prononcer contre le geste de Paris, laissant le soin au *Sunday News* de Dar-es-Salaam de dénoncer l'« *ingérence* » de la France dans les « *affaires intérieures* » du Zaïre.

Quant à Sir Sewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien et président en exercice de l'O.U.A., il a exprimé, le 29 mars, sa « *solidarité* » avec le président Mobutu (*le Monde* du 31 mars).

Il est remarquable que le premier commentaire du secrétariat de l'O.U.A. ne soit intervenu que le *16 avril, soit cinq semaines après les* premiers combats, et sous la forme d'un avertissement sur le « *grave danger* » d'internationalisation du conflit. (*Le Monde* daté 17-18 avril.) L'aide franco-marocaine au régime contesté du président Mobutu serait elle si difficile à ranger dans le plus accueillant des tiroirs de l'Organisation panafricaine, celui des « *agressions néo-colonialistes et impérialistes* » ? Ou s'agirait-il d'autre chose ?

Au début de l'affaire du Shaba, on s'en était tenu à des clivages traditionnels.

Ceux qui voulaient y voir une insurrection avaient leurs arguments : *les succès rapides d'une* petite troupe bien aguerrie et apparemment bien accueillie par la population locale contre l'armée vite démoralisée d'un régime qu'on disait à bout de souffle. Les partisans de *l'invasion faisaient valoir que* l'action des « Katangais », si bien équipés et entraînés, n'était pas la simple résurgence de celle de leurs aînés, il y a douze ans. De toute façon, il leur avait bien fallu *commencer par franchir une frontière* et le faire sans doute « *avec la bénédiction des autorités du pays où ils vivaient* », selon l'expression employée encore le 16 avril par le ministre sénégalais des affaires étrangères.

(Lire la suite page 5.)

LA RÉVOLUTION CHINOISE EN SUSPENS

III. — Les dures réalités

Face aux conflits de tendances parmi les dirigeants chinois, Mao Tse-toung avait mené une politique de bascule (notre précédent numéro. Aujourd'hui, le désarroi qui règne parmi les jeunes devant les changements d'orientation en cours est aggravé par les difficultés économiques.

Pékin. — Sur la place Tien-An-Men, le chantier du futur mausolée de Mao Tse-toung bourdonne d'activité. La nuit, à la lumière des projecteurs, le travail ne cesse pas dans les échafaudages qui atteignent les dimensions d'un immeuble de six étages. Des bâtiments voisins ont été démolis pour faire place à un espace vert qui entourera le « palais commémoratif ». De gros camions parcourent Pékin pour transporter vers la banlieue les dizaines de *milliers de mètres cubes de terre* évacués des futurs sous-sols.

Le contraste est frappant, sinon choquant, avec le spectacle offert à quelques centaines de mètres par les milliers de Pékinois qui, le long des rues, continuent de bricoler ou de renforcer les abris où ils se réfugieront en cas de nouveaux tremblements de terre. Là, la terre se remue à la pelle et à la truelle. Les plus heureux se sont procuré, Dieu sait où, quelques briques qui, convenablement maçonnées, endigueront l'eau lors des grandes pluies de l'été. Mais, le plus souvent, l'abri se limite à un trou de quelques mètres carrés, que coiffe une baraque en branchage et en paille, tapissée d'un torchis de boue séchée. Comment ne pas penser aux fondrières où l'on pataugera dans quelques mois ?

Indifférence des autorités ? Certes pas. Démesure d'un culte posthume de la personnalité aux dépens des souffrances du peuple ? Non plus, car ce culte est populaire, et l'idée de rapprocher la construction du mausolée de Tien-An-Men et celle des abris paraîtrait presque irrévérencieuse. Simplement, ce qui serait impensable en *Occident*, est naturel en Chine. Chacun compte sur ses propres forces, même lorsque celles-ci paraissent dérisoires, l'État veillant seulement — mais avec une remarquable efficacité — à ce que les conditions minimales de survie soient assurées. L'été dernier déjà, lorsqu'après la première secousse du 28 juillet toute une population se retrouva dans la rue sous un bric-à-brac de toiles plus ou moins imperméables et ouvertes à tous les vents, chacun reçut une dose de médicaments préventifs, destinés à écarter bronchites, infections et troubles gastriques divers.

Le vrai contraste, au fond, est là : entre la santé évidente d'une population de plus de huit cents millions d'habitants, et l'extrême frugalité où elle vit dans son écrasante majorité. Se conformant au style modeste de la République populaire, les dirigeants n'en font aucun mystère. Le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, admet volontiers que de nombreux transports sont encore assurés par des charrettes — souvent des charrettes à bras — et il ne répugnait pas à dire récemment devant un visiteur français (1) que si les Chinois ne mouraient plus de faim comme avant la libération, ils se nourrissaient encore assez mal, et n'étaient dans l'ensemble pas très bien vêtus (2).

1976 : une année « extraordinaire »

La Chine quotidienne n'est pas — ou plutôt pas seulement — celle des satellites artificiels et des essais nucléaires. La dure réalité que l'on connaît bien à Pékin est celle d'un pays sous-développé, où la croissance de l'économie nationale et l'amélioration du niveau de vie se heurtent à de constants obstacles, passagers ou de structure.

L'année 1976 a été épouvantable. « *Extraordinaire* », a dit M. Hua Kuo-feng en énumérant les deuils, les cataclysmes naturels, les bouleversements politiques qui l'ont jalonnée. Mais sait-on qu'à Tangshan, dans les premiers mois de 1977, la force des « répliques » au séisme de l'été interdisait encore d'entreprendre un véritable travail de reconstruction ? La sécheresse est décrite comme « *la pire depuis la fondation de la Chine nouvelle* », et les récoltes de céréales sont en danger dans les provinces qui constituent le traditionnel grenier à blé du pays. Plus au sud, un froid tardif et exceptionnel a affecté les rizières. Si 1976 a été une mauvaise année, 1977 sera sûrement une année agricole difficile. En témoignent déjà les achats importants de céréales à l'étranger, et les difficultés qu'on éprouve à se procurer certains produits — viande notamment — sur le marché *chinois*.

L'industrie, pour sa part, est touchée par un ralentissement sensible de la croissance. Les chiffres officiels sont rares, mais on parlait d'un taux de 7 % pour les six premiers mois de 1976 (c'est-à-dire avant le séisme qui a dévasté les mines et les usines sidérurgiques de Tangshan-Fengshan) au lieu de 10 % en 1975. Les difficultés les plus graves se situent apparemment dans les secteurs clés de l'acier et des transports. Elles sont d'autant plus préoccupantes qu'elles se répercutent nécessairement dans d'autres domaines, le manque d'acier affectant par exemple la construction des machines-outils et la mécanisation agricole, tandis que la crise des transports entraîne des retards de plusieurs mois dans les livraisons d'équipements d'une province à l'autre.

A ces difficultés matérielles s'en ajoutent d'autres, de nature politique et humaine. La nouvelle direction chinoise hérite d'un corps social qui, s'il a admis sans difficulté, et sans doute avec satisfaction dans sa majorité, l'élimination des idéologues « absolutistes », n'en a pas moins acquis pendant la révolution culturelle, et depuis, l'habitude d'un langage, d'un mode de pensée, de comportements, qui ne peuvent changer du jour au lendemain. Pour prendre un exemple concret, comment convaincre les ouvriers que les règlements leur interdisant de s'éloigner de leurs machines, hier dénoncés comme « *oppressifs* », relèvent en fait d'une organisation « *rationnelle* » du travail à l'usine ? Et l'héritage de la révolution culturelle n'est pas seul en cause, les maux dont souffre la campagne semblent relever d'un courant proprement « *droitier* » : dispersion de la main-d'œuvre, qui trouve meilleur profit à s'engager en dehors des activités agricoles collectives, extension des lopins privés, multiplication des petits métiers, eux aussi privés, sans parler d'un marché « parallèle » qui peut atteindre une importance non négligeable. Or, les dirigeants chinois sont les *mieux* placés pour connaître les dangers d'une mise au pas autoritaire des campagnes. Les rappels fréquents des échecs de la collectivisation rurale en U.R.S.S. suffiraient à convaincre de leur volonté de prudence en ce domaine.

Vétérans et jeunes cadres

Il faut travailler avec les hommes que l'on a. Et la question des cadres se pose, tant au niveau *local* que central. M. Hua Kuo-feng, de ce point de vue, fait face à une double contradiction. Son désir de « *mobiliser tous les facteurs positifs* » le conduit à éviter, pour le moment au moins, de trop grands bouleversements de personnel. Une épuration à grande échelle irait d'ailleurs à l'encontre de ses objectifs « *d'unité et de stabilité* ». Aussi bien, sauf de rares exceptions (Changhaï, Yunnan) s'est-il limité à « boucher les trous ». Ce qui veut dire, en pratique, que le nouveau président du parti « hérite » de deux catégories de cadres, les uns et les autres assez mal préparés aux tâches qui les attendent :

— D'une part, les vétérans hommes dans la soixantaine et au-delà, qui ont souvent souffert de la révolution culturelle et voient avec une évidente satisfaction le régime revenir à une conception plus modérée de la révolution. Ce sont fréquemment des *administrateurs capables, respectés*. Mais les souvenirs qu'ils conservent du passé, des années de la guerre civile et de la misère sans fond où vivait le peuple chinois, les conduisent à une attitude d'esprit assez répandue chez leurs compatriotes de la même génération : la situation est tellement meilleure qu'elle n'était il y a moins de trente ans que « *ce n'est déjà pas si mal* » ; sans doute faut-il encore l'améliorer, mais est-il vraiment nécessaire de tant se presser, de fournir tant d'efforts ? Le feu, après tout, n'est pas à la maison ! Ajoutons que cette inclination à mesurer ses efforts s'allie tout naturellement avec une tendance à l'inertie correspondant à l'âge des intéressés ;

— D'autre part, de « jeunes cadres » — ou relativement jeunes — qui, pour la plupart, ont accédé à des postes de responsabilité à la faveur du grand brassage de la révolution culturelle et qui, sans être forcément des partisans de la « bande des quatre », ont été pétris pendant dix ans d'une propagande — sinon d'une idéologie — aujourd'hui condamnée. Leur mode de pensée s'est formé sous l'égide de dirigeants maintenant déchus, et le mouvement d'étude « à l'envers » qu'on leur impose aujourd'hui a de quoi leur *ôter quelque assurance : apprendre* que la bourgeoisie n'existe pas « *en tant que classe* » au sein du parti, que l'édification du socialisme exige celle — préalable — d'une « *base matérielle* » économique, que l'application de « *normes* » dans l'industrie ne relève pas d'une « *tendance capitaliste* » mais d'une gestion « *rationnelle* » des entreprises, etc. ; autant de notions sur lesquelles il leur faut opérer un virage à 180 degrés. Les problèmes de vocabulaire qui apparaissent dans la presse — et les traductions officielles en langues étrangères — témoignent à leur manière que l'opération ne va pas sans quelques difficultés.

L'insistance du pouvoir à exécuter une « *rectification* » dans l'ensemble du personnel d'encadrement montre assez que ces diverses difficultés se posent du haut en bas de l'appareil du parti et de l'État. Fin février, le premier secrétaire du comité provincial du parti au Kiangsi se plaignait ouvertement que « *le moral des masses demeure bas* », qu'il existe encore « *des gens qui prennent le même chemin que la « bande des quatre »* et qu'« *une lutte aiguë et complexe se poursuive dans certaines unités* ». Ailleurs, on déplore une tendance à juger qu'on a « *assez critiquée* » et à retrouver le confort d'une tranquille routine.

Jusqu'où vont les clivages ? Evidents en province — où les meetings de « lutte » témoignent d'un durcissement depuis le printemps, — ils atteignent très vraisemblablement le comité central du parti. Cet organisme, qui comptait trois cent dix-neuf membres et suppléants à l'issue du X[e] congrès, reflète inévitablement l'atmosphère politique qui prévalait à la fin de 1973, époque où M. Wang Hong-wen faisait figure de troisième personnage du régime — à trente-huit ans. Sans doute les esprits ont-ils eu le temps d'évoluer. Pas tous cependant, ou pas assez pour ne pas prêter aujourd'hui à critique. Sans parler des « quatre » eux-mêmes ou de leurs principaux « agents » identifiés, on apprend à l'occasion que de hauts personnages sont *localement mis* en cause. Ainsi, à Wuhan (Hupeh), deux membres du comité central, MM. Hsia Pang-yin et Tong Ming-hui, sont-ils vivement critiqués par voie d'affiches — en même temps qu'une bonne moitié de leurs collègues du comité révolutionnaire provincial.

Personne, jusqu'à présent, ne s'est aventuré à donner une analyse un peu sérieuse du phénomène aujourd'hui dénommé « bande des quatre ». On reconnaîtra à M. Yao Wen-yuan le mérite d'avoir tenté, tardivement, d'expliquer ce que pouvait être « *la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao* » (3). Ce travail reste à faire en ce qui concerne Mme Chiang Ching et le « groupe de Changhaï ». La campagne actuelle, qui tend à faire supporter à quatre individus mal intentionnés la responsabilité d'une crise politique et économique majeure, n'a évidemment rien à voir avec une analyse marxiste. Les interlocuteurs chinois, à qui on le fait remarquer, admettent que les « quatre » représentaient sans doute « *une tendance* », mais ne montrent aucun désir de s'étendre sur le sujet. Et il n'est pas sûr, en fin de compte, que, l'affaire étant réglée au sommet, les dirigeants de Pékin aient eux-mêmes une idée très nette du genre de soutien dont leurs adversaires pouvaient bénéficier dans le pays.

On conçoit que, dans ces conditions, M. Hua Kuo-feng ne soit pas pressé de convoquer le parlement du parti. L'unité, qu'il donne comme mot d'ordre au pays, reste largement à faire. Elle passe par une remise en ordre des administrations comme du parti, qui constitue à l'heure actuelle l'objectif prioritaire de la nouvelle direction chinoise.

(Jeudi 7 avril.)

(1) M. André Colin, président de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale du Sénat.

(2) Il semble que M. Li Hsien-nien ait surtout pensé au monde rural, les rues de Pékin, Changhaï, Canton offrant le spectacle de gens habillés, sinon avec une grande diversité, du moins proprement et chaudement.

(3) *Le Drapeau rouge*, mars 1975.

IV. — L'ordre et la production

De notre correspondant ALAIN JACOB

Pékin. — L'objectif que s'est donné la nouvelle direction chinoise a été présenté dès le 24 octobre 1976 dans le premier éditorial conjoint des journaux de Pékin postérieur à la nomination de M. Hua Kuo-feng : « *Créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain.* » Il s'agit d'une citation de Mao Tse-toung datant de 1957, mais que l'on n'avait pas revue depuis plusieurs années.

Ce n'est sans doute pas un hasard si cette même citation avait été utilisée en 1972 — l'année où commença à se nouer le conflit qui allait aboutir, en 1976, à l'élimination du « groupe de Changhaï » — dans l'éditorial de la fête nationale, le 1[er] octobre. Mais elle était alors plus complète, et se poursuivait ainsi : « *... et cela afin de favoriser la révolution et l'édification socialistes, de surmonter plus facilement les difficultés, de mener à un rythme relativement rapide l'édification d'une industrie et d'une agriculture modernes dans notre pays, et de rendre notre parti et notre État plus solides et mieux aptes à traverser des situations dangereuses. Le thème général, c'est la juste solution des contradictions au sein du peuple. La méthode à adopter à cet effet, c'est la recherche de la vérité dans l'examen des faits et la ligne de masse* ».

De lutte de classes, il n'est guère question, mais on voit que ce texte préfigure le programme de développement économique et de modernisation présenté en en janvier 1975 par Chou En-lai devant l'Assemblée nationale populaire. Tout aussi significative est l'image proposée d'un pays gouverné par un État fort, mais où règne l'harmonie et d'où ont disparu les contradictions antagonistes du genre de celles qui se manifestèrent à l'occasion de la révolution culturelle. Tout indique que, dans l'esprit de M. Hua Kuo-feng comme dans celui de M. Teng Hsiao-ping, cette image est présentée comme un idéal à atteindre.

La route sera longue pour parvenir à cette situation idéale, mais les premiers pas accomplis ces derniers mois laissent peu de doute sur la détermination des dirigeants.

« Gouverner »

D'abord, par une nouvelle définition de l'autorité : au mois d'août 1976, le journal *Clarté* rappelait que « *le pouvoir de l'État est un instrument de la lutte de classes* ». La nouvelle direction se réfère à Engels qui, en 1873, critiquait les anarchistes en leur demandant si l'organisation était possible sans autorité. La notion *qui émerge est celle d'un État* — pratiquement identifié au parti — « organisateur » du socialisme comme de la révolution. Ce n'est pas (encore) comme en U.R.S.S. « *l'État du peuple tout entier* », puisque, théoriquement au moins, il subsiste encore en Chine des « *ennemis de classe* ». Mais ce n'en est pas moins un État avec lequel le prolétariat ne saurait avoir de relations conflictuelles, puisqu'il est, par définition, un « *État prolétarien* ». Ce qui exclut — et cela est dit en toutes lettres — qu'on puisse dénoncer l'apparition en son sein — ou au *sein du parti* — d'une « *classe bourgeoise* ». Tout au plus des « *représentants de la bourgeoisie* », qui peuvent éventuellement être critiqués en tant qu'individus, mais qui ne sauraient altérer la nature prolétarienne des institutions. Si la lutte de classes se prolonge en période socialiste, elle ne peut donc, logiquement, affecter l'autorité de l'État.

La première fonction de cette autorité consiste à assurer et à maintenir avec toute la vigueur nécessaire l'ordre public. C'est pour M. Hua Kuo-feng *une préoccupation* d'autant plus prioritaire que le pays vient de traverser une période troublée, au cours de laquelle la délinquance s'est développée d'une manière inconnue depuis la fondation du régime.

Mais au moins autant que de réprimer le désordre et la criminalité, la direction chinoise se préoccupe d'en prévenir les manifestations ou les simples velléités. Le grand mot d'ordre est « gouverner » — à partir d'un mot chinois qui évoque au moins autant l'idée de « dompter », de « guérir » ou de « maîtriser ». L'idée générale ne fait, en tout cas, aucun doute, et elle se concrétise dans une série de mesures qui font autant penser à une mise au pas qu'à une mise en ordre. Là où les conditions l'exigent, c'est l'armée qui prend directement les choses en main — comme au bureau des chemins de fer de Chengchow, nœud ferroviaire dont le mauvais fonctionnement se répercutait très loin à travers le réseau national.

La jeunesse, dont on entend volontiers dire aujourd'hui qu'elle a pris de bien mauvaises habitudes depuis la révolution culturelle, retient particulièrement l'attention du pouvoir. Le renforcement de la discipline dans les écoles, le rétablissement des examens relèvent d'une volonté non seulement d'améliorer la qualité des études, mais aussi de ramener tous ces jeunes gens à une saine conception de l'autorité. Tant et si bien que l'on peut voir depuis peu de temps, sous les murs de l'ancienne Cité interdite, des escouades d'élèves des écoles secondaires apprenant à se mettre à l'alignement et à marcher au pas. La nouvelle campagne lancée dans l'armée pour « *l'étude de Lei Feng* » — soldat modèle à tous égards — vise à réhabiliter diverses vertus — obéissance, bonne tenue, dévouement — que l'on avait, paraît-il, eu tendance à perdre de vue dans les rangs de l'A.P.L. elle-même.

Ce souci de l'ordre peut aller très loin dans le détail. A Pékin, de petites affiches rappellent aux habitants des ruelles qu'ils ne doivent pas déposer leurs ordures n'importe quand et n'importe où. A Wuhan, où la situation a été particulièrement troublée, d'autres affiches signées du comité révolutionnaire de la ville invitent à une « *réorganisation de la vie quotidienne* » : les conducteurs d'autobus sont priés de s'arrêter aux stations, et les voyageurs d'y faire la queue. Mais il est aussi rappelé qu'il ne faut pas pratiquer les « *petits travaux* » ni le commerce à titre privé.

La seule préoccupation du régime comparable à ce souci d'ordre et de discipline est celle de produire. Elle s'est exprimée avec vigueur lors de la conférence nationale sur l'agriculture organisée en décembre sur le thème « *prendre modèle sur la brigade de Tatchaï* », et elle a marqué *toute la préparation de la conférence* du mois d'avril sur l'industrie et le modèle offert par l'exploitation pétrolière de Tatching. A la campagne comme à l'usine, on serait tenté de dire que désormais tout ce qui est bon pour la production est bon pour la révolution. Ce n'est pas tout à fait exact, ou du moins la formule doit-elle être interprétée avec des restrictions.

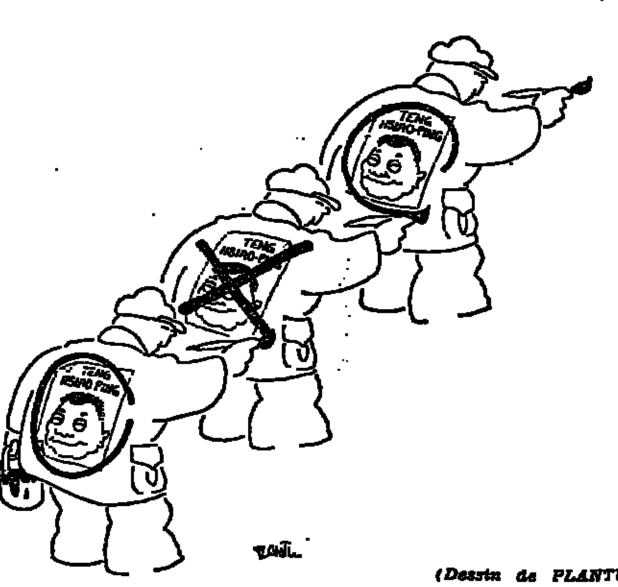
La gestion « rationnelle », fondée sur des règles de travail, une stricte comptabilité, la responsabilité, la responsabilité personnelle *de l'ouvrier à son poste de travail*, est désormais à l'honneur. La notion de stimulants matériels, en revanche, reste officiellement condamnée — même si l'attribution de primes est actuellement discutée dans certaines unités. On s'orienterait plutôt vers ce qu'on appelle « *la récompense rationnelle* » du travail accompli, qui pourrait pratiquement se traduire par le paiement à un tarif convenable des heures supplémentaires, mais non par des primes de rendement. De même, dans les campagnes, que ce soit pour des raisons idéologiques ou par souci d'ordre, *rien ne suggère que l'on* veuille encourager l'intéressement privé. Çà et là, au contraire, on signale que les lopins individuels sont réduits aux surfaces réglementaires, et que les petits artisans qui s'étaient établis à leur compte sont réintégrés dans l'économie collective.

Le pouvoir, en fait, fait face à deux obligations contradictoires. Il doit absolument donner un minimum de réalité à sa promesse d'une amélioration du niveau de vie — ce qui suppose une augmentation des revenus distribués, en espèces ou en nature. *Il doit aussi*, sous peine de renoncer à ses objectifs de modernisation encourager à tout prix l'accumulation — c'est-à-dire accroître la part du revenu national consacrée aux investissements. La marge permettant de répondre simultanément à ces deux impératifs est extrêmement étroite. Elle contraint le gouvernement à un « pilotage » méticuleux de l'économie, qui lui-même implique une autorité rigoureuse. La nécessité rejoint ici les inclinations naturelles de l'équipe dirigeante.

Mise en ordre donc, ou mise au pas ? Il est encore tôt pour en juger, compte tenu des chocs successifs que vient de subir le pays. Les conceptions profondes, à long terme, du pouvoir ne se préciseront qu'au fur et à mesure que l'ordre, justement, se rétablira, et en particulier dans la manière dont il va organiser le parti. M. Hua Kuo-feng lui-même a annoncé qu'un « *mouvement de consolidation et de rectification* » du parti serait lancé « *au moment opportun* » dans le courant de l'année 1977. Une telle formule laisse prévoir au minimum un contrôle des effectifs, mais elle peut aussi annoncer une réorganisation beaucoup plus fondamentale.

Est-il concevable que son onzième congrès, le jour où il se réunira, soit pour le P.C. chinois ce que fut le vingtième congrès pour le P.C. soviétique ? Sur tous les bâtiments officiels de Pékin se dressent encore les cinq caractères géants : « *Mao zhu xi wan sui* » (dix mille ans de vie au président Mao). Parler de « démaoïsation », comme en U.R.S.S de « déstalinisation », ne correspond pas en Chine à la *réalité*. Ce qui s'en rapprocherait le plus serait une comparaison avec la « déléninisation » de fait qui s'opéra en Union *soviétique au fil des années*. Les héritiers du pouvoir ne cessent de s'appuyer sur l'autorité du fondateur du régime, quitte à définir une politique qui leur est propre au nom de principes dont l'auteur n'est plus là pour discuter l'interprétation.

Le phénomène est particulièrement visible à Pékin, où les grands textes de Mao Tse-toung proposés à l'étude du parti et des masses — discours sur les « *dix grands rapports* », commentaire sur la charte de la sidérurgie d'Anshan, inscription sur Lei *Feng, etc. — sont tous antérieurs* à la révolution culturelle. Ce qui est une manière de mettre la révolution en suspens en neutralisant, par le silence, les tendances les plus explosives.



(Dessin de PLANTU)

Ceux que leur sympathie pour la Chine conduit à s'interroger sur l'avenir trouvent dans l'expérience du passé des raisons d'optimisme et de confiance. La Chine a un caractère spécifique qui lui donne la capacité d'absorber des chocs auxquels les structures politiques d'autres pays ne résisteraient pas. Ainsi, entre autres *épreuves, en fut-il* de la *révolution* culturelle. Ainsi devrait-il en être à nouveau pour les traumatisme subis au cours de cette « *extraordinaire* » année du Dragon. L'étonnant spectacle offert au mois de janvier par la floraison des dazibaos, place Tien-*An-men*, inciterait à partager ce jugement. Il témoigne dans la population d'une animation politique aux antipodes d'une attitude d'inertie et de soumission au destin — qui reste encore, après vingt-huit ans d'expérience révolutionnaire, le pire danger dont peut être menacée la Chine populaire.

FIN

(Vendredi 8 avril.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460

SUSPENS

et la production



Deux ans de « purification » au Cambodge

Toute la population du Cambodge est rassemblée, depuis vendredi 15 avril, dans les villes et les villages pour célébrer le second anniversaire de la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges, le 17 avril 1975, après cinq années de guerre contre un régime corrompu et inefficace soutenu jusqu'au bout par les Etats-Unis, et avec lequel l'U.R.S.S avait gardé des relations diplomatiques. Depuis lors, le pays est resté rigoureusement refermé sur lui-même. Aucun journaliste n'a pu le visiter. Les rares diplomates accrédités sont pratiquement astreints à résidence surveillée

Rien jusqu'à présent, ni dans une propagande officielle parcimonieuse ni dans les récits des réfugiés, de moins en moins nombreux à pouvoir passer en Thaïlande du fait du renforcement des mesures de dissuasion de part et d'autre de la frontière, n'est venu atténuer l'image répandue à travers le monde d'un pays brutalement transformé en un gigantesque laboratoire au service d'une expérience révolutionnaire dont la démesure n'a pas de précédent.

Naguère loquace, le prince Sihanouk, qui avait mis tout son prestige au service des Khmers rouges, a disparu de la scène sans qu'on sache rien de son sort, « recraché comme un noyau de cerise », ainsi qu'il l'avait prédit du temps de son exil pékinois. D'un tableau où l'essentiel reste ombre et mystère, il ressort, au fil des témoignages, que les idéologues de la « purification », qui règnent sans partage sur un peuple reconnu « souverain » par la Constitution de la nouvelle République démocratique, ont fait table rase de la société et des mœurs anciennes.

Ils ont, dans une première phase qui semble close aujourd'hui, liquidé systématiquement les éléments les plus « contaminés », soit par les influences féodales, soit par la collaboration avec l'étranger. Simultanément, les millions de Cambodgiens qui n'entraient pas dans ces catégories étaient contraints à des travaux prométhéens de remodelage des campagnes

Rien n'indique le moindre changement dans cette politique. Le chef de l'Etat, M. Khieu Samphan, affirme aujourd'hui que « tout ce que nous avons réalisé nous l'avons fait avec nos seules mains », et estime que le pays pourra, après cinq ou dix ans d'un tel effort, atteindre un développement économique, technique et militaire « mille fois supérieur ». Organisés selon un schéma militaire, de cinq à six millions d'hommes et de femmes vont donc poursuivre, selon la terminologie officielle, les « durs travaux » de la « bataille de la production ». Bataille en passe d'être gagnée, s'il faut en croire M. Ieng Sary, ministre des affaires étrangères, qui affirmait récemment que le Cambodge pourrait déjà exporter cette année quelque 250 000 tonnes de riz.

Pareil succès, qui sera suivi d'autres « records » de productivité, justifie peut-être aux yeux des nouveaux maîtres du pays les moyens employés pour y parvenir. Mais, après s'être demandé hier de combien de victimes innocentes l'aviation américaine avait fait payer au Cambodge chaque jour de survie du régime de Lon Nol, comment ne pas s'interroger aujourd'hui sur le nombre de travailleurs sacrifiés pour chaque tonne de riz produite ou exportée ? Le tribut payé par tout un peuple depuis deux ans dans cette « bataille » semble bien proche des pertes d'une guerre qui a fait officiellement huit cent mille morts.

Le Cambodge « neutre et non aligné » peut-il rester muré sur lui-même, ne compter que sur ses « propres forces », refuser orgueilleusement et avec obstination toute aide internationale — notamment médicale, — à l'exception de celle de la Chine ?

Quand les dirigeants de Phnom-Penh se sentiront-ils assez affermis pour assouplir une rigueur qui, après l'avoir décimée, épuise toute une génération ? Reverra-t-on jamais le légendaire sourire khmer ?

(Lundi 18 avril.)

Épreuve de force au Pakistan

• L'opposition exige la démission de M. Bhutto

• Les troubles ont fait 150 morts en un mois

L'opposition pakistanaise, qui conteste la régularité des élections législatives du 7 mars, semble décidée à poursuivre, sans esprit de compromis, l'épreuve de force engagée contre M. Bhutto. Elle a fait savoir, vendredi 15 avril, que la proposition du premier ministre visant à l'organisation de nouvelles élections provinciales est *« entièrement étrangère à ses objectifs »*, qui sont la démission du chef du gouvernement et des élections générales sous le contrôle du pouvoir judiciaire et de l'armée.

La violence a fait cent cinquante morts, depuis cinq semaines, au Pakistan. Le 15 avril, des civils ont ouvert le feu, à Lahore, sur des manifestants de l'opposition. Le bilan serait de quatre morts et une centaine *de blessés*.

De notre envoyé spécial

Lahore — L'épreuve de force entre l'opposition et le gouvernement va-t-elle tourner à la guerre civile ? L'impasse était complète le 16 juin au matin sur le terrain politique, tandis que dans diverses régions du pays, l'agitation se pouésuivait dans la rue. Les troubles ont éclaté d'abord à Karachi, foyer traditionnel de l'agitation politique et sociale, puis se sont étendus à d'autres villes.

Ancienne capitale impériale et fief de l'opposition conservatrice musulmane, Lahore est quotidiennement affectée par les désordres. C'est à un véritable mouvement national de désobéissance civique que fait face le régime. Chaque soir, dans le centre de la ville, alors que les attroupements sont, en principe, interdits, les partisans de l'alliance nationale pakistanaise se heurtent aux forces de sécurité ou aux militants du parti de M. Bhutto, le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.). S'inspirant des formes de lutte utilisées sous la colonisation britannique, les manifestants défient les autorités et s'exposent *volontairement aux arrestations. Vingt à trente mille personnes auraient été* ainsi conduites à un moment ou à un autre en prison (car un certain *nombre d'entre elles ont été relâchées)*

Les affrontements meurtriers ont fait, pense-t-on, cent cinquante morts dans tout le pays depuis cinq semaines

Le 15, quelques centaines de miliciens du P.P.P. ont défilé dans les rues de la ville, encadrés par les *forces para-militaires, fusils pointés* vers les badauds. Les mêmes forces ont pris position un peu plus tard, face aux manifestants de l'opposition. Le fait que des armes de fabrication locale aient été distribuées aux troupes de choc du parti gouvernemental ne contribue pas à l'apaisement et *fait craindre le pire*

La crise a débuté lorsque l'opposition, estimant que les élections législatives du 7 mars avaient été une « farce complète », donna pour instructions à la population de boycotter les élections provinciales, le 10 mars. Les élus de l'Alliance nationale n'ont pas participé non plus à la première réunion de la nouvelle Assemblée nationale (l'Alliance y compte trente-six représentants et le P.P.P. cent soixante-quatre)

M. Bhutto n'en a pas moins continué à aller de l'avant. Elu à nouveau premier ministre, il installa au pouvoir, dans les quatre provinces, *des gouvernements à sa dévotion*. Menée lourdement, la tentative visant, à travers les élections de mars, à sauvegarder les apparences *d'une démocratie parlementaire* a eu pour conséquence de susciter la révolte de toutes les forces conservatrices. Le Pakistan est maintenant partagé en deux camps. Sans doute M. Bhutto ne s'attendait-il pas que la consultation du 7 mars laisse apparaître que ses adversaires bénéficiaient d'un large soutien populaire (36 % des voix). Aussi bien ceux-ci n'entendent-ils pas se contenter de jouer le rôle d'opposition purement formelle que leur assignerait volontiers le premier ministre. Ils ont lancé au « leader du peuple » le défi le plus sérieux auquel il ait eu à faire face depuis qu'il est au pouvoir. L'Alliance nationale a, en effet, rejeté en bloc les résultats du scrutin.

Elle considère que toute action gouvernementale est illégale. Ses dirigeants, pour la plupart emprisonnés ou en résidence surveillée, ne montrent aucune volonté d'assouplir leur position. Ils réclament le départ du chef du gouvernement (et celui du président de la commission des élections) et une nouvelle consultation sous le contrôle impartial des autorités judiciaires et militaires

Qu'il y ait eu fraude le 7 mars, cela paraît admis, et même établi dans certains cas. Les opinions diffèrent seulement sur l'étendue de *cette fraude. M. Bhutto a reconnu* celle-ci en limogeant l'un de ses ministres, dont l'élection avait eu *lieu dans des conditions manifestement irrégulières*

Pendant la campagne électorale, tout l'appareil gouvernemental et les médias étaient mobilisés au service du parti gouvernemental. Certains militants de l'opposition se virent empêchés de déposer leurs candidatures. L'un des adversaires de M. Bhutto — le premier ministre briguait un mandat dans plusieurs circonscriptions, comme la loi l'autorise — *fut tout simplement enlevé* et libéré après la date limite de dépôt des candidatures. Une quinzaine de représentants du parti gouvernemental furent élus « *sans opposition* » dans des conditions plus ou moins semblables. Au cours du scrutin, *de nombreux fonctionnaires chargés* de surveiller la bonne marche des opérations se sont faits les agents du parti dominant.

La commission des élections a sans doute été soumise aux mêmes pressions de la part du pouvoir. Elle n'a pas pu s'assurer de la régularité du scrutin. Apparemment dépassée par les événements, elle *n'est pas* encore en mesure d'en fournir les résultats complets et précis

La détermination des neuf petits *mouvements* — de la droite religieuse aux *régionalistes* — qui forment *l'alliance nationale* a été *bien* entendu renforcée après le triomphe de l'opposition à Mme Gandhi aux élections indiennes. C'est pour eux *la preuve que, lorsque le jeu démo*cratique est respecté, l'alternance du pouvoir est possible. Quoi qu'il en soit, le P.P.P. a contre lui les courants les plus réactionnaires et obscurantistes, mais aussi les authentiques défenseurs des libertés démocratiques ayant une conception moins rigoriste de l'Islam. Le mouvement de désobéissance civique a l'appui d'associations de juristes, d'avocats, de journalistes, d'étudiants. Il trouve des sympathies dans la « majorité silencieuse ». Surtout, il reçoit maintenant le soutien non désintéressé de *divers milieux* (propriétaires terriens, entrepreneurs, commerçants ; les boutiques restent fermées dans certaines villes comme Lahore) *inquiétés par le réformisme du* régime et sa politique de nationalisation qui, dans certains cas, a frappé de petits épargnants.

M. Bhutto a, semble-t-il, voulu, ces derniers jours, fournir des apaisements et donner l'assurance qu'il n'irait pas trop loin dans ce sens. *Il a également atténué les mesures* restreignant la liberté de la presse. L'opposition combat, au nom de la démocratie, le *« socialisme »* du *régime. Elle trouve des appuis dans* toutes les couches de la population qui ont quelques privilèges à préserver. C'est que la politique écono*mique et sociale de M. Bhutto a* suscité plus d'appréhensions qu'elle n'a porté de fruits. Depuis cinq ans, le mépris des libertés fondamentales dont a fait preuve le pouvoir a apporté de l'eau au moulin de forces conservatrices.

Vers une intervention de l'armée ?

M. Bhutto, nous dit un confrère pakistanais, *« n'a jamais toléré l'existence d'une opposition parlementaire digne de ce nom. Il refuse de partager le pouvoir »*. Mais, pour la première fois, il fait face à un mouvement d'opposition résolu, relativement uni et qui ne montre, du moins pour le moment, aucune volonté de céder. Le premier ministre a rencontré personnellement l'un de ses dirigeants, Maulana Maudoodi, présenté comme un homme de compro*mis, mais il n'était pas parvenu*, le 16 avril à trouver un terrain d'entente avec celui-ci. Pour sortir de l'impasse, le premier ministre a pro*posé que de nouvelles élections pro*vinciales — puisque aussi bien les dernières ont été boycottées par l'Alliance nationale — aient lieu, et que, si cette formation remportait la majorité, une nouvelle consultation nationale se tienne. Cette proposition a été rejetée par l'Alliance.

L'entrée en scène de l'armée — à laquelle il n'a pas été fait appel pour le moment pour maintenir l'ordre — sera-t-elle la seule solution permettant à chaque camp de sauver la face ? Les militaires sont partagés, dit-on, sur l'opportunité d'une telle intervention, du moins au stade actuel de la crise. Mais M. Bhutto, qui entretient de bonnes relations avec le haut commandement, en a brandi la menace. Ce ne serait pas la première fois au Pakistan que l'armée, dont le budget absorbe plus de la moitié des dépenses publiques, interviendrait pour couper court à une crise politique. Une telle intervention permettrait-elle à M. Bhutto de se maintenir au pouvoir ?

GÉRARD VIRATELLE.

(Lundi 18 avril.)

Corée du Nord

Le président Kim Il Sung pourrait confier progressivement le pouvoir à son fils

De notre correspondant

Tokyo. — La Corée du Nord doit résoudre le problème de la relève. M. Kim Il Sung et les hommes qui l'entourent ont tous plus de soixante-cinq ans. On assiste apparemment, depuis quelques années, à une passation progressive des pouvoirs à des éléments plus jeunes.

Plusieurs changements notables dans la hiérarchie du pouvoir se sont produits en 1976, à la suite, notamment, de la mort de personnalités de premier plan. Le décès, le 7 février, de M. Nam Il (soixante et un ans), vice-premier ministre, survenu dans un « *accident* », a été suivi, le 16 mai, par celui de M. Hong Won Gil (cinquante-deux ans), également vice-premier ministre, puis, le 19 sep*tembre, par celui* de M. Choi Yong Chon (soixante-seize ans), vice-président, et l'un des plus proches collaborateurs de M. Kim Il Sung.

Depuis la sixième session de l'Assemblée du peuple (avril 1976), M. Pak Sung Chul exerce les fonctions de premier ministre (il a remplacé M. Kim Il, démissionnaire pour « *raisons de santé* », aujourd'hui vice-président). Peu après, le général O Jin U, chef des forces armées, devenait ministre de la défense, remplaçant M. Choi Yong Kun, qui a été nommé vice-président de la commission de la défense.

Aucune opposition susceptible de remettre en cause l'autorité de M. Kim Il Sung ne se manifeste. Il en est pratiquement ainsi depuis le quatrième congrès du parti, en 1961. Par une succession de « purges » au cours des années 50, M. Kim Il Sung a réussi à éliminer les différents groupes qui pouvaient chercher à prendre le pouvoir. *Le vingtième congrès du P.C. soviétique, en 1956 et* la campagne de déstalinisation qui s'ensuivit ont été un moment crucial en Corée du Nord. Les tendances opposées à M. Kim Il Sung, *qui s'étaient manifestées au* sein de l'équipe dirigeante dès la mort de Staline, en 1953, se cristallisèrent alors en une véritable campagne de critiques dénonçant le culte de la personnalité et le monopole du pouvoir exercé par le chef de l'Etat. Cette opposition venait des deux factions, l'une « soviétique » et l'autre « chinoise », au sein du parti. Celui-ci était, à l'époque, divisé en trois groupes : la faction Kapsan, appelée aussi « faction de Mandchourie », était formée des principales personnalités qui, dans le maquis, contre les Japonais, avaient lutté aux côtés de Kim Il Sung. La faction « soviétique » regroupait les Coréens qui avaient vécu et étudié en U.R.S.S., tandis que la faction « chinoise » était constituée par ceux qui s'étaient joints à la Longue Marche et avaient vécu avec l'armée rouge chinoise.

Imposé à l'origine par Moscou, qui, apparemment, avait davantage confiance en quelqu'un qui venait d'être « formé » pendant quatre ans en Sibérie, M. Kim Il Sung fut en 1956 en butte à de vives attaques de la faction soviétique. Celle-ci, dont tous les membres avaient eu une expérience de gestion en U.R.S.S., avait joué un rôle essentiel dans l'organisation du parti et de l'Etat nord-coréen. Mais à partir de 1953, les Soviétiques n'exercent *plus sur Pyongyang un contrôle* aussi strict que durant la période stalinienne. Les critiques de la faction soviétique, qui ne bénéficie cependant plus du soutien entier de Moscou, vont provoquer une réaction violente de M. Kim Il Sung. Celui-ci, s'appuyant sur la Chine, entend prendre quelque distance par rapport à l'U.R.S.S. M. Pak Chang Oh, vice-premier ministre et alors deuxième personnage du régime, et M. Choe Chang Ik, également vice-premier ministre, ainsi que de nombreuses personnalités de second plan sont accusés de « *diviser le parti* » et écartés du pouvoir.

Dans un mouvement de balan*cier, M. Kim Il Sung élimine en* 1958 (année où les troupes chinoises se retirent de Corée) la faction chinoise, en écartant notamment son chef M. Kim Tu Bong, qui avait été *très actif* à Changhaï en 1919, et avait créé en Chine la Ligue pour l'indépendance de la Corée. Ce n'est que sur l'intervention de M. Mikoyan que ces éléments « *anti-parti* », dont le crime réel avait été de s'opposer à M. Kim Il Sung, purent quitter la Corée (qui pour l'U.R.S.S., qui pour la Chine). L'un des rares membres de la faction soviétique à avoir conservé une place importante dans le P.C. coréen fut M. Nam Il.

Une dernière « purge » a apparemment eu lieu en 1969 dans l'armée. Celle-ci n'a pas une influence aussi importante qu'en Chine. Commencée en 1967, cette *purge a consacré l'ascension* du général O Jin U, ministre de la défense depuis avril 1976, très proche du président et devenu le cinquième personnage dans la *hiérarchie du régime. Aujourd'hui*, le parti et l'armée sont en fait contrôlés par la « faction de Mandchourie ».

M. Kim Il Sung est âgé de soixante-cinq ans. *Le relatif effacement*, depuis 1972, de son frère, M. Kim Yong Ju, qui exerçait les fonctions de vice-premier ministre, et passait pour le successeur, incitent les observateurs à penser qu'il n'est plus en course. Son apparente mise à l'écart a renforcé les rumeurs concernant l'ascension de M. Kim Jong Il, fils que le président a eu de son premier mariage. Selon l'agence de presse japonaise Kyodo, citant des sources nord-coréennes à Tokyo, l'annonce formelle de sa désignation comme successeur devrait avoir lieu lors de la tenue de l'Assemblée du peuple prévue pour la fin avril.

On sait peu de chose de M. Kim Jong Il. Les photos présentent de lui l'image d'un homme jeune au visage poupin. Agé vraisemblablement de trente-six ans, il est diplômé de l'université Kim Il Sung. Après des études en Allemagne de l'Est, il travailla au département de l'organisation du parti, sous la direction de son oncle, M. Kim Yong Ju, puis au ministère de la construction. Devenu secrétaire du comité central du parti, il serait à la tête d'un « groupe de gauche », formé d'éléments jeunes, au sein du parti, et aurait joué un rôle important au moment de l'incident de Panmunjom, en août 1976, au cours duquel deux sol*dats américains trouvèrent la* mort. Selon les experts japonais des affaires coréennes, sa promotion à un nouveau poste, si ce n'est l'annonce officielle de sa désignation comme successeur, devrait intervenir dans un avenir proche.

On admet d'ailleurs dans les milieux nord-coréens à Tokyo que cette éventualité n'est pas à écarter. *« Rien n'est décidé*, dit-on, *mais M. Kim Jong Il est une personnalité connue et respectée du peuple.* » Comme son père, il parcourt le pays en visitant paysans et ouvriers. Il se *confirme* que M. Kim Jong Il a été particulièrement mis en vedette par la presse ces dernières années. Ses portraits ont été vus dans les rues par des étrangers.

On dit cependant que la femme actuelle du président Kim Il Sung entend mettre en avant son propre fils, âgé d'une vingtaine d'années. D'autres oppositions proviennent de certains membres du comité central qui estiment que M. Kim Jong Il n'a aucune *expérience en matière* internationale. Les responsables de l'économie manifestent de leur côté la crainte qu'il ne continue la politique d'armement à outrance menée *par son père et qui grève lourde*ment le budget. M. Kim Jong Il aurait en revanche le soutien des officiers supérieurs.

Le processus de succession, s'il est engagé, devrait s'étendre sur un long délai. M. Kim Il Sung est, dit-on, malade. Mais rien ne prouve que sa maladie l'empêche de gouverner.

Une lourde dette extérieure

Bien qu'aucun ordre du jour précis n'ait été annoncé, les prochains travaux de l'Assemblée suprême du peuple, qui devrait se réunir à la fin d'avril, seront vraisemblablement consacrés en *priorité aux questions budgétaires* et économiques.

1977 sera, selon l'expression de Pyongyang, « *une année de réajustement* ». Les autorités nord-coréennes ont annoncé à plusieurs reprises que les objectifs du plan de développement sextennal (1971-1976) avaient tous *été atteints* — certains avec un an d'avance (discours du président Kim Il Sung, le 10 octobre 1975). Elles précisent aujourd'hui qu'il faut cependant parvenir à un équilibre entre les différents secteurs de l'économie, qui ont progressé à un rythme variable. En d'autres termes, pour la première fois depuis 1945, la Corée du Nord n'a pas de plan de développement économique. Le prochain ne sera présenté qu'en 1978.

La Corée du Nord a connu ces dernières années des problèmes économiques sérieux. Certains sont conjoncturels, d'autres structurels. En ce qui concerne ces derniers, le mauvais fonctionnement des transports intérieurs et l'engorgement des ports semblent les plus préoccupants. Autre problème : la charge très lourde que représentent les dépenses militaires dans le budget. Selon l'Agence américaine de contrôle des armes et du désarmement (dans son rapport « *Dépenses militaires mondiales et transferts d'armements, 1966-1975* »), les dépenses militaires de la R.P.D.C. ont représenté, en 1975, 10,4 % du P.N.B., soit 729 millions de dollars.

Les difficultés économiques de la Corée du Nord n'en sont pas moins dues largement à la conjoncture internationale. La récession mondiale a provoqué une chute des prix des métaux industriels (zinc, tungstène), qui sont la principale source de devises de la R.P.D.C. Cette situation, liée à la nécessité pour Pyongyang d'acheter à l'Ouest la technologie de pointe nécessaire à son développement, a abouti à une détérioration de la balance commerciale : d'un excédent de 18 millions de dollars, le solde de ses échanges extérieurs avec *l'Occident est passé à un déficit* de 107 millions de dollars en 1973 et a quadruplé en 1975. La dette extérieure de la Corée du Nord est estimée actuellement à 2 mil*liards de dollars, dont 700 millions* sont dus aux pays communistes.

Apparemment, la situation tend à s'améliorer. *Le Japon*, qui a décidé de faire cavalier seul plutôt que de négocier de concert avec les créanciers de la R.P.D.C. — ce qui se comprend car il est le seul à être en même temps client de Pyongyang, — est parvenu au début de l'année à un accord sur le calendrier de remboursement de sa dette (260 millions de dollars). Les Japonais se refusent à dévoiler les termes de l'accord. En fait, *il semble qu'ils* aient accepté le principe d'un remboursement sur deux ans avec un taux d'intérêt de 7,5 %. Les premiers versements (non confirmés de côté nippon) auraient eu lieu en mars.

La Suède et la Finlande ont également accepté des moratoires, qui sont cependant restés lettre morte dans le cas des Suédois. Un accord serait en négociation avec les Allemands de l'Ouest (depuis deux ans, le financement des opérations avec la R.P.D.C. n'est plus garanti par l'Etat fédéral). La Corée du Nord aurait récemment vendu d'importantes quantités d'or (pour 37 millions de deutschemarks) en Allemagne fédérale afin de rembourser une partie des impayés. Pour l'instant, aucune solution n'a été trouvée pour les créances françaises.

PHILIPPE PONS.

(Samedi 16 avril.)

EUROPE

Le Portugal se penche sur sa révolution

(Suite de la première page.)

Il redit ses étonnements amusés : *« les ministres faisant état au conseil des récriminations de leurs épouses... »*, ses *« combats »* épuisants pour faire adopter par un M.F.A. *« bien moins progressiste qu'on ne le disait »* les décisions qu'il estimait *« correctes »*, ses interminables entretiens enfin avec le commandant Melo Antunes. *« Je lui disais que la révolution ne pouvait progresser qu'avec l'appui résolu des travailleurs, ouvriers et paysans ; il me répondait que la direction du mouvement révolutionnaire devait être assumée par la petite bourgeoisie... »*

La victoire du « marais » militaire

La droite a dénoncé son « messianisme ». Les socialistes l'ont accusé d'avoir *« consciemment favorisé la tentative de prise du pouvoir par le parti communiste »*. Sur ce point, il reste ferme. *« Simplement, je n'ai jamais eu peur du parti communiste. Pas plus hier qu'aujourd'hui. C'est ce qui m'a fondamentalement séparé des camarades du 25 avril plus modérés... »*

« Démissionné » le 29 août 1975, le général Gonçalves est nommé chef d'état-major général des forces armées, mais il ne conserve ce poste de consolation qu'une semaine, les modérés du M.F.A. et les socialistes ayant mis leur veto. Quelle faute majeure pense-t-il avoir commise ? *« Ne pas avoir lutté avec assez de détermination contre les courants militaires gauchistes. Sans doute l'ennemi principal était-il encore à droite, mais cette faute-là a beaucoup contribué à la défaite ultérieure, du 25 novembre... »* Les perspectives ? *« Le groupe des neuf (2) a fait objectivement le jeu de la droite en préparant et en favorisant la déroute de la gauche militaire et civile. Il est à son tour, c'est l'évidence, sur la défensive et menacé d'exclusion. Le chef de l'Etat est un démocrate sincère, un hom[illegible] 25 avril. Mais l'[illegible] la droite militaire sont aux aguets. L'aggravation de la situation économique favorise les revanchards... »*

Trois ans après, les « capitaines » l'admettent : ils ont voulu introduire la *« libre discussion »* dans les casernes pour renforcer le *« courant démocratique »* du M.F.A. ; la *« discussion »* a logiquement dégénéré en *« contestation »*, en *« assemblées de soldats »* élisant de nouveaux officiers ; chassant ceux qu'ils qualifiaient de *« fascistes »*. Noyau « dur », minoritaire et déjà hétérogène, le M.F.A. a d'abord aisément rallié les opportunistes, les hésitants et les indifférents. Au plus haut de la vague *« révolutionnaire »*, en mars 1975, le M.F.A. était majoritaire au sein des forces armées mais sa cohérence était nulle.

Le repli de la majorité des officiers sur des positions plus *« traditionnelles »* a précédé, et accéléré, la redistribution des forces politiques, la victoire du parti socialiste aux élections d'avril 1975 étant naturellement un facteur essentiel d'encouragement pour les *« modérés »*. Dans ce combat entre *« montagnards »* et *« girondins »*, le marais militaire l'a rapidement emporté. Mais l'assemblée du M.F.A. n'était pas le comité central d'un parti « comme les autres ». Resté militaire, il répugnait à dévoiler publiquement ses contradictions, ses conflits et son véritable rapport de forces. D'où une *« illusion d'optique »* — la gauche militaire encore dominante — qui a largement contribué à démobiliser les communistes et les groupes d'extrême gauche à l'heure de vérité, le 25 novembre 1975.

« Une révolution qui s'arrête à mi-course n'a plus de sens, déclare M. Miller Guerra, ancien député socialiste à la Constituante, actuel président de l'Institut national de recherche scientifique. *Saint-Just l'a dit joliment en justifiant son vote pour la mort de Louis XVI. « Si le roi n'est » pas coupable, alors ceux qui » l'ont détrôné le sont... »*

Sur sa lancée pourtant, le M.F.A. a encore réussi à faire discuter et approuver un projet de société *« sans classes »* et de *« transition vers le socialisme »*. La Constitution, promulguée en avril 1976 a une orientation nettement « socialiste » qui ne correspond plus, en 1977, aux véritables lignes de force politiques et militaires du Portugal. Le pendule revient rapidement à droite. La logique de cette évolution implique des *« tensions »* entre *« l'esprit du 25 avril »* et l'application de la Constitution. Car l'armée, moteur essentiel depuis 1974 d'une révolution aux multiples avatars, demeure un élément prépondérant du jeu politique.

Paraphrasant Sieyès, on pourrait dire que le M.F.A. voulait, en 1974, être *« quelque chose »*. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Un conseil de la révolution, dont les *« pouvoirs »* viendront de toute manière à expiration en avril 1980, et dont la *« justification »*, sinon l'existence, est de plus en plus ouvertement et de plus en plus sévèrement critiquée par les officiers traditionalistes.

Des conseillers de la révolution sur la sellette

« Le groupe Melo Antunes est une invention de la presse... », dit-on dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, le général Ramalho Eanes. Les déclarations publiques du commandant Melo Antunes, ses articles dans la presse étrangère, sont commentés sans aucune complaisance dans les milieux proches du haut état-major des forces armées. *« De quel droit*, dit-on, *donne-t-il l'impression de parler au nom du Conseil de la révolution ? »* Paradoxe ou oubli de services rendus ? La droite militaire accuse l'ancien ministre des affaires étrangères d'être *« le cheval de Troie du communisme »*, et le soupçonne de travailler à la reconstitution d'une « nouvelle gauche » acceptant l'unité d'action avec le P.C.P. pour stopper la glissade à droite. On oublie l'homme du *« document des neuf »* pour ne retenir que le discours du 26 novembre qui dénonçait avec courage le péril d'une *« chasse aux sorcières »* (3).

La presse brocarde volontiers le général Vasco Lourenço, simple capitaine en avril 1974, ami du commandant Antunes et gouverneur militaire de Lisbonne. Une revue d'extrême droite, virulente comme toutes celles qui ont surgi depuis peu, réclame des « comptes » à l'ex-amiral Vitor Crespo, membre du Conseil, sur le *« scandale de la décolonisation »*. Le quotidien *A Capital* ironise sur la présence des trois membres du Conseil de la révolution, Melo Antunes, Vitor Crespo et Pezarat Correia, à une réunion de Fraternité ouvrière, un « club » animé par M. Lopes Cardoso, ex-ministre socialiste de l'agriculture.

Remise en cause implicite de certaines *« promotions »* rapides dues au 25 avril (c'est le thème de la *« graduaçao »* évoqué dans les milieux du haut état-major), *« réflexions »* sur le rôle « exact » des membres du Conseil de la révolution, qui ont dû, en 1976, choisir entre leur fonction « politique » au Conseil et leur poste de commandant d'unités (4), affirmation remarquée du général Loureiro dos Santos, nouveau chef d'état-major adjoint des forces armées : *« Dans l'armée, il n'y a ni gauche, ni droite... »* : la *« tendance »* est claire. Ni tout à fait *« politiciens »*, et de moins en moins *« militaires »*, les membres du Conseil de la révolution, qui approuvent avec plus ou moins de « nuances » les positions du commandant Melo Antunes, se trouvent manifestement dans une situation délicate. *« Le Conseil*, dit encore la droite, *est au Portugal le seul organisme non élu. »*

Nous sommes bien loin des S.U.V. (Soldats unis vaincront), ce mouvement spontanéiste de soldats, né en septembre 1975, dont l'analyse reste d'ailleurs à faire. L'hebdomadaire *Expresso* a affirmé, sans avoir reçu de démenti, que les services secrets américains avaient largement *« encouragé »* cette manifestation d'*« anarcho-populisme »* effrayant les classes moyennes.

Le « procès » de la décolonisation risque d'être intenté à la gauche militaire, alors que des officiers très proches de l'ex-général Spinola sont de nouveau aux postes de commande. Le général Firmino Miguel est ministre de la défense. Le colonel Almeida Bruno vient d'être nommé commandant de l'école de formation des sergents de Lamego. Plusieurs officiers généraux se considèrent manifestement *« en réserve de la République »*. En premier lieu, le pittoresque amiral Pinheiro de Azevedo, président du sixième gouvernement provisoire, qui affirme que *« le mouvement du 25 avril n'a rien à voir avec les capitaines »* et prétend que *« le parti socialiste l'a trahi »*. Déjà plus sérieuse est l'action du général d'aviation Galvao de Melo, qui se présente comme le porte-parole des *« retornados »* et dénonce, non sans succès, la *« carence du gouvernement »* dans l'affaire des Portugais incarcérés en Angola et au Mozambique. Portant beau, citant Démocrite, *« une mauvaise démocratie vaut mieux qu'une bonne dictature »*, ayant de fréquents contacts avec des officiers d'état-major, lié au C.D.S. (Centre démocratique et social), qui avait songé un moment à lui comme candidat présidentiel, mais vient de l'exclure du parti, il critique, lui aussi, *« les scandales de la décolonisation »*. Il affirme avoir déjà reçu *« deux cent mille signatures de soutien »*, qualifie le général Spinola et les officiers du 25 avril de *« personnages artificiellement fabriqués »*, estime que *« la gauche militaire est encore dominante »*, mais espère bien, *« en remuant l'opinion avec vigueur »*, prendre la tête d'un mouvement *« visant à restaurer l'Etat »*...

Plus à droite encore, le général Kaulza de Arriaga, ancien « patron » des troupes au Mozambique, a fondé en mars le MIRN (Mouvement d'intégration pour la rénovation nationale), qui se proclame *« antimarxiste, démocratique et pluraliste »* et réclame un *« gouvernement qui gouverne »*.

« Si on m'appelle, je nettoierai tout ça... ». Treillis bariolé de para, faciès boudeur de baroudeur au repos, le colonel Jaime Neves, commandant le régiment de commandos d'Amadora, « fer de lance » du 25 novembre, illustre bien la nouvelle « ligne » professionnelle et apolitique. Le « Bigeard portugais » approuve énergiquement le général Hugo dos Santos, commandant la région du Centre, quand il dénonce *« les infiltrations communistes dans l'armée »*. A la fin mars, les colonels Jaime Neves, Soares Carneiro et Almeida Bruno ont assisté à la réunion de quelque six membres de l'association des commandos. Etait également présent le lieutenant-colonel Gilberto Santos e Castro, ancien chef d'état-major des forces de Holden Roberto en Angola et ex-membre du M.D.L.P. (Mouvement de libération du Portugal, spinoliste).

« L'esprit du 25 avril est bien vivant... », déclare le général Vasco Lourenço. Mais est-ce bien le même pour tous aujourd'hui ? Les Portugais ont le sens de l'humour. Ils parlent beaucoup ces jours-ci des « hommes du 24 avril... ».

MARCEL NIEDERGANG.

(Mardi 19 avril.)

Prochain article :

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

(2) Neuf membres du Conseil de la révolution ont publié, le 7 août 1975, un « document » qui condamnait en même temps le communisme, les voies totalitaires et la social-démocratie.

(3) Le commandant Melo Antunes, alors ministre des affaires étrangères, a prononcé, dès le lendemain du 25 novembre, un discours télévisé pour récuser l'anticommunisme.

(4) C'est en particulier le cas des colonels Charais et Pezarat Correia.

Espagne

Les premières élections libres depuis quarante ans se dérouleront le 15 juin

Le gouvernement espagnol a décidé, vendredi 15 avril, que les élections législatives auraient lieu le 15 juin. La campagne électorale commencera trois semaines avant le scrutin. Les formations de l'opposition démocratique ont qualifié cette décision de « preuve de sang-froid », cependant que la droite néo-franquiste tente d'exploiter le mécontentement d'une partie de l'armée après la légalisation du parti communiste. Elle aurait obtenu les cent signatures nécessaires à la convocation d'une réunion extraordinaire des Cortès.

Cent soixante personnes ont d'autre part été arrêtées en Espagne au cours des derniers jours pendant des manifestations des partisans de la République. Des heurts violents se sont produits le 15 avril à Madrid devant la Maison des syndicats officiels, à l'issue d'une journée de protestation des syndicats démocratiques. Enfin, selon l'agence Cifra, un commando aurait préparé un attentat contre M. Fraga, leader de l'Alliance populaire, néo-franquiste.

Face à la virulente offensive de la droite néo-franquiste, qui tente d'exploiter rapidement le malaise de larges secteurs de l'armée après la légalisation du parti communiste espagnol, le gouvernement de Madrid fait preuve de sang-froid et de résolution.

Le conseil des ministres, réuni sous la *présidence de M. Adolfo* Suarez le vendredi 15 avril, a fixé la date des élections législatives au mercredi 15 juin. Ces élections, les premières libres et démocratiques depuis quarante ans, devraient doter l'Espagne de la monarchie d'un nouveau Parlement, composé d'un congrès des députés et d'un Sénat.

Une controverse s'est déjà engagée sur la question de savoir si le nouveau Parlement aura ou non des pouvoirs constituants. Plusieurs formations de l'opposition, en particulier le P.C.E., souhaitent que l'Assemblée soit effectivement constituante. En revanche, une opération politique, orchestrée en coulisse par M. Torcuato Fernandez Miranda, président des Cortès et l'un des « hommes du roi », vise à garantir la victoire, aux élections du 15 juin, d'une majorité « centriste », rejetant les extrémismes « de gauche et de droite » et disposée à poursuivre sans bouleversements constitutionnels « excessifs » la marche prudente et pacifique à un véritable régime démocratique souhaité par le roi Juan Carlos et son premier ministre.

L'essentiel pour l'instant est que le gouvernement n'ait pas cédé aux vigoureuses pressions de la droite néo-franquiste rameutée, avec sa fougue coutumière, par M. Manuel Fraga, leader de l'Alliance populaire, avec l'appui d'un nombre sans doute assez important de chefs de l'armée. Recommandée par les secteurs les plus modérés du régime et naturellement par les formations de l'opposition démocratique, la fixation de la date des élections permet de poursuivre un processus de libéralisation difficile, encore semé de nombreux obstacles et qui peut, à tout moment, être remis en question par un incident imprévisible ou par une explosion de violence sociale ou politique.

La « grogne » de l'armée

Le gouvernement de M. Suarez en est bien conscient, qui a consacré une large part de sa réunion du 15 avril à analyser les conséquences de la « grogne » de l'armée, plus nerveuse, semble-t-il, que certains ministres ne le pensaient avant la décision de légalisation du P.C.E. *« Deux ou trois semaines seront nécessaires*, déclare l'un d'eux, *avant que la situation redevienne calme... »*

Poursuivant en province une campagne électorale dynamique, alors que le feu vert officiel pour cette campagne ne sera donné que le 25 mai, M. Fraga emploie un vocabulaire et des arguments qui rappellent ceux de l'avant-guerre civile. *« Les communistes*, a-t-il dit à Orihuela, *veulent transformer les églises en garages... »* Son but est d'exploiter les sentiments anticommunistes de larges fractions de la petite et moyenne bourgeoisie, acceptant le jeu démocratique mais redoutant des débordements « à la portugaise » ; il est aussi, manifestement, d'encourager et de développer, si possible, la mauvaise humeur, pour ne pas dire plus, du Conseil supérieur de l'armée de terre. Les termes du communiqué de ce conseil, même « atténués » par le service de presse officiel, n'en sont pas moins d'une exceptionnelle dureté, et la méthode qu'il a choisie pour faire connaître son sentiment est également exceptionnelle.

Le ministère de l'information a sommé, le 15 avril, le journal *Alcazar*, porte-parole des anciens combattants franquistes, de reproduire sans additifs le texte du communiqué officiel du Conseil supérieur de l'armée. *Alcazar* s'est incliné. Le journal avait ajouté que les généraux de l'armée de terre étaient prêts, *« pour régler les problèmes, à employer d'autres moyens, si nécessaire »*, et que les militaires exprimaient *« leur dégoût pour la façon dont le gouvernement salissait l'image du roi »*. Il reste donc un doute sur la formulation exacte du communiqué, première intervention directe et publique des forces armées dans le processus démocratique engagé depuis la mort de Franco.

La gravité de la situation a été mise en évidence le 16 par un éditorial commun de tous les journaux madrilènes, à l'exception du quotidien conservateur *ABC*, qui soutient résolument l'Alliance populaire de M. Fraga. L'éditorial, intitulé : « Ne pas détruire un espoir », dénonce *« l'attaque de secteurs antidémocratiques contre le gouvernement légitime de la nation et contre le processus politique en cours »*. L'éditorial souligne que *« l'on veut provoquer les militaires »*.

Le parti communiste, qui a terminé la première réunion au grand jour à Madrid de son comité central sur le thème *« voter communiste, c'est voter pour la démocratie »*, est bien conscient lui aussi des dangers de la situation actuelle. M. Carrillo a fait allusion à *« la voie étroite »* qui était offerte dans la marche à la démocratie et il a mis en évidence *« les obstacles comme ceux que nous sommes en train de vivre »*. *« Toute tentative d'élimination physique d'un dirigeant communiste*, a-t-il ajouté, *serait une erreur de calcul de nos adversaires... »*

Le P.C.E. avait déjà, faisant preuve de bonne volonté, renoncé au grand meeting public qu'il comptait organiser le 17 avril dans un parc de la capitale. Il a pris en outre une décision d'une haute portée politique en adoptant le drapeau actuel, sang et or, de l'Espagne de la monarchie à la place du drapeau républicain. Ce « geste », alors que les républicains célèbrent l'anniversaire de 1931, est évidemment destiné à calmer la colère de certains généraux. Habile, il indique que les chefs du P.C.E. savent que rien encore n'est vraiment joué.

M. N.

(Lundi 18 avril.)

Baroud d'honneur ?

Personne n'imaginait en Espagne que l'armée accepterait sans broncher la légalisation du parti communiste. L'hostilité des officiers supérieurs franquistes — anciens de la « croisade » — à l'égard des ennemis « rouges » était au contraire régulièrement invoquée, dans l'entourage du pouvoir, pour justifier telle ou telle lenteur de la libéralisation. Les ultras, quant à eux, espéraient hier encore que, « dans un sursaut d'honneur », l'armée finirait par faire obstacle au démantèlement progressif du système. En choisissant, après avoir tenté d'en faire prendre la responsabilité par le tribunal suprême, de légaliser le P.C.E. avant les élections législatives, M. Adolfo Suarez prenait donc — en toute connaissance de cause — un risque calculé.

Tout porte à croire aujourd'hui que le calcul était bon. Si les deux démissions de militaires membres du gouvernement et le communiqué du Conseil supérieur de l'armée traduisent la « répulsion » qu'inspire toujours à l'armée le parti de M. Carrillo, on peut penser que cette « grogne » n'ira pas au-delà d'un « baroud d'honneur ». Pour le reste, les références à la « discipline » et l'hommage rendu à la monarchie sont assez clairs pour limiter les effets de cet « avertissement » solennel.

Les manœuvres qui ont accompagné ce témoignage de mauvaise humeur illustrent la grande agitation que l'approche des élections fait régner depuis plusieurs semaines en Espagne. D'où l'étrange guérilla sémantique autour du communiqué des militaires, que chacun s'efforce d'interpréter selon ses intérêts. L'extrême droite, défendue par l'« Alcazar », organe des anciens combattants franquistes, cherche naturellement à dramatiser la situation en sollicitant les textes et les sentiments « patriotiques ». L'Alliance populaire de M. Fraga Iribarne, qui compte récupérer les suffrages de toute la droite « néo-franquiste », veut donner le maximum d'éclat à une « fronde militaire » propre à impressionner l'électorat.

Le gouvernement cherche au contraire, en utilisant les moyens d'information officiels, à convaincre l'opinion — nationale et internationale — que les forces armées ont finalement entériné sa politique libérale.

Au-delà de ces manifestations, subsiste-t-il un réel danger de réaction militaire en Espagne ? Les dirigeants de l'opposition démocratique ne le pensent pas. L'armée de 1977 n'est plus celle des lendemains de la guerre civile. Si, dans les grades les plus élevés de la hiérarchie, les officiers fidèles aux principes du franquisme demeurent majoritaires, il n'en va plus de même au niveau opérationnel. L'existence de l'Union militaire démocratique, dont les membres ont été traduits en justice, en est une preuve.

En outre, l'armée a déjà eu l'occasion de témoigner à plusieurs reprises, depuis la mort du Caudillo, son loyalisme politique. La décolonisation précipitée de l'ex-Sahara espagnol représentait pour de nombreux officiers une « pilule » au moins aussi amère à avaler que le retour officiel de M. Carrillo à *Madrid*. De la même façon, l'enlèvement, en janvier dernier, du général Villaescusa, président du Conseil militaire, représentait un défi brutal, une invite à la sédition, que l'armée n'a pas relevés.

Des témoignages de mauvaise humeur ou des menaces voilées ont certes entraîné ces derniers mois, dans les unités, mises à pied, rappels à l'ordre ou à la discipline. Mais sans plus. Le roi Juan Carlos a de bonnes raisons de miser sur la fidélité d'une armée dont il est issu, et qu'il commande en dernier ressort. En irait-il de même si un jour le grand vent de liberté — et de permissivité — qui souffle sur l'Espagne, la très grave crise économique qui s'annonce, entraînaient le pays dans un désordre « à la portugaise » ? C'est un deuxième risque, mais que, cette fois, ni le gouvernement ni l'opposition ne paraissent soucieux de courir.

(Samedi 16 avril.)

PROCHE-ORIENT

Liban

Deux années de guerre

Il y a deux ans, le 13 avril 1975, éclatait la guerre du Liban. Ce jour-là, un car transportant des Palestiniens est mitraillé dans le quartier chrétien d'Aïn-Remanieh, dans la banlieue de Beyrouth. Les vingt-sept occupants de l'autobus sont tués.

Le quartier d'Aïn-Remanieh devait bientôt devenir lui-même un des champs de bataille d'une des guerres civiles les plus impitoyables de l'histoire : cinquante mille morts, des milliers d'infirmes, des centaines de milliers de personnes déplacées, des milliards de dollars de dégâts. Le Liban de 1975 est bouleversé de fond en comble et, pour une grande part, complètement détruit.

Deux ans après, la guerre n'est pas encore terminée, les combats se poursuivant dans le sud du pays. Mais, dans les autres régions du Liban, les combats ont cessé progressivement au cours des mois de septembre, octobre et novembre 1976, au fur et à mesure de l'avance des troupes syriennes.

On peut distinguer cinq phases dans la guerre. Au cours de la première, les forces armées libanaises s'opposent aux Palestiniens. Puis, à partir de juin 1975, les milices chrétiennes conservatrices entrent dans la bataille contre les forces progressistes. Au cours de la troisième phase, celles-ci reçoivent à leur tour, à partir de janvier 1976, l'appui des Palestiniens. La lutte est alors générale : progressistes et Palestiniens d'un côté, chrétiens de l'autre.

La quatrième phase s'ouvre le 11 avril par l'intervention ouverte des forces syriennes, qui franchissent les frontières du Liban pour venir de façon surprenante au secours des chrétiens. Elles occupent d'abord l'est du pays, puis se rapprochent de Beyrouth, où elles entrent le 15 novembre. Dans l'intervalle, les accords de Ryad (18 octobre), puis du Caire (26 octobre) ont permis à la Syrie de faire endosser par l'ensemble des pays arabes son intervention. Les forces syriennes deviennent les « casques verts » de la « force arabe de dissuasion ».

La dernière phase s'ouvre à la fin de 1976 et continue au début de 1977. Elle est caractérisée par une nouvelle volte-face des Syriens, qui apportent, par l'intermédiaire de la Saïka, organisation palestinienne pro-syrienne leur appui aux forces palestiniennes contre les chrétiens dans le Sud.

La continuation de la guerre dans le Sud freine la reprise économique et bloque toute recherche d'une véritable solution politique, en dépit des efforts du nouveau président, M. Elias Sarkis, pour reconstituer l'armée libanaise. Mais le conflit dans le Sud est lié lui-même à l'ensemble du problème du Proche-Orient, dont la solution marque le pas.

R. D.

(Vendredi 15 avril.)



EUROPE

Belgique

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions

(Suite de la première page.)

Malgré sa victoire, sa position est affaiblie à la Chambre : il forme, en effet, avec le Rassemblement wallon, un groupe unique qui n'aura plus que seize députés au lieu de vingt-deux.

Dans la capitale, les libéraux ont maintenu leurs positions tout comme les sociaux-chrétiens. Seuls les socialistes ont reculé, malgré le retour sur la scène politique de M. Henri Simonet, *commissaire européen. Leur* tassement s'explique par le passage d'élus socialistes au F.D.F. au lendemain du scrutin municipal d'octobre 1976, ainsi que par l'éloignement d'un vieux militant, M. Edmond Machtens, bourgmestre de *Molenbeek*, qui a mené campagne contre son parti.

En 1974, M. Machtens distribuait des poulets et du beurre aux électeurs pour qu'ils *votent* socialiste. En 1977, il a pratiquement utilisé *les mêmes* procédés pour qu'ils votent contre son ancien parti. Dans ce quartier populaire de la *capitale, de telles méthodes* sont encore rentables.

Un corps électoral stable

Le gouvernement Tindemans, qui n'avait pas démissionné après la dissolution des Assemblées du début de mars, retrouve, grâce au scrutin de dimanche, une majorité qu'il avait perdue à la suite du départ du Rassemblement wallon. Ensemble, sociaux-chrétiens *et libéraux ont maintenant cent* onze sièges sur un total de deux cent douze, alors qu'ils n'en avaient plus que cent cinq. M. Tindemans pourrait donc, en théorie, reconduire son cabinet, mais une telle démarche serait unique dans les annales politiques du pays et on est à la recherche d'une majorité des deux tiers pour faire face aux *graves problèmes* qui *se* posent dans tous les domaines.

Les hommes politiques des trois partis traditionnels — social-chrétien, socialiste et libéral — tenaient d'ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, des propos apaisants propres à faciliter le dialogue du lendemain. M. Nothomb, ancien président du P.S.C., estimait que le parti *socialiste* avait commis une erreur en utilisant le slogan « Etat C.V.P. » et constatait que la Wallonie n'avait pas voté contre la Flandre. Dans les rangs socialistes, on avait tendance à partager cette idée. Seul M. Gendebien, président malheureux du Rassemblement wallon, réclamait la constitution d'un *« front du refus »* en Wallonie.

Dans l'ensemble, le corps électoral s'est montré stable et l'on constate un retour vers les familles traditionnelles. Au nord et au sud, les formations « communau*taires » sont en recul* essentiellement, pense-t-on, parce que l'électeur, inquiet de la situation économique, redoute une aventure. A Bruxelles, au contraire, le F.D.F. est en progrès parce que les habitants de la capitale se sentent menacés sur le plan linguistique et abandonnés par les partis classiques. Il faut noter aussi l'échec total des listes marginales, maoïstes, trotskistes, rexistes, *féministes*, et même — c'est une surprise, — écologistes. En 1977, le premier souci des Belges aura été de voter *« utile »*. Les écologistes apparemment n'appartiennent pas encore à cette catégorie.

PIERRE DE VOS.

(Mardi 19 avril.)

AFRIQUE

LE CONFLIT DU ZAIRE

L'opération d'aide française s'est achevée

L'opération française de soutien logistique au Maroc et au Zaïre s'est achevée conformément à l'engagement pris par M. Valéry Giscard d'Estaing. Selon des autorités de l'armée de l'air, tous les appareils engagés ont regagné leur base près d'Orléans le 15 avril au soir.

Dans son entretien télévisé, mardi 12 avril (lire pages 6 et 7) *le président de la République a indiqué que la France, en prêtant des avions au Maroc pour secourir le Zaïre, avait voulu donner aux Africains un « signal de sécurité » et de « solidarité ».*

Les réactions internationales à l'initiative française sont dominées par une « déclaration officielle » diffusée par l'agence Tass où l'U.R.S.S. condamne les « ingérences » dans « un conflit strictement intérieur » et nie toute responsabilité dans les événements du Shaba.

Luanda a adressé à Paris une note rédigée en termes violents et dénonçant un « acte insensé ».

A Washington, une aide en matériel « non offensif » a été mise à la disposition de Kinshasa, et le président Carter, selon le département d'Etat, semble donner son aval à la thèse selon laquelle le conflit ne se réduit pas à la lutte contre une agression extérieure.

L'intervention de la France au Zaïre au côté du Maroc sous la forme d'une aide logistique de l'armée de l'air n'a pas soulevé la tempête de protestations à laquelle on pouvait s'attendre. Qualifiée de « raisonnable » à l'OTAN commentée en termes parfois embarrassés mais nullement hostiles par la plupart des alliés européens, elle bénéficie d'une conjoncture favorable. M. Giscard d'Estaing ne semble pas — même compte tenu des réactions de l'opposition française — devoir tirer un bilan négatif de son entreprise. Les quelques contradictions qu'on a pu relever ici et là dans les déclarations officielles et celles d'exécutants — quant au transport exclusif de matériel ou à l'importance de l'équipe militaire *présente au Zaïre* — n'ont pas, pour l'essentiel, modifié le caractère de l'opération.

Aussi *bien à l'Elysée* qu'au Quai d'Orsay, on estime que, en fin de compte, elle se traduit par un succès. En effet, depuis plus de dix-huit mois, Paris était l'objet de très vives pressions de la part de ses alliés africains. *Chez certains d'entre eux*, et non les moindres, l'engagement des Cubains en Angola avait *créé une* angoisse proche de la panique. Ils craignaient de n'avoir rien à espérer de Paris en cas de difficultés externes, et, *a fortiori*, intérieures. Depuis des mois, M. Giscard d'Estaing cherchait le « geste » ni trop coûteux ni trop risqué qui permettrait de les rassurer. La France, en effet, n'était pas en mesure, faute de moyens financiers ou de ces surplus militaires que l'U.R.S.S. distribue largement à ses amis, de renforcer sérieusement la douzaine d'armées des pays qui se jugeaient menacés.

A cet égard, l'affaire zaïroise a été accueillie comme une excellente occasion de manifester la détermination du gouvernement français. L'appel du président Mobutu à l'O.U.A. et l'accueil *plutôt favorable* que lui avait réservé le président en exercice de cette organisation, Sir Seewosagur Ramgoolam, fournissaient en effet une « couverture » africaine passable. La forme du soutien demandé par le Maroc limitait *dans les moyens et la durée* l'intervention de Paris à une « prestation technique ». Enfin, les *complications* internationales à redouter semblaient restreintes, puisque l'Angola, pays d'où provenaient les éléments infiltrés au Shaba, jurait n'être pour rien dans l'opération et ne pouvait donc pas, en bonne logique, se *considérer comme* visé par la réaction des amis du président Mobutu. C'est d'ailleurs pour n'être pas « partie au conflit » que Luanda a récusé la médiation offerte par le Nigéria.

Enfin, à aucun moment, l'analyse faite à Paris de la situation dans le Shaba n'a pris en compte une « agression russo-cubaine », à laquelle les Etats-Unis, fort bien informés, ont assuré ne pas croire et que *M. Giscard d'Estaing s'est* bien gardé d'évoquer. On estimait plutôt que des petits groupes de guérilleros comportant, auprès de « gendarmes katangais » représentant du service, des opposants de toutes sortes au régime zaïrois, avaient franchi la frontière avec l'accord de Luanda, *mais* sans grands moyens, afin de « tâter » le grand pays voisin et, le cas échéant, le « déstabiliser » en le frappant au point sensible de ses exportations de cuivre. La décomposition menaçante du Zaïre et la très mauvaise tenue de son armée pouvaient assurer le succès *de l'entreprise*. En revanche, elle était condamnée à l'échec ou au piétinement face à quelques milliers d'hommes entraînés et résolus. Or le Maroc, dont les soldats avaient déjà fait leurs preuves au Congo et sur le Golan, *acceptait de les fournir.*

La crainte que la chute du président Mobutu, auquel on ne prête aucun successeur convaincant, n'entraîne un chaos généralisé au Zaïre a achevé de décider M. Giscard d'Estaing à intervenir. Il savait, au demeurant, que l'U.R.S.S., trop engagée dans l'affaire angolaise, réagirait mollement et que la Chine proclamerait sa satisfaction. Le risque politique de l'opération n'a *pas suffi, à ses yeux, à contre*balancer tous ces aspects positifs.

Pourtant, à long terme, il est considérable. La France voit se dégrader encore une « image de *marque* » qui, *dans le tiers-monde*, l'associe à l'« impérialisme » et la range aux côtés des régimes blancs d'Afrique australe et de certains dictateurs africains, bref, comme l'a écrit le gouvernement angolais dans une note d'un ton *bien peu diplomatique, des « féroces oppresseurs des peuples »*. Etait-il nécessaire, et même très digne, de reconnaître à la hâte Luanda après l'avoir boudé longtemps pour se l'aliéner de la sorte ?

Enfin, est-il encore temps de sauver le régime zaïrois, aux prises avec des difficultés qui dépassent très largement le cadre du Shaba, et jugé un peu partout à bout de souffle ? Après le Biafra et l'Angola, la France peut avoir, une fois de plus, parié sur le perdant. Il n'en serait que plus difficile de rééquilibrer, *comme le souhaite le Quai* d'Orsay, qui n'est pas entièrement sur ce point du sentiment de l'Elysée, une politique française pratiquant le distinguo simpliste entre Etats africains « communistes » irrécupérables et « pro-occidentaux » promis à toutes les faveurs.

L'engagement français au *côté du Zaïre a-t-il été consenti* aux moindres frais ? Le pari est pris et la question reste posée.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(Samedi 16 avril.)

De nouveaux clivages

(Suite de la première page.)

Les uns y voyaient donc une nou*velle étape de la lutte contre le « néo-colonialisme »*. Tandis que les autres y lisaient, au moment où *MM. Podgorny et Castro sillonnaient* le continent, un nouvel exercice de diplomatie musclée de leurs adversaires *soviétiques et cubains avec* leurs « *complices* » angolais. Bien entendu, un certain malaise était déjà sensible, *notamment à Dar-Es-Salaam*. Mais, dans l'ensemble, on retrouvait en mars la cassure qui s'était produite en janvier 1976 lors du « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. sur le conflit angolais.

On semblait alors se réjouir dans le camp de l'Afrique dite « *militante* » et baisser les bras dans le camp adverse. Ce n'est plus le cas : l'envoi de troupes marocaines à la rescousse de l'armée zaïroise a porté un coup inattendu à la dynamique engendrée par le dénouement du conflit angolais. Ecartelés entre des loyautés ou des intérêts opposés, de nombreux Etats africains semblent avoir été pris à contre-pied.

M. Fidel Castro avait été, en mars, le premier hôte d'une *nouvelle* junte *éthiopienne* qui compte surtout sur Moscou et La Havane pour remplacer une aide militaire américaine vitale, *mais proche de son terme*. La décision du roi du Maroc, approuvée notamment par l'Egypte et le Soudan, *place les dirigeants éthiopiens dans* un embarras d'autant plus profond, qu'ils gardent les yeux rivés sur une *insurrection érythréenne, dont ils* attribuent les succès à l'ingérence de plusieurs pays arabes et du voisin *soudanais. La « révolution » éthio*pienne, qui pourrait difficilement approuver chez le voisin une opé*ration qu'elle dénonce* chez elle, a choisi, pour l'instant, de réclamer *une « solution interne » et dans le cadre de* l'O.U.A., *comme* l'a déclaré le 17 avril un membre de la junte, le colonel Abebe Belaim.

*La gêne d'autres capitales afri*caines est tout aussi manifeste. En dépit d'un sérieux incident de fron*tière — l'aviation zaïroise aurait* bombardé des villages zambiens, ce que dément Kinshasa, — le prési*dent Kaunda est partagé entre* sa sympathie pour la cause zaïroise et le fait que le succès des guérillas *d'Afrique australe dépend*, avant tout, d'une aide militaire soviétique. Tel est le cas, également, de Sir Seretse Khama, le président du Botswana. En accord avec le Soudan et l'Egypte sur les questions de la mer Rouge et de l'Erythrée, la Somalie demeure liée, de son côté, par un traité d'amitié à l'Union soviétique. *Mogadiscio* s'est abstenu, jusqu'ici, de toute prise de position tranchée.

L'embarras de pays-clés comme le *Nigéria* — qui avait tenté une médiation entre Luanda et Kinshasa, — n'est sûrement pas l'expression d'une *sympathie pour* les motifs réels de l'intervervention de Rabat et le spectacle offert par le pont aérien fran*çais, volontiers qualifié de « petit* Entebbe » avec quelque ironie. Quant au roi du Maroc, on lui reconnaît *l'habileté de s'être tiré de l'isolement* dans lequel l'avait placé, au sein de l'O.U.A., sa politique dans l'ancien *Sahara espagnol. Rabat n'aura pas* à bouder un sommet extraordinaire de l'Organisation panafricaine *prévu fin avril sur cette question épineuse*, car il n'aura sans doute pas lieu avant le sommet annuel, à Libreville en *juillet* prochain.

L'inquiétude des Nigérians ou des Tanzaniens vient d'ailleurs. Quelle *que soit la légitimité du régime du* président Mobutu, la « congolisation » d'un Zaïre à l'équilibre déjà si précaire laisse entrevoir de trop sombres perspectives. Mieux vaudrait concentrer ses efforts sur une cause qui fait l'unanimité — le renversement des régimes racistes d'Afrique australe, — qu'encourager une opération susceptible de faire voler en éclats les principes sur lesquels se fonde le panafricanisme.

En Angola, face à l'intervention du corps expéditionnaire sud-africain, la cause était bonne. En revanche, le *retour* des « Katangais » au Shaba, avant l'intervention marocaine, avait de quoi faire trembler certains hommes d'Etat africains *dont* les positions ne sont pas très solides. L'opération franco-marocaine n'a fait que justifier la réserve affichée par M. Nyerere, porte-parole des cinq Etats de la ligne de front. L'ancien Katanga ne peut plus devenir qu'un abcès de *fixation* — avec un renfor*cement alors possible des interven*tions extérieures — ou le théâtre d'une belle reculade. Dans les deux *hypothèses, ni Pretoria ni Salisbury* ne devraient se plaindre.

Ce problème illustre également le *poids croissant, dans les affaires* africaines, *des pays* arabes « modérés ». Le « sommet » afro-arabe du Caire, début mars, en avait déjà donné un indice avec l'octroi d'une *aide financière d'un milliard et demi de dollars aux pays d'Afrique noire.* La fermeté de l'appui offert par l'Egypte et le Soudan à la *décision marocaine ne devrait laisser aucun* doute sur leur détermination à porter un coup d'arrêt à ce qu'ils consi*dèrent, en fait, comme une « politique de clientèles »* pratiquée par l'Union soviétique depuis deux ans *dans l'Afrique sud-saharienne.*

Enfin, l'opération franco-marocaine n'a pas manqué de mettre en lumière certaines faiblesses. *Même avec l'ap*pui d'un fort contingent de troupes cubaines, le régime de Luanda n'ar*rive toujours pas à éliminer la gué*rilla que lui impose l'UNITA de M. Jonas Savimbi, qui jouit d'un *soutien logistique sud-africain*. Pourtant, Luanda a au moins « toléré » que les « Katangais », ses alliés *de la guerre d'Angola*, tentent *leur* coup au Shaba. Quoi qu'il advienne désormais, l'Afrique est déjà per*dante. Elle s'en tirera, au mieux, avec* une nouvelle somme de rancœurs et de meurtrissures, et doit constater que, une *fois de plus*, ses *frontières* ont été franchies *par* des armées étrangères. Volant, bien entendu, au secours de la « *bonne cause* ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Mercredi 20 avril.)

« La France a donné le signal de la solidarité

« L'Afrique est un continent que je connais bien. » Par cette phrase, M. Valéry Giscard d'Estaing a peut-être livré, le 12 avril, la clef psychologique de la décision qu'il a prise de fournir l'appui logistique de la France aux troupes zaïroises et marocaines, mobilisées contre des maquisards hostiles au régime de Kinshasa. A une semaine du voyage qu'il doit faire à Dakar, où il participera à la conférence des chefs d'Etat d'Afrique francophone, le président de la République a exprimé son engagement personnel aux côtés des dirigeants pro-occidentaux de ce continent, inquiets du soutien que leurs adversaires reçoivent des pays de l'Est.

Fidèle au didactisme aimable dont il aime à faire preuve devant les caméras de la télévision, M. Giscard d'Estaing quitte le bureau où il faisait face à ses quatre interlocuteurs, se tourne vers un vaste planisphère et y désigne le Zaïre, « second pays francophone par sa population, le plus grand par sa superficie ». L'attaque, dit-il, est venue du sud-ouest ; on n'a remarqué d'agitation populaire ni à Kinshasa ni à Lumumbashi : le régime du président Mobutu — sur lequel « nous n'avons pas d'agitation populaire ni à Kinshasa ni à Lubumbashi ; le mais agressé de l'extérieur. » Je ne veux pas que les Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leur droit et lorsque leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. »

M. Giscard d'Estaing a souligné que Paris avait agi seul, informant ses partenaires européens, mais non les Etats-Unis, avant de donner, à la demande du Zaïre et du Maroc, le « signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique ». Cependant, si l'on en croit ce que le chef de l'Etat a déclaré aux présidents des groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat, la France n'a pris sa décision qu'après avoir reçu « le soutien de l'Egypte et de nombreux Etats d'Afrique au

« La sécurité du Zaïre était menacée par des éléments venus de l'extérieur »

Christian Bernadac (TF 1) indique d'abord que les quatre journalistes qui interrogent le président (Roland Faure de l'Aurore, *Jean-Pierre Joulin d'Europe 1, Edouard Sablier de France-Inter et Michel Tatu du* Monde*) se sont mis d'accord pour parler d'abord du Zaïre et des problèmes africains, puis des rapports Est-Ouest et des initiatives du président Carter, et enfin de l'Europe.*

EDOUARD SABLIER. — *Ma première question, monsieur le président, c'est celle que se posent, ce soir, tous les Français (...) : pourquoi être intervenu par un pont aérien au Zaïre ?*

LE PRESIDENT. — Pourquoi la France est-elle intervenue au Zaïre ? Elle est intervenue parce qu'on le lui a demandé. En effet, le Zaïre, qui est un grand Etat africain, avec lequel nous avons des liens de coopération, a vu sa sécurité menacée par des éléments venus de l'extérieur, et le Zaïre a fait appel à la solidarité africaine. Il s'est adressé à l'Organisation de l'unité africaine et a demandé aux Etats africains de lui témoigner leur solidarité. Un certain nombre d'Etats africains ont répondu positivement, et, notamment, le Maroc. Le Maroc a proposé au Zaïre de faire parvenir au Zaïre un certain nombre d'éléments militaires. Le Zaïre et le Maroc ne disposaient pas des moyens de transport rapide suffisants pour réaliser cette opération, et ils se sont donc adressés conjointement à la France.

C'est alors que nous avons pris la décision, non pas improvisée comme on l'a écrit, mais soigneusement réfléchie, et décidé de répondre favorablement à cette demande.

L'action de la France consiste donc, en réponse à une demande africaine, à assurer le transport d'un certain nombre d'éléments militaires, à partir du Maroc, en direction du Zaïre. J'indique tout de suite que le transport effectué par les avions français porte exclusivement sur du matériel. Ce n'est donc pas une opération de combat. Il n'y a pas de Français qui sont ou seraient engagés au Zaïre. C'est une opération d'assistance, de coopération, pour un transport entre le Maroc et le Zaïre.

Mais alors, vous me direz : nous avons répondu à cette aide, pourquoi ?

En le faisant, nous avons voulu donner deux signaux : un signal de sécurité et un signal de solidarité.

D'abord, un signal de sécurité.

Je ne veux pas que les Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leurs droits et que leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. Ils ne seront pas abandonnés.

Quant au signal de solidarité, c'est le fait de montrer la solidarité étroite qui existe entre l'Europe et l'Afrique.

L'Europe ne peut pas se désintéresser de ce qui se produit sur le continent africain : ce serait, de sa part, la plus coupable des insouciances. Nous avons voulu, à cette occasion, donner le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

ROLAND FAURE. — *Monsieur le président, nous sommes assez mal informés de ce qui se passe sur place. Pouvez-vous (...) nous décrire un peu la situation sur le terrain ? S'agit-il d'une invasion avec des affrontements sanglants ou, au contraire, d'une guérilla ? (...) S'agit-il d'une attaque venue de l'extérieur (...) ou, au contraire, d'une réaction intérieure contre le régime du président Mobutu ?*

LE PRESIDENT. — D'abord, un premier point très important : ce n'est pas une insurrection.

Nous connaissons le Zaïre, je connais le Zaïre. Les grandes villes du Zaïre, c'est-à-dire Kinshasa, Lubumbashi, ne se sont pas soulevées. Il n'y a pas eu de désordres au Zaïre. Ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont pénétré sur le territoire zaïrois.

Si vous voulez, je vais vous montrer où se déroulent ces événements sur cette carte.

Voilà donc le Zaïre, au centre de l'Afrique... Quelques indications.

C'est, après la France, le pays francophone le plus peuplé du monde, vingt-cinq millions d'habitants, et c'est, avant la France, le pays francophone le plus étendu du monde.

C'est un pays qui a des ressources considérables. Le fleuve Congo, que voici, est un fleuve dont l'équipement, si on le réalisait au point de vue de l'énergie électrique, représenterait l'équivalent de quarante centrales nucléaires.. Ceci pour vous situer l'importance d'un tel pays.

L'invasion, l'infiltration s'est produite dans le sud du pays, dans la région que je vous indique, et à partir du territoire voisin.

On a dit : ce sont des gendarmes katangais qui rentrent chez eux. Je vous rappelle que ces gendarmes katangais sont partis du Zaïre il y a maintenant douze ans. Ils ont donc vieilli, et je ne pense pas qu'ils rentrent dans ce pays avec les armes qu'ils auraient emportées il y a douze ans ! Ce sont donc des hommes armés, équipés, qui ont pénétré au Zaïre.

Ils ont avancé en direction d'une ville importante, la ville de Kolwesi, qui est une ville de cent cinquante mille habitants, et dont la chute était prévue, vous vous souvenez, il y a environ une dizaine de jours.

Ce sont des opérations qui se déroulent sur un terrain qui est une sorte de savane, très fermée, qui se déroulent principalement la nuit ; ce n'est pas exactement une guerre, avec de grandes unités militaires qui se combattent, c'est plutôt une infiltration. Mais c'est tout de même une infiltration d'une grande importance, puisqu'elle menaçait la sécurité d'une ville de cent cinquante mille habitants.

A l'heure actuelle, depuis les décisions qui ont été prises, la situation paraît stabilisée sur le terrain, et, du point de vue de la situation politique, je vous rappelle qu'il n'y a pas de troubles, qu'il n'y a pas d'insurrection au Zaïre, que ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont posé ce problème de sécurité.

MICHEL TATU. — *Il y a quand même des informations qui disent que, d'une part, ces éléments ont été plutôt bien accueillis par la population, d'autre part, que l'armée zaïroise s'est très mal défendue (...). Il y a aussi (...) des témoignages de journalistes ayant interrogé des Français à Kolwezi, selon lesquels ces militaires français qui se trouvent là ont affirmé qu'ils avaient la charge de défendre la ville, de participer à la défense de la ville ou de faire des plans de défense de la ville (...). Pourquoi le Zaïre n'a-t-il pas pu résister tout seul ? Il a une armée importante. Et est-ce que le régime du président Mobutu vous paraît suffisamment solide pour résister à cette subversion ?*

LE PRESIDENT. — D'abord, un point important : nous n'avons pas à porter de jugement sur les régimes des Etats africains. Ce n'est pas notre affaire. Nous sommes sortis de la période coloniale. Ce n'est pas nous qui gouvernons l'Afrique. Nous traitons avec les gouvernements. Ces gouvernements sont représentatifs des pays, ils ont les caractéristiques particulières de ces différents pays.

Deuxièmement, l'accueil de la population, nous n'en savons rien. Les témoignages que vous indiquez sont des témoignages qui viennent de ceux qui, précisément, procèdent à ces infiltrations. Naturellement, quand on entre dans un pays, on dit toujours que la population vous y accueille favorablement ! Pour peu qu'on y entre armé, c'est d'ailleurs, en général, l'impression qu'elle vous donne ! Il est difficile — en tout cas, je n'ai pas moi-même d'éléments d'appréciation — de recouper ces informations.

Le dernier point : le rôle des Français.

Il n'y a pas de Français qui combattent au Zaïre et il n'y aura pas de Français qui combattent au Zaïre. On a cité, dans la presse, le cas d'un officier français qui se trouvait au Zaïre, effectivement d'ailleurs, mais je peux vous indiquer qu'il est rentré à Paris cet après-midi. Nous avons depuis maintenant trois ans — l'accord a été signé avant ma prise de fonctions comme président de la République — un accord de coopération militaire avec le Zaïre, comme nous avons des accords avec de nombreux Etats africains. Il y a donc, en général, au Zaïre, quelques dizaines de militaires français — je dis bien quelques dizaines, nous n'avons jamais atteint la centaine, — qui sont des officiers et des sous-officiers qui ont des fonctions précises d'enseignement ou d'assistance technique, notamment pour le matériel aérien que nous avons fourni à cet Etat.

JEAN-PIERRE JOULIN. — *Monsieur le président, l'intervention franco-marocaine ne va-t-elle pas justifier d'autres interventions extérieures, mais cette fois au côté des rebelles du Zaïre ? Et plutôt que d'éteindre un incendie, n'allons-nous pas embraser toute une région (...) ?*

LE PRESIDENT. — Il n'y a pas d'action franco-marocaine, il y a une action du Maroc et du Zaïre à laquelle la France a apporté le concours de moyens de transport pour une durée déterminée. Vous ne m'avez pas posé la question, mais je vous indique que nos transports se termineront à la fin de la présente semaine, et ensuite nos appareils regagneront la France, leur base d'Orléans

Vous me dites : est-ce que cela peut déclencher d'autres actions ? Il s'agit là d'une action défensive, à l'intérieur des frontières d'un Etat. La situation serait tout à fait différente si la France, ou d'ailleurs tout autre pays, apportait son concours à une action offensive de franchissement des frontières d'un autre Etat.

Mais voilà un Etat qui est chez lui, à l'intérieur de ses frontières, et dont le gouvernement légitime, reconnu par la communauté internationale qui siège à l'ONU, qui siège à l'O.U.A., et qui demande à ses partenaires africains une assistance. Cela ne peut pas être la justification pour que se déclenche, de l'extérieur, une invasion en direction de ce pays.

ROLAND FAURE. — *(...) N'êtes-vous pas frappé par la simultanéité de l'échec et du retrait des Russes du Proche-Orient et de leur implantation en Afrique, d'abord en Angola et maintenant en armant justement ces cohortes de Katangais, qui viennent attaquer le Zaïre ? Est-ce qu'il s'agit pour l'Union soviétique, à votre avis, de prendre pied sur ce continent pour des raisons stratégiques et pour des raisons économiques, ou bien les Russes préparent-ils, à partir du Zaïre, une réimplantation au Proche-Orient, à travers, par exemple, le Soudan, c'est-à-dire vers l'Egypte ?*

LE PRESIDENT. — Non, je ne crois pas qu'il y ait une corrélation entre la politique africaine de l'Union soviétique et les événements du Proche-Orient. Je crois que la politique africaine de l'Union soviétique existe depuis longtemps, qu'elle s'était manifestée d'ailleurs, dans le passé, dans d'autres régions de l'Afrique. On s'en souvient certainement : vous pourriez citer de mémoire un certain nombre d'Etats où cette présence s'était manifestée. Si, à l'heure actuelle, elle se manifeste, c'est en raison de la situation très troublée du continent africain, et de l'attitude soviétique qui consiste toujours à manifester sa présence là où il y a une incertitude ou une situation troublée.

Je ne pense pas que ce soit le Moyen-Orient qui soit à l'origine de cette action soviétique.

Mais, à cet égard, je voudrais vous dire ce que je pense, moi, du sentiment profond de l'Afrique.

L'Afrique est un continent que je connais bien. C'est un continent que l'Europe doit considérer comme un continent frère. Les Africains, à l'heure actuelle, ne souhaitent pas du tout être soumis par les idéologies conquérantes. Ce n'est pas le vœu de l'Afrique. L'Afrique aspire à son développement, elle aspire à une situation pacifique, et sa plus grande ambition serait que l'Afrique soit laissée aux Africains. D'ailleurs, chaque fois qu'elle le pourra, par ses procédés à elle, elle fera reculer les interventions ou les influences politiques extérieures. Elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, elle le fera encore. Si bien que l'attitude de la France dans le cas du Zaïre, ou dans le cas de la politique africaine, ne sera pas du tout une attitude de type néo-colonialiste, ou tendant à dicter je ne sais quelle politique à l'Afrique. C'est une politique d'assistance à l'Afrique pour régler ses vrais problèmes, c'est-à-dire pour être maîtresse, enfin, de ses problèmes de développement et de sécurité.

MICHEL TATU. — *(...) Vous avez dit que c'étaient des éléments venus de l'extérieur, des territoires voisins ; il s'agit donc de l'Angola (...). Est-ce que vous estimez qu'il y a un rôle également de Cuba dans cette affaire, et donc, à un deuxième degré, de l'Union soviétique ?*

LE PRESIDENT. — D'abord, c'est différent, Cuba et l'Union soviétique ; ce ne serait pas la même responsabilité. Ce qui est certain, d'après les observateurs sur le terrain, c'est que les éléments qui se sont infiltrés au Zaïre étaient des éléments récemment entraînés ; autrement dit, ce ne sont pas les gendarmes katangais revenant après douze ans dans leur pays, et avec leurs vieilles armes, ce sont des éléments qui ont subi un entraînement, qui notamment ont subi un entraînement de guerre révolutionnaire ; c'est pourquoi ils font des opérations la nuit, par petits groupes de dix ou vingt, avec une technique éprouvée. Ce sont donc des éléments qui ont été formés par d'autres, ceci est tout à fait clair.

Alors, quels sont les autres qui les ont formés ? Je n'ai pas d'information à cet égard.

MICHEL TATU. — *M. Young* (1) *a dit qu'on surestimait le danger soviétique, et n'était pas tellement inquiet de voir l'intégrité du territoire du Zaïre menacée. Plus généralement, la réaction des Etats-Unis a été très réservée. On a le sentiment que, au fond, la France fait un petit peu ce que les Américains avaient l'habitude de faire jusqu'à présent : une politique plus active, plus engagée, dont les Américains eux-mêmes se sont lassés. (...) Ne peut-on redouter certaines conséquences qu'ont connues les Américains d'un excès d'engagement à l'extérieur ?*

LE PRESIDENT. — Non. D'abord je vous dirai que la France agit pour son compte et pas pour le compte d'autrui. Très souvent, dans nos débats politiques nationaux, on souhaite que la France ait une politique indépendante ; en voilà une. Nous n'avons demandé, à cet égard, l'autorisation ou l'approbation de personne. Je veux dire que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis est passé à Paris samedi dernier, que nous avons parlé en termes généraux de la situation en Afrique, mais que je ne lui ai pas fait part de notre intention de répondre éventuellement à des demandes qui nous seraient adressées. Donc, c'est une politique indépendante de la France.

Je n'ai pas besoin de vous dire non plus que je ne suis pas d'accord avec les déclarations, telles qu'elles ont été rapportées, du représentant des Etats-Unis à l'ONU.

Alors, il ne faut pas établir entre cette situation et d'autres situations un parallèle qui serait tout à fait absurde, je veux dire un parallèle avec le Vietnam. La France n'a aucune intention d'envoyer ses combattants en Afrique pour une guerre de type vietnamien. Il n'en est pas question. Et d'ailleurs, de toute façon, les Africains ne le lui demandaient pas. Dans cette affaire, je l'ai dit au début, nous agissons à la demande des Africains eux-mêmes, et dans la limite des demandes africaines. Alors, naturellement, il y a des gens qui voudraient toujours que la France soit condamnée à l'impuissance et tantôt disent : les Américains n'agissent pas, pourquoi agir à leur place ? Et d'autres disent : vous agissez à leur demande. Eh bien non ! la France agit pour son compte dans l'exercice de ses responsabilités et dans la préoccupation de sa propre conscience nationale

Je voudrais dire aux Français que l'Afrique c'est tout près. L'Afrique, c'est un continent d'où viennent traditionnellement un certain nombre de nos ressources et de nos matières premières, avec lequel nous avons des liens très étroits. L'Afrique, même si c'est lointain pour beaucoup de Français, c'est le continent voisin du nôtre. Un changement de la situation politique de l'Afrique, une situation générale d'insécurité ou de subversion en Afrique auraient des conséquences pour la France et l'Europe. C'est pourquoi la France a voulu, je l'ai dit tout à l'heure, donner un signal et, pour ma part, M. Tatu, je préfère qu'elle ait donné ce signal sans l'accord des Etats-Unis. C'est l'occasion de montrer pour une fois qu'il existe des problèmes, qu'il existe des situations dans lesquelles l'Europe devrait se manifester elle-même, et l'Europe s'est manifestée par l'intermédiaire de la France. Nous avons naturellement prévenu nos partenaires européens, nous aurons l'occasion d'étudier avec eux la situation, mais je considère que le fait que le problème africain ait été souligné dans son importance par la France au nom de l'Europe, et non pas par la France au nom d'une superpuissance extérieure à l'Europe, est en soi le signe d'une politique indépendante et responsable.

JEAN-PIERRE JOULIN. — *Vous avez souhaité des concertations avec les chefs des grandes puissances sur la politique étrangère. Alors, comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, pourquoi n'avoir rencontré que les chefs des groupes parlementaires de la majorité ?*

LE PRESIDENT. — Je souhaiterais que ces circonstances soient possibles et je vous dirai que, de mon côté, je serai tout prêt à y participer. Pourquoi ne l'ai-je pas fait ? Parce qu'ils ont pris l'initiative inverse. J'ai reçu, avant même d'avoir expliqué le point de vue du gouvernement français, une lettre du président du groupe communiste, lettre dans laquelle il critique l'action de la France. Alors, je dirai d'abord, connaissant bien M. Ballanger, que je m'étonne qu'il critique l'action de la France avant même de s'être renseigné auprès des responsables de la politique française. Il pourrait voir le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense, et même, s'il le souhaitait, le président de la République, qui lui aurait expliqué, comme aux présidents des groupes de la majorité, les motifs de notre action.

Nous aurons d'autres sujets de politique étrangère importants au cours du printemps, et je souhaiterais que nous puissions avancer vers une situation où ces problèmes puissent être débattus avec la majorité, mais aussi avec l'opposition.

CHRISTIAN BERNADAC. — *C'est une invitation, monsieur le président ?*

LE PRESIDENT. — Une invitation et une réflexion.

Je voudrais terminer par deux remarques, parce qu'on va dire beaucoup de choses sur cette affaire du Zaïre : rappeler que c'est cette année que la France va terminer la décolonisation, pour sa part, de l'Afrique. J'ai pris moi-même la décision, avec le gouvernement, bien entendu, de conduire à l'indépendance le dernier territoire que nous possédions en Afrique, l'Etat des Afars et des Issas, et avant la fin de ce semestre, la France aura terminé la décolonisation de l'Afrique. Ceci pour répondre aux accusations malveillantes d'une politique néo-colonialiste de la France.

Et puis, une autre remarque pour remercier les équipages de nos avions et dire ceci : nous avons pris la décision concrète de répondre à la demande du Maroc et du Zaïre mercredi 6 en fin de matinée. Nos premiers avions ont commencé à être en mouvement jeudi, ils ont été sur place vendredi matin et ils ont commencé à arriver à destination à partir de samedi.

Le communiqué de l'Elysée a été publié dimanche à 16 heures. Il n'y a eu aucune fuite et aucune indiscrétion, bien que cette opération ait comporté la mise en œuvre de plusieurs centaines de personnes. Eh bien, je voudrais féliciter ces hommes pour la capacité dont ils ont fait preuve et pour leur sens de l'intérêt national.

« La détente n'est pas une politique de conquête idéologique »

ROLAND FAURE. — *L'opinion française n'a pas compris pourquoi, dans le même temps où le président Carter accordait son soutien à un contestataire soviétique, puisqu'il recevait Boukowski à la Maison Blanche et qu'il écrivait à Sakharov (...), le président de la République française refusait de recevoir Amalrik ? Etait-ce pour ne pas compromettre votre prochain entretien avec M. Brejnev à Paris ?*

LE PRESIDENT. — Non, ce n'était pas pour ce motif, c'était en raison d'une conception que nous avons de la politique de la détente.

Malheureusement, mon explication sera nécessairement un peu détaillée.

D'abord, sur cette politique de la détente, dont on parle, quelle est notre conception ?

Pour moi, la politique de la détente, c'est un effort pour améliorer les relations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest, en acceptant leur existence réciproque et sur une base d'égalité. Donc, la politique de la détente fondamentalement est une tentative d'amélioration des relations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest. Ce n'est pas une politique de c o n q u ê t e idéologique de l'Ouest par l'Est ou de l'Est par l'Ouest.

A cette politique de détente, qui est nécessairement patiente, puisqu'elle vise à améliorer les relations, s'ajoutent certaines préoccupations fondamentales qui sont pour nous celles des droits de l'homme et qui sont celles de l'application de l'accord d'Helsinki.

D'abord, sur les droits de l'homme, je vous rappelle que la France, dans tous ses textes fondamentaux, dans sa Constitution, insiste sur la reconnaissance des droits de l'homme, de la liberté sous toutes ses formes et le plein exercice de celle-ci et, lorsque le président Carter veut introduire dans la politique mondiale une affirmation plus claire, plus forte, des droits de l'homme, il trouvera une participation active de la France.

Il y a ensuite les accords d'Helsinki et dans les accords d'Helsinki un certain nombre de principes sont posés. Ils ont été posés par tous les pays qui ont signé ces accords, et notamment par l'Union soviétique. J'ai apporté l'accord d'Helsinki, pensant que cette question serait soulevée. Je vous lis ceci. Dans les accords il est précisé :

« Les Etats participant — et donc l'Union soviétique — favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres, qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral. »

Et, un peu plus loin, on dit dans ce même accord :

« Les pays participant confirment le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence. »

Donc la France estime que l'application des accords d'Helsinki comporte effectivement l'exercice des libertés et des droits civiques, et la France l'exprimera ou le rappellera chaque fois qu'il sera question de l'application des accords d'Helsinki. A cet égard, la France manifeste sa réprobation pour les actions qui visent à maltraiter ou à persécuter des individus ou des groupes d'individus, parce que ceux-ci réclament dans leur pays l'application des accords d'Helsinki.

Vous posiez la question de savoir si, compte tenu de cette attitude, la France, et moi-même, doit recevoir tel ou tel particulier, personnage de l'Union soviétique ou d'un autre pays, qui se juge persécuté

Il y a les relations entre les Etats et il y a les attitudes personnelles.

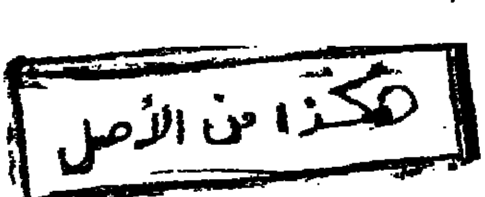
En ce qui concerne les relations entre les Etats, la France continuera d'affirmer la nécessité de reconnaître l'exercice effectif des libertés. Si ces libertés ne sont pas exercées elle prononcera à cet égard les jugements qui s'imposent.

Par contre, elle n'interviendra pas dans les situations particulières à l'intérieur des autres Etats. Elle ne le fera pas, pourquoi ?

Elle ne le fera pas d'abord parce que nous n'admettrions pas qu'on le fasse chez nous. Et je vous demande ce que serait la réaction de la population française si les dirigeants d'un autre Etat, à propos d'un procès ou à propos d'une contestation, portaient des jugements particuliers sur la situation de tel ou tel citoyen français ? Nous ne l'accepterions pas.

Ensuite, nous ne le ferons pas parce je ne suis pas sûr que ce soit la manière la plus efficace de faire progresser effectivement le respect des droits et de la liberté des personnes.

Je peux vous dire que, chaque fois que nous en avons l'occasion, avec les grands dirigeants des pays de l'Est, nous posons et nous résolvons des problèmes de personne, c'est-à-dire soit des per-



هكذا من الأصل

DU CHEF DE L'ÉTAT

entre l'Europe et l'Afrique »

régime de type modéré », comme l'a indiqué M. Roger Chinaud, *président du groupe républicain indépendant à l'Assemblée nationale* ; parmi ces Etats, le Gabon, où font escale les avions de transport militaire français *en route* vers le Zaïre. La question aurait été précisément discutée lors du passage à Paris, le 2 avril, du secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, et de M. Anouar El Sadate, chef de l'Etat égyptien.

L'Europe est apparue comme le second pôle de l'axe sur lequel M. Giscard d'Estaing situe la politique étrangère de la France. Comme pour illustrer le jugement qu'il a formulé sur les conséquences néfastes que la division de la France peut *avoir sur son action internationale, le président de la République* a retourné à M. Jacques Chirac son compliment sur les membres de l'Assemblée européenne : « *Il y a parmi eux dix* députés R.P.R. ; je ne les considère pas comme des bavards *irresponsables.* » Estimant les pouvoirs du *Parlement* de Strasbourg à la fois considérables et strictement limités, le chef de l'Etat a rappelé l'avis favorable que *le Conseil constitutionnel*, saisi par lui, a donné au projet de loi sur l'élection de cette assemblée au *suffrage universel. Les députés de la majorité* pourraient-ils ne pas ratifier une décision prise par les dirigeants européens, conformément au traité de Rome, en décembre 1974, et que le gouvernement de M. Chirac a examinée six fois, avant d'y consacrer entièrement sa réunion du 15 juillet 1976 ?

Comme on lui faisait remarquer que les Français ne semblaient pas s'intéresser beaucoup à l'Europe, M. Giscard d'Estaing a paru s'assombrir un instant. Puis il a affirmé sa foi dans le « large consensus national » sur lequel il voudrait appuyer *l'action de la France en Europe et en Afrique.*

sonnes qui désirent quitter leur pays, soit des familles qui désirent se réunir, soit des situations sur lesquelles on a attiré notre attention en raison de leur caractère pénible, et nous résolvons un grand nombre de problèmes.

Par contre, vouloir intervenir publiquement dans des cas particuliers, c'est imaginer qu'en le faisant on fera reculer un pays comme l'Union soviétique sur l'application de ses propres décisions. Ceux qui connaissent l'Union soviétique savent que ce n'est pas par de tels procédés, qui représenteraient pour ce pays un recul ou une humiliation, que l'on résoudra les problèmes qui se posent.

Enfin, la dernière chose que je voudrais vous dire, c'est que la France est une terre d'asile, une terre d'asile politique et qu'à cet égard elle n'a de leçons à recevoir de personne.

Je vous citerai deux chiffres.

Concernant le Chili, à la suite de la chute du régime du président Allende, un certain nombre de Chiliens se sont réfugiés à l'extérieur. *La* France a reçu au titre du droit d'asile cinq mille Chiliens, qui sont actuellement sur notre sol. Nous sommes le pays du monde, avec la Suède, qui en a reçu le plus, et nous en avons reçu plus à nous seuls que tous les pays de l'Est réunis.

Deuxième exemple, le cas de l'ancienne Indochine. Nous avons accueilli, vous le savez, vingt-cinq mille réfugiés en provenance de l'ancienne *Indochine, et nous continuerons à en recevoir* au rythme de mille par mois. C'est actuellement le rythme maximum que nous puissions accueillir en France compte tenu des problèmes d'hébergement et d'emploi. Il y a, à l'heure actuelle, cent quarante mille réfugiés politiques qui vivent en France, ce qui fait que la France est une terre d'asile. Je puis vous dire que, depuis que je suis président de la République, aucun réfugié politique n'a été expulsé de France en raison de son statut de réfugié politique.

Si bien que, si nous n'intervenons pas dans des situations particulières parce que ceci est de la compétence des Etats, la France se soucie autant que quiconque, ou plus que quiconque, du malheur des réfugiés politiques.

EDOUARD SABLIER. — *Des dissidents français, parce qu'il y en a, sont couramment reçus par des hauts dirigeants de l'Union soviétique, parfois même décorés. Est-ce qu'on peut considérer cela comme une ingérence dans les affaires internes de la France ?*

LE PRESIDENT. — Non. Je n'approuve pas nécessairement leur attitude, mais ce n'est pas une ingérence.

JEAN-PIERRE JOULIN. — *Des diplomates américains rencontrent à Paris un représentant du parti communiste français, en l'occurrence M. Jean Kanapa, et je crois que vous vous en êtes plaint officiellement. On parle d'une visite, dans les prochains mois, de M. François Mitterrand à la Maison Blanche, où il rencontrerait le président Carter. L'attitude des Etats-Unis n'est-elle pas en train de changer vis-à-vis de l'union de la gauche, en France (...) ?*

LE PRESIDENT. — Je n'ai jamais protesté contre le fait que M. Kanapa ait rencontré des diplomates américains. C'est une affabulation. M. Kanapa a la chance d'être le citoyen d'un pays libre, d'un pays de liberté, qui est la France. Il rencontre qui il veut. Il a même la chance d'être le citoyen d'un pays dans lequel il n'y a pas de surveillance policière, puisque nous n'avons pas été informés du fait qu'il ait rencontré des diplomates américains, si ce n'est ensuite, par des indiscrétions de presse.

» Quand j'ai reçu M. Vance, je ne lui ai pas parlé du cas de M. Kanapa, et je ne lui ai pas parlé des contacts entre les dirigeants communistes ou socialistes et la diplomatie américaine, car la France est un pays de liberté. J'ai, par contre, indiqué à M. Vance que j'estimais qu'il ne convenait pas que les autorités américaines portent des jugements sur les affaires politiques intérieures de la France, dans quelque sens que ce soit. J'ai repris une attitude qui avait été la *mienne*, l'année dernière, quand on avait cherché à multiplier les déclarations — vous vous en souvenez — sur la politique intérieure de l'Italie.

» J'ai donc indiqué à M. Vance, à la suite de déclarations qui avaient paru dans la presse américaine, que nous n'apprécierions pas, que *je n'apprécierais pas* que les dirigeants américains portent des jugements sur les affaires politiques intérieures de la France, dans quelque sens que ce soit. Par contre, les visites, dans un pays de liberté, son libres.

MICHEL TATU. — *Que pensez-vous de cette petite déclaration faite par le département d'Etat, peu de temps après la visite de M. Vance à Paris* (2), *selon laquelle la venue au pouvoir, la « domination » du gouvernement par des partis qui ne sont pas attachés à la liberté, créeraient des problèmes dans les relations ?*

LE PRESIDENT. — Je considère que cette déclaration aurait été *bien* meilleure si elle ne s'était limitée à son premier paragraphe, dans lequel il était indiqué qu'il appartenait au peuple français de choisir lui-même ses dirigeants et son destin.

MICHEL TATU. — *Estimez-vous que les relations Est-Ouest sont malades, sont mauvaises (...), après l'échec de M. Vance à Moscou, qui a reçu un refus des Soviétiques sur les armements stratégiques d'une part, et qui a reçu une algarade également de M. Brejnev, à propos des droits de l'homme ? Pensez-vous qu'on est entré dans une nouvelle phase qui porte au pessimisme ?*

LE PRESIDENT. — Non, je pense que ces relations sont devenues plus difficiles parce que la détente, si vous voulez, suppose un code de part et d'autre. Vous connaissez bien l'Union soviétique et la politique de la détente suppose un certain type de comportement de part et d'autre. Les Soviétiques ont eu le sentiment que la nouvelle administration américaine adoptait un nouveau type de comportement. Ils ont donc fait un pas en arrière de *façon à tester* l'attitude américaine. Ce pas en arrière, c'est l'accueil, en *effet*, réservé et froid, qui a été fait aux propositions de M. Vance concernant la limitation des armements stratégiques, mais je ne crois pas qu'il faille en tirer la conclusion que c'est un changement de direction définitif. Je crois que c'était, de la part de l'Union soviétique, une mise en demeure concernant la définition, précisément, du code de la détente, pour savoir si la *nouvelle* administration américaine accepterait d'appliquer ce code de la détente.

» Je reviens à ce que je disais tout à l'heure : la détente, ce n'est pas un moyen de se conquérir les uns les autres, c'est un moyen d'améliorer les relations en reconnaissant, dans les circonstances actuelles, notre existence réciproque. Bien entendu, nous maintenons notre idéologie, notre attachement à *notre* système politique et à *notre* système économique. Nous savons que les Soviétiques maintiennent le leur. Nous ne cherchons pas, à cette occasion, ni à substituer le nôtre au leur, ni l'inverse, mais cela veut dire que nous cherchons, dans le monde actuel, à améliorer nos relations. Je crois que, compte tenu des menaces considérables qui pèsent sur l'humanité du fait des moyens nucléaires — nous n'aurons pas le temps d'en parler, — du fait de l'importance des armements, la voie de la *détente doit continuer à être celle de nos efforts.*

ROLAND FAURE. — *N'êtes-vous pas inquiet, comme la plupart des grands experts militaires occidentaux, du formidable effort d'armement de l'Union soviétique (...) ?*

LE PRESIDENT. — Il y a un effort considérable d'armement de l'Union soviétique. Il faut voir que l'origine de cet effort remonte maintenant à une douzaine d'années, c'est à la suite de la crise de Cuba que l'Union soviétique a décidé un nouveau programme de développement de ses *armements, c'est à l'heure actuelle que nous voyons* aboutir cet effort, en effet considérable, de l'Union soviétique. Les études objectives que l'on peut faire à l'heure actuelle sont très délicates et ne conduisent pas à penser qu'il y ait, à l'heure *actuelle, un déséquilibre sensible des grands* moyens d'armement entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Les Etats-Unis, à l'heure actuelle, développent au contraire, vous le savez, un certain nombre d'armements de type nouveau qui, d'ailleurs, posent un problème dans le cadre de la limitation des armements stratégiques.

JEAN-PIERRE JOULIN. — *Depuis l'installation de M. Carter à la Maison Blanche, des difficultés se profilent dans les relations franco-américaines à propos du Concorde, à propos des ventes d'armes à l'étranger, à propos de la prolifération nucléaire. Est-ce que c'est exact ?*

LE PRESIDENT. — Il y a, il y aura certainement, des problèmes, puisque le nouveau gouvernement des Etats-Unis a pris des attitudes nouvelles sur un certain nombre de sujets et que, naturellement, ces attitudes devront être discutées. Puisque la politique française est une politique indépendante et qu'elle est ouverte, il faudra discuter des solutions possibles. Jusqu'à présent, elles ne l'ont pas été. C'est ainsi que certaines initiatives ont été prises sur le plan de la prolifération nucléaire. Nous n'aurons pas le temps d'en parler ce soir. C'est un sujet très important, je dirai vital, et je partage, en ce qui me concerne, la préoccupation du président Carter concernant *le* danger de prolifération. Je crois que c'est un très grand danger du monde actuel.

Par contre, à l'occasion de la recherche des solutions, il va de soi que la France entend maintenir sa liberté d'appréciation et sa *liberté de décision.* C'est donc un sujet de discussion.

Pour ce qui est du problème des ventes d'armements, c'est un problème qu'on ne peut pas traiter uniquement avec les Etats-Unis. Il faut le traiter avec l'Union soviétique, car à l'heure actuelle, qui vend des armes dans le monde ?

Quarante-cinq pour cent des armes vendues dans le monde le sont par les Etats-Unis, 30 % des armes vendues sont vendues par l'Union soviétique, et environ 8 % des armes vendues sont vendues par la France, et ensuite par de plus petits *fournisseurs.*

Donc, une discussion qui ignorerait la participation soviétique serait, à mon avis, sans efficacité pratique. Sur tous ces sujets, il y a matière à discussion, et nous discuterons d'une façon ouverte, *mais naturellement en tenant compte de nos* propres orientations et de nos propres intérêts.

Le problème de Concorde n'est pas un problème qui s'est posé du fait de l'administration Carter : il était déjà posé. Nous continuons à suivre avec *grande attention ce problème. C'est un problème* économique, mais également politique, au sens élevé du terme, car les arguments qui sont invoqués pour empêcher l'atterrissage de Concorde sont des arguments qu'on ne peut pas retenir par rapport à *une technologie nouvelle, que le monde a acceptée* dans d'autres domaines, notamment dans le domaine de l'aviation militaire. Il y a actuellement beaucoup d'avions supersoniques qui circulent dans le monde et le fait de refuser à ces technologies de « pointe » *l'accès normal* à l'économie américaine représente, ou représenterait, une attitude qui, de la part des Etats-Unis, aurait à mes yeux une signification et donc des conséquences politiques.

EDOUARD SABLIER. — *(...) Le Japon a 90 % de la construction navale dans le monde et l'Europe, s'estimant lésée, lui demande de ramener ce pourcentage à 50 %. Or, je crois que les Etats-Unis ont 90 % de l'aéronautique mondiale. Est-ce qu'on va poser le problème dans les mêmes termes ?*

LE PRESIDENT. — On ne le pose pas dans les mêmes termes, car la situation technique n'est pas comparable, mais il est certain qu'on ne peut pas laisser s'établir une situation de monopole de la production de transport aérien dans un seul pays du monde, quelle que soit sa capacité technologique. *Je dirai qu'il y a, entre les Etats, à l'heure* actuelle, à mon avis, le même problème qu'il y avait, autrefois, entre les grandes entreprises. On a fait des lois antitrust, à l'échelon national, pour que la production ne soit pas dominée par une *seule entreprise ou un seul grand groupe. La* communauté internationale doit également éviter qu'une production essentielle ne soit monopolisée par un seul Etat ou un groupe d'Etats.

Donc, le problème de l'aviation européenne est, en effet, un problème qui comporte la dimension que vous dites, c'est-à-dire le refus d'un monopole.

« La France ne doit pas être la lanterne rouge de la construction européenne »

ROLAND FAURE. — *L'Europe, cette grande espérance de notre génération, suscite maintenant beaucoup de désenchantement. (...) On a l'impression que l'on régresse. (...) Mais il y a pire (...) : un risque de crise à l'intérieur de la majorité, un risque de crise politique en France à la suite du projet d'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Au sein de votre majorité, on a entendu, la semaine dernière, M. Chirac parler de la « réformette » qui ne pourra masquer l'incapacité des Neuf à progresser sur le chemin de la construction européenne. M. Chirac a également parlé des « bavards irresponsables » qui meubleraient cette Assemblée ! Est-ce que vous ne redoutez pas que l'Europe provoque une crise ?*

LE PRESIDENT. — Il faut remettre cette initiative dans sa perspective. Il y a une Assemblée parlementaire européenne à l'heure actuelle, *et donc* s'il y a des bavards irresponsables — langage que je n'emploierai pas pour parler de parlementaires — ils existent déjà.

Il y a à l'heure actuelle des députés français qui siègent dans l'Assemblée parlementaire européenne. Il y a trente-six députés français, dix députés R.P.R., députés ou sénateurs, et je ne les considère pas comme des bavards irresponsables.

Alors, vous me dites ensuite : c'est une réformette. Si c'était une réformette, elle ne susciterait pas tant de passions. Et je pense qu'elle serait votée facilement par le Parlement.

On ne peut pas parler de réformette, et la citation doit être inexacte, concernant une décision qui *a été prise par le gouvernement* français de la manière la plus solennelle.

Je vous rappelle le communiqué du premier Conseil européen, qui a été tenu ici, à Paris, et au palais de l'Elysée, à quelques dizaines de mètres d'ici, les 9 et 10 décembre 1974, c'est-à-dire au début du premier gouvernement de mon septennat. Dans le communiqué qui a été publié à l'époque et que vous avez reproduit, il est dit ceci :

« Les chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le traité de Rome de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée devait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée sur lesquelles ils souhaitent que le conseil des ministres statue en 1976.

» Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978 »

C'est donc en décembre 1974 que la décision a été prise.

Depuis, il y a eu des conseils européens qui ont débattu du sujet — cinq conseils européens, il y a eu des conseils des ministres français qui ont entendu parler de ce sujet — six conseils des ministres français. Il y a eu une dernière délibération qui a eu lieu le 15 juillet 1976, l'année dernière, pour prendre acte de l'accord qui avait été réalisé. Et *maintenant, il faut que le Parlement* se prononce.

Alors, *je vous dirai que je ne crois pas qu'il* y ait à ce sujet une très grande difficulté. Il y a naturellement quelques hommes qui sont hostiles à cette élection parce qu'ils sont en général hostiles, ce qui est leur droit, à la construction européenne. Mais à l'intérieur *de l'Assemblée telle* que je la connais, des parlementaires tels que je les ai rencontrés, il y en a un très grand nombre qui sont favorables au principe de cette élection.

Parmi eux, certains éprouvent une crainte. Cette crainte est que la nouvelle Assemblée puisse déborder de sa compétence, et s'arroger de nouveaux *pouvoirs qui empiéteraient sur les pouvoirs* du Parlement français.

Je voudrais vous dire, à propos de cette crainte, que nous avons pris les dispositions nécessaires pour qu'elle n'ait aucun motif de se manifester.

ROLAND FAURE. — *Il s'agit du texte de loi que M. Couve de Murville préconise ?*

LE PRESIDENT. — Il ne s'agit pas exactement de cela. Il s'agit d'abord de la consultation du *Conseil constitutionnel*, à laquelle j'ai procédé ; *le* Conseil constitutionnel dans sa composition telle qu'elle existait, puisque les membres du Conseil avaient été nommés antérieurement à mon élection. Ce Conseil a constaté la constitutionnalité *de notre proposition.* Ensuite le gouvernement accompagnera la proposition de ratification d'une disposition qui soulignera le fait qu'il n'est pas possible pour l'Assemblée d'élargir ses compétences sans recourir à la procédure de modification constitutionnelle française. *Dans ces conditions*, je pense que le texte devrait être accepté à une large majorité. Mais je voudrais ajouter deux choses :

La première, c'est que d'autres pays que nous ont procédé à cette ratification, où sont en train *d'y procéder et notamment les Italiens. Lorsque* j'étais à Rome il y a quinze jours, le Sénat italien a ratifié cet accord à l'unanimité, ce qui veut dire que tous les partis politiques italiens, communiste compris, ont voté en faveur de ce texte. Je ne comprends donc pas pourquoi les communistes français viennent expliquer à l'opinion qu'il s'agit d'un abandon de la souveraineté ou de l'indépendance nationale, alors que leurs camarades italiens votent au contraire en faveur de ce texte.

Deuxièmement, je voudrais souligner une chose très importante : je ne veux pas que la France soit la lanterne rouge de la construction européenne. La France a été à l'origine d'un certain nombre d'initiatives européennes. Elle a été à l'origine de la CECA, elle a participé à l'élaboration, à la ratification du traité de Rome. C'est en 1974 que nous avons donné notre accord de principe à cette élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne. Dans ces conditions, j'estime qu'il n'est pas possible que la France ne se prononce pas en 1977. Je le répète, je ne veux pas que la France soit la lanterne rouge de la construction de l'Europe. Ce ne serait pas servir sa dignité ou sa grandeur.

EDOUARD SABLIER. — *Mais alors, monsieur le président, on nous dit, rassurez-vous, le Parlement européen élu au suffrage universel n'aura pas plus de pouvoirs que l'actuelle Assemblée de Strasbourg. Dans ces conditions, pourquoi le créer maintenant ?*

LE PRESIDENT. — Parce qu'il était prévu dans le traité. On ne pouvait pas le faire au démarrage du traité de Rome. Le traité, dans son article 138, prévoit cette élection dès que les circonstances permettront de le faire. Il ne faut pas dire que *cette assemblée n'a pas de pouvoir. Je citerai* deux exemples :

Elle a d'abord le pouvoir de censurer la Commission si la Commission n'accomplit pas sa mission dans le cadre du traité. Je prends une situation particulière, *la situation de l'industrie sidérurgique* européenne, qui est dramatique et qui a les conséquences que vous savez sur le plan de l'emploi : l'Assemblée peut parfaitement mettre en demeure la Commission d'exercer ses responsabilités au regard de la situation de la sidérurgie. Deuxième exemple : le budget. C'est l'Assemblée parlementaire européenne qui intervient concernant le budget de l'Europe. Actuellement ce budget porte sur des ressources qui sont considérables. Certaines de ces ressources sont affectées au préalable, et l'Assemblée n'a pas de pouvoirs. Mais il faut savoir que les ressources non affectées à l'heure actuelle représentent environ 1 milliard de francs. C'est-à-dire que l'Assemblée peut décider ou non de l'emploi d'environ 1 milliard de francs. Or je vous signale que, dans la discussion parlementaire budgétaire française en général, la masse libre, celle qui fait l'objet des dernières transactions, est de 200 ou 300 millions de francs. L'Assemblée parlementaire européenne a déjà à l'heure actuelle, au point de vue budgétaire, des *responsabilités importantes.*

Par contre, nous ne voulons pas, je ne veux pas, qu'elle s'arroge des pouvoirs supplémentaires car notre conception de l'organisation de l'Europe est de type confédéral et elle suppose donc le maintien des institutions dans les limites de leur compétence actuelle.

JEAN-PIERRE JOULIN. — *N'avez-vous pas l'impression que l'Europe n'intéresse pas les Français ?*

LE PRESIDENT. — Vous savez, c'est une question difficile. Il y a des moments où l'Europe intéresse les Français, des moments où elle ne les intéresse pas. Il ne faut pas agir en fonction d'une curiosité ou d'une impulsion particulière. Si vous regardez le monde actuel, le monde auquel, hélas ! et je m'en excuse auprès de lui, je tourne le dos, si vous regardez ce monde, ce monde en grand bouillonnement, ce monde rempli de dangers, vous voyez bien que la superficie de l'Europe, c'est petit. Il faut naturellement que l'Europe s'organise, qu'elle se rassemble, tout en préservant la personnalité des Etats qui la composent. Si à un moment ou à un autre, en effet, les Français ne s'intéressent pas à l'Europe, mais s'ils pensent à ce qui se passera dans vingt ans, dans trente ans, ils sont tous acquis à l'idée d'une organisation de l'Europe. En tout cas, c'est une des grandes causes de notre époque, et c'est une cause que j'entends servir.

CHRISTIAN BERNADAC. — *(...) Je me demande si vous n'avez pas un peu les mains liées, je me demande si les difficultés de la majorité, si les difficultés économiques que traverse notre pays ne vous empêchent pas de réaliser la politique étrangère française ?*

LE PRESIDENT. — Il est certain que toute situation politique intérieure retentit sur la politique extérieure et que la division actuelle de la France est une cause d'affaiblissement dans son action extérieure. C'est une cause d'affaiblissement que je ressens sur un certain nombre de sujets, et c'est pourquoi je souhaiterais que peu à peu sur certains sujets se crée un plus large consensus national.

Je pense, par exemple, que dans l'action que nous menons en Afrique, qui n'est pas une action partisane, *il peut se créer un certain consensus* national ; que dans la ratification de l'accord européen qui sera faite dans tous les pays d'Europe par la quasi-totalité des partis politiques, je ne vois pas pourquoi en France il n'y aurait pas là aussi une atmosphère d'assez large consensus.

Mais alors, une autre remarque sur la situation *économique. Il était indispensable pour la France*, indispensable vis-à-vis de l'extérieur, d'arrêter l'affaiblissement du franc, et la situation d'inflation qui était la nôtre l'année dernière. Si nous étions restés en état de glissement monétaire et de *profond déficit extérieur, nous n'aurions pas pu* mener une politique extérieure indépendante et digne. Or, je vous demande de remarquer que quelles qu'aient été ces difficultés, nous n'avons pas fait appel à des financements extérieurs.

D'autres pays voisins au nord ou au sud ont fait appel largement à des financements extérieurs. Nous ne l'avons pas fait intentionnellement parce que nous estimons que, si la France veut garder son indépendance, sa dignité et sa liberté de décision, elle doit faire face elle-même à ses propres charges, par ses propres moyens. C'est une des raisons et une des explications de la politique de redressement qu'on appelle le plan Barre.

Vous me disiez *tout* à l'heure : les Français, au fond, ne s'intéressent pas beaucoup à l'Europe. Vous vouliez peut-être dire qu'ils ne s'intéressent pas beaucoup à la politique extérieure.

Pourtant, dans le sort individuel des Français, les grands événements du monde tels qu'ils se produiront compteront, à mon avis, tout autant et peut-être plus qu'un certain nombre des débats intérieurs qui les passionnent. Nous avons vu défiler en trois quarts d'heure quelques-unes des grandes interrogations, quelques-uns des grands dangers du monde.

C'est pourquoi je souhaite que les Français, au moment de leur grand choix, prennent en considération non seulement leur univers familier, mais aussi les préoccupations du monde actuel, et à cet égard l'intérêt et la considération de la France.

(Jeudi 14 avril.)

(1) M. Young est le représentant permanent des Etats-Unis à l'ONU.

FRANCE

CRISE INSTITUTIONNELLE DANS LA PRINCIPAUTÉ

Une assemblée populaire à Andorre-la-Vieille demande une meilleure représentation au conseil des Vallées

De notre envoyé spécial

Andorre-la-Vieille. — Une assemblée populaire réunissant près d'un millier de personnes s'est tenue à Andorre-la-Vieille, capitale de la principauté. Cette réunion avait été provoquée par M. Eduard Rossell, conseiller général et ancien vice-syndic du Conseil des Vallées, par le maire de la ville, M. Antoni Puigdellivol, et par celui des Escaldes, M. Magi Maestre, pour tenter de mettre fin à la crise institutionnelle dont la principauté est le théâtre. Cette procédure d'« appel au peuple » fait partie de la coutume constitutionnelle andorrane, qui remonte au haut Moyen Age.

A l'origine de cette crise se trouve la situation démographique et administrative particulière de la principauté, notamment de sa principale ville. L'Andorre compte aujourd'hui plus de vingt-huit mille habitants, dont huit mille seulement ont la nationalité andorrane. Les résidents étrangers sont pour la plupart espagnols (seize mille) et français (deux mille).

Le pays est divisé en six « paroisses » (communes) : Andorre-la-Vieille, La Massana, Ordino, Canillo, Encamp et Saint-Julia-de-Loria. Les Escaldes, qui furent longtemps un faubourg d'Andorre-la-Vieille, font maintenant partie intégrante de la capitale tout en ayant leur propre maire. Les deux agglomérations totalisent deux mille cinq cents électeurs. Les cinq autres paroisses ont chacune cinq cents électeurs environ. Cependant, au conseil des Vallées, chaque paroisse est représentée par quatre conseillers : avec 52 % du corps électoral et 67 % de la population de la principauté, la principale paroisse, celle dont l'économie puissante alimente la quasi-totalité du budget de l'Etat, n'a donc que quatre représentants, alors qu'avec 48 % d'électeurs les cinq autres paroisses en totalisent vingt.

Le 16 août 1968, une proposition avait été faite par les deux délégués permanents des Vallées. Ceux-ci demandaient aux deux co-princes — le président de la République française et l'évêque d'Urgel — de faire passer le nombre des conseillers d'Andorre-la-Vieille et des Escaldes de quatre à huit, ou bien d'ériger Les Escaldes en septième paroisse, la capitale gardant ses quatre conseillers et quatre autres représentants étant désignés par la nouvelle commune. Cette proposition ne fut pas du goût des vingt élus des autres paroisses qui demandèrent la tenue d'une assemblée plénière du Conseil, des maires et des vingt-quatre prud'hommes (il s'agit de notables désignés par leurs concitoyens dans chacune des six paroisses). Cette assemblée devait, sans doute en raison de sa composition peu conforme à la réalité du corps électoral, s'opposer aux propositions des délégués permanents, ouvrant ainsi une polémique entre les élus de la paroisse d'Andorre-la-Vieille et des Escaldes et le syndic, M. Julia Reig.

Un violent conflit

C'est en avril 1977 que le vrai conflit a éclaté, avec une telle force que certains vont jusqu'à parler, de la part de la syndicature, de « coup d'Etat » et de « violation de la Constitution ». Ils ajoutent que, pour y mettre fin, tous les moyens peuvent être considérés, y compris le refus de payer la taxe, voire des manifestations violentes. Le Conseil des Vallées, de son côté, qualifie les élus contestataires de « rebelles ».

Quant à ces derniers, ils répondent qu'ils sont au contraire les véritables gardiens des us et coutumes constitutionnels. Ils ont décidé de ne plus assister aux réunions du Conseil des Vallées, dont les débats ne peuvent se dérouler qu'en présence des représentants des six paroisses. M. Reig ayant passé outre à leur absence le 5 avril dernier, le conseil de la commune d'Andorre-la-Vieille a convoqué une assemblée extraordinaire et adressé un recours contre la décision du syndic à M. Giscard d'Estaing et à Mgr Marti y Alanis, évêque d'Urgel.

La querelle dépasse en fait le cadre des paroisses : elle attire à nouveau l'attention sur la révision constitutionnelle réclamée avec une insistance croissante par certains milieux andorrans (*le Monde* du 17 décembre 1976). Lors de la réunion du vendredi soir 15 avril, par exemple, l'un des orateurs, M. Jaume Bartumeo Cassany, a été chaleureusement approuvé lorsqu'il a réclamé à son auditoire « *une adhésion au principe d'une réforme globale des institutions andorranes, comme unique moyen de sortir définitivement de la crise politique générale qui paralyse le pays en défiant la souveraineté populaire* ».

LÉO PALACIO.

(Mercredi 20 avril.)

Une double évolution

(Suite de la première page.)

A la veille de la rencontre du comité de liaison, convoqué pour mardi 19 avril, MM. Mauroy et Pontillon, membres du secrétariat national du parti socialiste, manifestent leur soulagement et s'empressent de préciser qu'ils sont aussi attachés que le P.C.F. à sauvegarder l'indépendance nationale et aussi hostiles que lui à l'idée selon laquelle l'Assemblée européenne pourrait s'ériger en Assemblée constituante.

Les déclarations faites par M. Marchais sont également, et ce n'est pas leur moindre intérêt, l'indice d'un nouveau rapprochement entre le P.C.F. et le P.C.I. dont les porte-parole respectifs avaient tenu des langages fort différents lors de la rencontre à Bruxelles, du 26 au 28 janvier 1974, des dix-neuf partis communistes des pays de l'Europe capitaliste.

Va-t-on assister à une évolution parallèle de la majorité dans un tout autre domaine ?

L'idée d'un changement de système électoral en vue des législatives de 1978 (ni M. Marchais ni M. Chirac ne les attendent avant cette date) s'était heurtée au refus de principe du R.P.R. où l'on avait employé les mots de « combine » et de « faux-semblant », mais elle n'est pas abandonnée pour autant. M. Roger Chinaud la relance avec vigueur en faisant valoir qu'« *après vingt ans de scrutin majoritaire* » il ne serait pas mauvais de « *s'interroger sur la manière dont le pays doit être consulté* ».

Le président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale et certains membres de ce groupe doivent déposer une proposition en ce sens dans les quinze jours qui viennent, mais ils semblent assurés dès maintenant de pouvoir trouver des appuis dans les autres formations de la majorité, y compris notamment chez les centristes et radicaux et même au R.P.R., où M. Peyrefitte préconise « *une certaine dose de proportionnalité* ».

La session de printemps du Parlement se présente ainsi d'une manière fort différente de celle que l'on pouvait envisager au lendemain des élections municipales des 13 et 20 mars.

RAYMOND BARRILLON.

(Mardi 19 avril.)

ÉCONOMIE

Pour prévenir une « catastrophe nationale » M. Carter présente aux Américains une nouvelle politique énergétique

M. Jimmy Carter a dévoilé lundi 18 avril, au cours d'une « causerie au coin du feu » télévisée, la philosophie qui inspire la « nouvelle politique énergétique » qu'il avait présenté officiellement le 20 avril au Congrès. Le président des Etats-Unis a insisté sur la nécessité d'économiser l'énergie et évoqué le spectre de la pénurie. Il a affirmé que son programme est peut-être la seule alternative à une « catastrophe nationale ».

M. Carter a présenté sept objectifs pour 1985 : il prévoit notamment une diminution de 10 % de la consommation d'essence et de 50 % des importations de pétrole, ainsi que diverses mesures pour créer de nouvelles sources d'énergie et conserver celles qui existent.

Washington. — Sobrement habillé, abandonnant le ton familier de ses précédentes « causeries au coin du feu », le président Carter, de son bureau de la Maison-Blanche, a lancé lundi 18 avril un appel grave et solennel à ses compatriotes. Il les a invités à l'aider à surmonter ce qu'il a appelé « *l'épreuve la plus grande à laquelle notre pays aura à faire face pendant des générations, à l'exception de celle d'éviter la guerre...* » Alors que MM. Nixon et Ford parlaient de « *crise* » ou de « *problème* » de l'énergie, M. Carter, désireux de lutter contre le scepticisme du public, qui est encore loin de croire au danger de pénurie, a employé des mots plus forts. Il s'agit, selon lui, d'éviter une « *catastrophe nationale* », de préparer un « *monde différent pour nos enfants et petits-enfants* »... M. Carter n'a pas hésité à qualifier l'effort demandé au peuple américain d'« *équivalent moral d'une guerre* ». L'appel du président avait le ton d'une véritable mobilisation générale.

M. Carter n'est pas bon orateur, sa diction est médiocre et son accent traînant du Sud exige des auditeurs un effort soutenu d'attention.

L'impression générale était cependant bien celle d'un « *homme d'une très grande sincérité, défenseur du citoyen ordinaire menacé par la coalition des intérêts particuliers...* » « *Les bénéficiaires de ces intérêts diront que les sacrifices sont nécessaires tant qu'ils sont accomplis par les autres, mais que ceux qu'on leur demande sont déraisonnables, injustes, néfastes au pays... S'ils réussissent dans leurs attaques contre le plan énergétique, le fardeau imposé au citoyen ordinaire, qui n'appartient à aucun groupe de pression, deviendra écrasant...* »

Ainsi, face aux puissants groupes de pression (*lobbies*) du Congrès, le président Carter se présente comme le défenseur du peuple. Il estime qu'en fin de compte le succès de son programme dépendra peut-être plus des réactions des Américains que de celles du Capitole. « *L'avenir de ce programme ne sera pas décidé à Washington, mais dans chaque usine, dans chaque maison, dans chaque ferme et sur les grandes routes* », a-t-il déclaré.

L'appel au sacrifice sera-t-il entendu ? Le président n'a pas ménagé, en tout cas, ses efforts pour éclairer l'opinion américaine sur le caractère mondial de la crise. « *A moins que de profonds changements n'interviennent pour diminuer la consommation de pétrole, au début des années 1980 le monde demandera plus de pétrole qu'il ne pourra en produire* », a affirmé M. Carter. Il a précisé qu'au rythme actuel d'augmentation de la consommation mondiale (5 %), les réserves mondiales seront épuisées à la fin de la prochaine décennie. « *Je sais que beaucoup d'entre vous soupçonnent que parfois l'extraction du pétrole et du gaz est freinée à dessein. (...) Vous avez peut-être raison, mais la méfiance à l'égard des compagnies pétrolières n'y changera rien. Nous sommes à court de pétrole.* »

Le président a insisté sur la nécessité d'agir sans tarder, et a invoqué les dix principes fondamentaux qui inspirent son programme, le premier étant que « *le gouvernement doit en prendre la responsabilité, et que le peuple doit comprendre la gravité de son épreuve, et qu'il soit disposé à faire des sacrifices...* ».

L'autre principe considéré comme « *le fondement même de la nouvelle politique énergétique* » est de réduire la demande par des mesures de conservation.

Le président a insisté sur le principe de l'égalité des sacrifices. « *L'industrie devra accepter les mesures conservatoires, tout comme les consommateurs. Les producteurs d'énergie méritent un traitement équitable, mais nous ne laisserons pas les compagnies pétrolières tirer des bénéfices de cette situation.* » Après avoir indiqué que les prix de l'énergie devraient correspondre à son coût réel et ne pas être « *artificiellement* » bon marché, le président a recommandé de faire davantage usage des sources d'énergie relativement abondantes, comme le charbon, de préférence au pétrole et au gaz. M. Carter a enfin défini les objectifs à atteindre pour 1985.

Le président a laissé entendre que, dans le cas où ces objectifs seraient insuffisants, des mesures plus draconiennes de conservation devraient être envisagées. M. Carter a admis que les sacrifices demandés au peuple américain seraient pénibles et qu'ils aboutiraient notamment à une augmentation des prix. Mais ce qui est important, a-t-il dit, c'est que ces sacrifices soient équitables.

HENRI PIERRE.

(Mercredi 20 avril.)

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Que nationaliser, et comment ?

Nul doute que les nationalisations n'occupent une large place dans les discussions qui vont s'ouvrir pour actualiser le programme commun. A un an des élections législatives, leur champ d'application n'est en effet pas encore totalement délimité.

Les nationalisations concerneront le secteur bancaire et financier ainsi que neuf groupes industriels, répètent à l'envi les socialistes. Mais on ignore toujours le sort qui sera fait aux participations industrielles qui figurent dans le portefeuille des banques d'affaires : seront-elles conservées par l'Etat, « gelées », replacées dans le public ? De plus, les communistes désirent allonger la liste des « nationalisations » en y ajoutant le groupe automobile Peugeot-Citroën et le secteur sidérurgique dans son entier.

Le parti socialiste a fait officiellement savoir qu'il était opposé à ces nouvelles nationalisations, préférant leur substituer des prises de participations publiques « pouvant être majoritaires ». La chose était prévue par le programme commun, pour la sidérurgie mais pas pour l'automobile. Il est vrai *que la constitution du groupe* Peugeot-Citroën, avec l'appui des pouvoirs publics, est postérieure à sa signature. La préférence du P.S. pour les prises de participation s'explique par le souci de limiter les dépenses d'indemnisation supportées par la puissance publique ; la formule préconisée par les socialistes est celle d'une consolidation sous forme de participation en capital de la créance de l'Etat sur les entreprises concernées.

Evoquant la controverse entre communistes et socialistes sur la nationalisation de la sidérurgie, M. Michel Rocard déclarait le 3 mars : « *C'est un enjeu parfaitement mineur.* » Pourtant les divergences sont réelles entre ces deux partis tant en ce qui concerne l'analyse de la crise de la sidérurgie que les moyens d'y remédier. *Le P.S.*, tout en y refusant les licenciements, parle de retrouver « *une compétitivité comparable à celle de nos partenaires internationaux* » et de « *mettre en place une politique de produits mettant l'accent sur la couverture des besoins nationaux et le développement de techniques avancées* ». M. Rocard évoque « *une stratégie commerciale meilleure* » Le P.C., faisant abstraction de l'état de quasi-faillite des aciéries, du marasme de cette branche et de la concurrence internationale impitoyable qui y règne s'oppose radicalement à toute fermeture d'usine, déclarant « *Pas une vis, pas un boulon, ne seront déplacés.* »

En fait, le débat déborde largement la technique financière. C'est tout le problème de la politique industrielle de la gauche et du rôle qui y sera dévolu aux *entreprises nationalisées qui se* trouve posé, comme il l'est — en filigrane — dans le débat sur le mode d'indemnisation des actionnaires.

Pour MM. Mitterrand et Attali, l'un de ses conseillers économiques, il s'agit de proposer à ces actionnaires « *des titres nouveaux, non amortissables, participatifs, à revenu indexé, librement échangés sur le marché financier.* [La Bourse] *en fixera le cours en fonction de leur niveau de revenu, c'est-à-dire de l'efficacité de la stratégie et de la politique des entreprises* ». Cela revient à « *mettre au point un système de financement qui atteigne au moindre coût (pour les contribuables) l'objectif fixé : prendre le pouvoir dans ces firmes sans léser le financement des détenteurs de créances (les actionnaires)* ».

Indemnisation et gestion

Cette proposition a été vivement critiquée par M. Fiterman, au nom du parti communiste. Celui-ci opte pour la formule d'« *obligations remboursables sur vingt ans, par annuités constantes, sur la base des cours des trois dernières années précédant la nationalisation et produisant un intérêt dont le taux sera établi en concordance avec ceux pratiqués pour les emprunts obligataires* ». Pour M. Fiterman, « *continuer à verser des dividendes comme si rien ne s'était passé, c'est tout simplement renoncer à la nationalisation réelle et à ses objectifs. Cela reviendrait à faire des gros possédants les bénéficiaires privilégiés de l'effort des travailleurs et de la nation* ».

En affirmant que la formule *proposée* par les socialistes revient à « *renoncer à la nationalisation* », M. Fiterman pousse le bouchon un peu loin. C'est oublier que, quel que soit l'instrument de la nationalisation, le pouvoir changera de main puisque les obligations ne donneront aucun droit réel sur l'actif des *entreprises.* En toute *hypothèse* la puissance publique se substituera aux actionnaires.

En outre, on peut raisonnablement se demander si les porteurs trouveraient un réel intérêt dans les nouveaux titres « *participatifs* », dont les revenus seront variables — et non fixes comme le propose le P.C. — évoluant suivant les résultats des firmes. Dès lors, si les bénéfices tendaient vers zéro, la valeur des obligations — fixée par le marché — ne tendrait-elle pas également vers zéro...? La chose est si vraie que de nombreux actionnaires en viennent actuellement à juger plus intéressante pour eux la solution du P.C. (l'obligation classique, non participante), dont le coût annuel d'indemnisation *serait, selon M. Fiterman, de* 3 milliards de francs par l'Etat.

En fait, au-delà de l'indemnisation, c'est le mode de gestion des futures entreprises nationalisables qui est l'objet de la querelle. En proposant de créer des titres non remboursables, assortis d'un dividende sur les résultats, le P.S assigne à ces firmes une vocation bénéficiaire ; loin de vouloir les transformer en sociétés étatisées à gestion fonctionnarisée, il leur fait obligation de dégager un profit pour être en mesure de solliciter le cas échéant le marché financier. C'est un solide garde-fou contre toute tentation de laisser-aller.

Le P.C. voit là la réintroduction de concepts détestés : rentabilité et productivité des entreprises, acquises aux dépens des travailleurs par le biais de l'économie de marché, dans le cadre de la concurrence nationale ou internationale. Pour lui, le maintien de l'emploi est l'une des *vocations essentielles de l'entreprise* nationalisée. Le compte d'exploitation des firmes ne vient qu'en second rang, la collectivité pouvant prendre en charge leur déficit éventuel.

La gauche se trouve là placée devant un choix fondamental. Sur ce point, le programme *commun de gouvernement* ne doit pas être seulement « actualisé », mais bel et bien « clarifié »...

Reste enfin le grand volet de la politique industrielle. Trois pages sont consacrées à ce sujet dans le programme commun de gouvernement, où l'on peut lire : « *Définie par le plan, la politique industrielle aura pour objet :*

» *D'assurer l'indépendance nationale dans le cadre d'un développement des échanges internationaux et d'une coopération internationale équilibrée ;*

» *D'orienter l'essor de la production conformément aux besoins sociaux et nationaux ;*

» *D'accroître le rendement économique et social de l'appareil de production, de rattraper notamment les retards et de réduire les déséquilibres hérités de la gestion monopoliste.* »

On ne peut qu'approuver ces orientations générales ; mais, dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux *élections législatives,* la gauche devrait trouver des réponses immédiates à, des questions brûlantes.

Le quadruplement du prix du pétrole et la crise qu'il a provoquée ont mis en lumière la fragilité du tissu industriel français. Des secteurs entiers — sidérurgie, textile, engrais, pâtes à papier, imprimerie, chaussure, chantiers navals, et la liste n'est pas exhaustive — sont menacés, tout à la fois par la nouvelle division internationale du travail et par la concurrence forcenée que se livrent les grands pays industrialisés pour exporter leur chômage. *Face à cette situation,* le gouvernement a soit intensifié la concentration (automobile, informatique, nucléaire), soit mis en branle des plans sectoriels qui visent à restaurer la compétitivité de l'industrie française. Or ce retour à la compétitivité passe (voir la sidérurgie) *par la fermeture de certaines* unités de production et l'allégement des effectifs.

La gauche reprendrait-elle à *son compte cette approche* « sectorielle » ? Sinon que ferait-elle ? Imposera-t-elle aux entreprises de conserver un personnel en surnombre, au risque de mettre en *danger l'appareil productif tout* entier ? Trouvera-t-elle des formules originales ? Certains socialistes préconisent la constitution d'ensembles industriels agglomérant des entreprises et des centres de production sur un projet précis, conçu pour une période déterminée. Ces « *conglomérats* » provisoires pourraient peut-être permettre de remodeler l'appareil productif en maintenant l'emploi, puisqu'ils associeraient des activités diverses, le développement des uns compensant le ralentissement des autres.

Plus généralement on peut se demander comment la gauche pourra concilier son désir maintes fois exprimé d'instaurer une « *nouvelle croissance* » dont on voit bien comment elle sera déterminée — le plan — mais dont on perçoit mal les effets sur l'outil de production, avec les exigences de l'équilibre de la balance des paiements. La formule des contrats d'Etat à Etat *permettra-t-elle de tout régler ?* Ce sujet mériterait à lui seul un chapitre du programme commun « réactualisé ».

PHILIPPE LABARDE
et FRANÇOIS RENARD.

(Samedi 16 avril.)

Une accélération de la croissance fournirait des ressources supplémentaires mais exigerait de grandes disciplines

Pour financer « *la politique sociale la plus hardie que notre pays ait jamais connue* », politique qui « *se traduirait par une amélioration sans précédent du sort de tous ceux qui, dans les entreprises, les bureaux, les laboratoires ou les champs vivent de leur travail* » (1), l'union de la gauche misait beaucoup, en 1972, sur une accélération de la croissance économique. Le programme commun ne le disait pas expressément, mais l'idée était bien celle-ci : consommer plus et vivre mieux, non pas seulement grâce à une meilleure répartition des richesses existantes mais aussi par un net accroissement de la production à distribuer.

Ce souci de la croissance (2), les auteurs du programme commun l'avaient poussé très loin : M. Marchais tablait, par exemple, sur une expansion économique supérieure d'environ 2 points à celle que réalisait l'économie française à l'époque (+ 8 % en termes de produit national en volume, contre + 6 %). Dans l'hypothèse où une telle accélération aurait été possible sans déséquilibre grave des prix et du commerce extérieur, elle aurait été à l'époque productrice de richesses supplémentaires importantes : *32 milliards de* francs actuels par an (20 milliards de francs 1972) qui, ajoutés à un alourdissement probable de la pression fiscale (3), auraient fourni à la gauche les moyens nécessaires pour financer un important mieux-être.

Depuis 1972, des événements aux conséquences très lourdes pour l'économie française se sont produits : hausse massive des prix des matières premières en 1973, suivie, en fin d'année, par le « boom » des prix pétroliers : récession mondiale de 1974-1975, prolongée par un ralentissement de la croissance : doublement du chômage ; accroissement de la concurrence internationale, généralisation des taux de change flottants, obligeant tout gouvernement à secourir sa monnaie menacée en limitant le taux d'inflation et le déséquilibre des paiements extérieurs. M. Marchais vient d'ailleurs de déclarer devant le comité central du parti communiste (4) : « *On ne peut pas ignorer l'évolution intervenue dans certains secteurs comme la sidérurgie, le pétrole ou l'automobile.* »

Une croissance qui consomme beaucoup d'importations

Communistes, socialistes et radicaux de gauche vont donc se trouver confrontés à de délicats problèmes d'actualisation. S'il est vrai que le programme commun n'avait pas établi de calendrier précis pour la réalisation de la plupart de ses objectifs (5), il est probable qu'un certain nombre de ceux-ci devront être étalés dans le temps. Parce que des taux de croissance très importants (supérieurs à 6 %) ne sont à l'évidence guère envisageables dans l'immédiat. Le Japon lui-même, champion de l'expansion jadis, avec des taux supérieurs à 10 % l'an, admet ne plus pouvoir dépasser 6 à 7 %. Et comme il est difficile de faire mieux que les Japonais sur le plan de l'organisation, du dynamisme et de la volonté de se développer...

L'une des raisons de la modération présente est la nécessité pour les pays industrialisés de limiter leurs importations devenues plus onéreuses, afin de sauvegarder — ou de rétablir — l'équilibre de comptes extérieurs détériorés depuis 1974 par l'enchérissement du pétrole. Une croissance forte entraîne presque toujours des importations plus fortes encore. Dans des pays comme la France, un taux de croissance annuel supérieur à 3,5 ou 4 % fait progresser les importations à une cadence de plus en plus rapide.

Des taux de croissance plus rapides qu'actuellement sont cependant réalisables (6). Le tout est de savoir ce qui peut être visé et à quelles conditions, questions auxquelles devra répondre la gauche. Les investissements nécessaires à la conversion des secteurs mis hors de course par la hausse du prix de l'énergie (ou pour améliorer notre pénétration sur les marchés étrangers), l'utilisation maximale des ressources nationales, la mise en place d'équipements collectifs utiles, tout cela peut accélérer la croissance économique. Mais, pour éviter que, parallèlement, ne s'aggravent les déséquilibres actuels (inflation, déficit extérieur), l'évolution des prix et des revenus devrait être strictement contrôlée ; une baisse du franc entraînerait en effet immanquablement des déséquilibres supplémentaires (spéculation), débouchant en quelques mois sur un renchérissement des importations. De même devrait être visée en priorité l'efficacité de l'appareil de production, dans l'hypothèse — retenue par le programme commun — où les frontières resteraient ouvertes à la concurrence internationale (7).

Une planification stricte et précise a de bonnes chances d'améliorer l'efficacité de l'industrie française. Elle peut difficilement, en revanche, éviter l'élévation des coûts sociaux qu'entraînerait la décision de forcer la cadence, notamment celle qui est *liée à la reconversion des unités* jugées non rentables, eu égard à la division internationale du travail, qui aurait été acceptée.

La hausse des coûts pétroliers, celle des matières premières alimentaires (café, cacao notamment) représenteront, de toute façon, pour le *pays un coût supplémentaire* d'environ 55 milliards de francs par an (à peu près 35 milliards de francs 1972). Cela constitue un prélèvement sans contrepartie à notre économie par les pays producteurs, prélèvement qui implique que les Français doivent travailler davantage pour se procurer *les mêmes quantités de produits* étrangers. C'est une autre donnée nouvelle, dont les partisans du programme commun devront tenir compte. A moins d'accepter un endettement croissant, par persistance des déséquilibres extérieurs, la gauche devra demander à un *surplus d'exportations ce qu'elle* n'aura pu économiser sur les importations (en luttant contre les gaspillages et en développant des productions de substitution). Or un accroissement de la part exportée des richesses nationales se ferait nécessairement au détriment de la *croissance soit des investissements* soit de la consommation. Il y a là un nouveau choix.

Dans la mesure où la gauche s'est prononcée pour une croissance plus forte, dans la mesure aussi où elle entend laisser les frontières ouvertes sur l'extérieur, il est difficile d'imaginer qu'elle défavoriserait l'investissement, que celui-ci provienne du secteur public ou du secteur privé. Or comment investir sans permettre aux firmes de rétablir des bénéfices laminés depuis deux ans au profit notamment de la consommation (8) ?

A l'évidence, l'état de santé de l'économie française permet aujourd'hui moins de douceurs qu'il y a quatre ans. Il ne s'agit plus de viser les premières places dans le monde, comme le prédisaient certains experts, mais de sauvegarder un *minimum d'indépendance notamment* en réduisant progressivement notre endettement. L'exemple de la Grande-Bretagne et de l'Italie prouve que même les mouvements ouvriers ont dû accepter dans certains pays d'y sacrifier des avantages importants.

ALAIN VERNHOLES.

(Samedi 16 avril.)

(1) Programme commun, pages 27 et 28, Editions sociales.

(2) MM. Mansholt et Giscard d'Estaing étaient accusés par M. Marchais, dans la préface rédigée par celui-ci à l'édition communiste du programme commun, de remettre au goût du jour « *cette vieille théorie réactionnaire qu'est le malthusianisme* », M. Giscard d'Estaing étant spécialement critiqué pour s'être « *demandé s'il ne convient pas de renoncer à 1 point du taux de croissance plutôt que d'énerver la société* ».

(3) Le programme commun ne dit rien sur l'évolution de la pression fiscale, c'est-à-dire sur le prélèvement global opéré par l'impôt sur la richesse nationale. Le programme commun donne des indications qualitatives et ponctuelles. Ainsi la T.V.A. sur certains produits « *de toute première nécessité* » serait supprimée. En revanche, la progressivité du barème de l'impôt serait relevée pour les revenus importants.

(4) Comité central du P.C.F. les 31 mars et 1er avril 1977.

(5) M. Mitterrand avait cependant, lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, présenté un plan en trois étapes, qu'il avait actualisé, au nom du P.S., en septembre 1975.

(6) Compte tenu de la très faible progression de la production industrielle prévue en France jusqu'à l'été, on peut estimer que la croissance du produit national ne dépassera guère cette année 3 %. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne annuelle, qui rend mal compte du cheminement de l'activité d'un bout de l'année à l'autre.

(7) « *Le recours à des restrictions quantitatives et à une protection douanière renforcée sera réservé à des situations exceptionnelles le rendant nécessaire* » (Programme commun, page 135).

(8) En 1972, la part consacrée aux investissements dans le revenu des entreprises était de 14,7 %. Cette part est tombée à 9,7 % en 1975 et a dû rester inférieure à 10 % en 1976. Inversement, la part revenant aux salaires qui était de 64,2 % en 1972 a atteint 67,9 % en 1975 et doit être voisine de 66,9 % en 1976.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 12 au 15 avril

A BOUT DE BRAS

C'EST un bien curieux spectacle que la Bourse a donné cette semaine, réduite de nouveau à quatre séances par le chômage du lundi de Pâques : celui d'un homme malade que l'on maintient solidement pour l'empêcher de tomber. Singulièrement, le même scénario, ou presque, se renouvelait jour après jour. D'abord en baisse, le marché se ressaisissait ensuite, sans raisons vraiment plausibles, pour afficher en clôture tantôt une perte minime, tantôt un léger gain comme à la veille du week-end. De bonnes dispositions, il n'en montra guère que mercredi. Mais personne ne fut vraiment dupe tant les échanges furent étroits. Finalement, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont pas ou très peu varié, l'indicateur de tendance enregistrant seul un gain un peu supérieur à 1 %.

Certes, plusieurs valeurs, et non des moindres (voir tableau), se sont détachées. Mais d'autres, en revanche, les métallurgiques, ces « damnées » de la cote, pour ne parler que d'elles, se sont très nettement alourdies et le nombre des baisses a été très supérieur à celui des hausses. Force est de constater que, sans les achats de soutien incessants des organismes de placement collectif (Caisse des dépôts et compagnies d'assurances), le marché, entraîné par le flot modéré mais régulier des ventes, aurait glissé.

S'il faut en croire certaines rumeurs, ordre leur aurait été donné de Matignon de soutenir les cours coûte que coûte. *Vrai ou faux, leur intervention, en tout cas, a été* très remarquée. Présents dès l'ouverture, les « gendarmes » portaient ensuite leurs efforts sur les grands titres de la cote au premier signe de repli, ces mêmes titres qui entrent dans la composition de l'indicateur de tendance. Dans la mesure où elle a permis au marché de ne pas décrocher, l'opération a été salutaire, car, manifestement, le coup de fouet donné par la décision inattendue du gouvernement de reporter d'un an l'application de la loi sur les plus-values n'a pas été suivi d'effets. Dans sa pharmacopée, M. Barre ne possède encore aucun remède pour guérir le mal politique dont souffre la Bourse. Or ce mal a été encore avivé cette semaine par le sondage peu encourageant sur la popularité du chef de l'État et de son premier ministre et, aussi, par les intentions manifestées, une nouvelle fois, par les dirigeants du R.P.R. de prendre des distances à l'égard du pouvoir. Minimisant l'action des organismes de placement collectif, les optimistes affirment cependant que deux facteurs ont favorisé la résistance des cours :

Le regain de vitalité de Wall Street d'abord. Il est possible que psychologiquement ce facteur ait joué ;

La reprise des dépenses d'investissements industriels ensuite. L'argument est déjà plus solide. Mais, contrarié par la montée du chômage, la stagnation de la production, les perspectives économiques peu favorables, enfin, la menace d'une explosion sociale, cette nouvelle ne pouvait enflammer le marché.

En Bourse, comme ailleurs, rien n'est réglé. Reste à savoir maintenant combien de temps les « gendarmes » sont disposés à maintenir le marché à bout de bras pour rameuter d'éventuels clients...

Aux valeurs étrangères, vif raffermissement des américaines, des allemandes et des néerlandaises. Les pétroles internationaux ont été soutenus. Tassement des mines d'or.

ANDRE DESSOT.

Remous

Cette semaine, réduite à quatre séances — bon nombre de places financières étaient fermées le lundi de Pâques, — a été agitée sur les marchés des changes. Initialement en recul vis-à-vis des trois devises fortes — YEN, DEUTSCHEMARK et FRANC SUISSE, — le DOLLAR s'est redressé en fin de semaine.

La reprise des cotations, après le long week-end pascal, a été animée. Une fois encore, Tokyo a tenu la vedette. La baisse du DOLLAR s'étant accentuée sur le marché japonais — son cours est revenu jusqu'à 270,17 yens, — un recul sensible de la devise américaine s'est amorcée dès le 12 avril sur les places européennes, le FRANC SUISSE et le DEUTSCHEMARK étant activement recherchés. Les rumeurs allant bon train — on parlait d'un rapport du F.M.I. recommandant une réévaluation des devises fortes, YEN, DEUTSCHEMARK et FRANC SUISSE, — le mouvement se poursuivait le 13, bien qu'à un rythme ralenti. Le lendemain, les interventions des banques centrales et les prises de bénéfice aidant, le cours du DOLLAR se redressait quelque peu, ce redressement se confirmant à la veille du week-end.

La LIVRE STERLING a fléchi. Des pressions à la baisse se manifestent depuis quelque temps sur la devise britannique. Sans doute faut-il y voir la conséquence de la difficile négociation qui vient de s'ouvrir sur la nouvelle phase du contrat social passé avec les syndicats. Les grèves déclenchées dans la sidérurgie et les compagnies aériennes, et les déclarations des représentants des mineurs de charbon, refusant toute nouvelle limitation des hausses de salaires, laissent supposer que les discussions seront dures. La Banque d'Angleterre n'en a pas moins abaissé une nouvelle fois son taux de l'escompte, vendredi, le ramenant de 9,25 à 9 %.

Le FRANC FRANÇAIS a également subi des pressions à la baisse. En légère hausse vis-à-vis du DOLLAR et de la LIVRE, il a, en revanche, fléchi par rapport au DEUTSCHEMARK et au FRANC SUISSE. La Banque de France est intervenue pour limiter la hausse de la devise allemande, et défendre le cours de 2,10 F pour 1 deutschemark.

Une certaine tension a régné en début de semaine au sein du « *serpent européen* », puis s'est atténuée. La Banque des Pays-Bas a décidé de ramener de 5 à 4,5 % son taux d'escompte à compter du 18 avril.

* * *

Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once de métal précieux, qui avait vivement monté en milieu de semaine, s'inscrivant à 153,3 dollars le 13 avril s'est finalement établi, le 15 en clôture, à 150,65 dollars (contre 148,70 dollars le 7 avril). Selon l'hebdomadaire financier *Barron's*, la hausse de l'or constatée ces derniers mois s'expliquerait en partie par d'importants achats effectués par les pays arabes producteurs de pétrole. Le Koweït s'est ainsi porté acheteur lors des adjudications du F.M.I., de même que la Banque d'Oman, des Émirats arabes unis, par l'intermédiaire d'une banque suisse.

PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres ..	—	171,75	8,5351	4,3238	4,0644	62,4826	4,2336	1.524,71
	—	171,85	8,5469	4,3546	4,0951	62,7768	4,2584	1.525,59
New-York .	171,75	—	20,1227	39,7219	42,2564	2,7487	40,5679	0,1126
	171,85	—	20,1065	39,4632	41,9639	2,7374	40,3551	0,1126
Paris	8,5351	4,9695	—	197,39	209,99	13,6599	201,60	5,5978
	8,5469	4,9735	—	196,27	208,70	13,6148	200,70	5,6023
Zurich	4,3238	2,5175	50,6590	—	106,3807	6,9200	102,1298	2,8358
	4,3546	2,5340	50,9500	—	106,3365	6,9367	102,2598	2,8544
Francfort .	4,0644	2,3665	47,6204	94,0019	—	6,5049	96,0040	2,6657
	4,0951	2,3830	47,9139	94,0410	—	6,5234	96,1662	2,6813
Bruxelles .	62,4826	36,3880	7,3206	14,4508	15,3729	—	14,7586	4,0980
	62,7768	36,5300	7,3449	14,4159	15,3294	—	14,7417	4,1148
Amsterdam	4,2336	2,4650	49,6025	97,9145	104,1622	6,7757	—	2,7766
	4,2584	2,4780	49,8248	97,7900	103,9865	6,7834	—	2,7913
Milan	1524,71	887,75	178,63	352,63	375,13	24,4021	360,14	—
	1525,59	887,75	178,49	350,33	372,53	24,3019	358,25	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

SPORTS

FOOTBALL

Paris condamné au spectacle

Le Paris-Saint-Germain Football (P.S.G.) a déjà pu mesurer, le 16 avril, les incidences de ses dernières défaites en championnat et surtout de sa récente élimination en Coupe de France. Le Parc des Princes ne sera sans doute plus comble cette saison comme il l'était depuis le début de l'année. Pour la première fois depuis sa réouverture, il était même aux trois quarts vide pour la venue de l'Olympique de Marseille.

Ses quinze mille spectateurs ont, il est vrai, été bien mal récompensés de leur fidélité par les deux équipes, et notamment par Paris-Saint-Germain, tenu en échec (1 à 1) par l'Olympique de Marseille.

Faut-il donc désespérer de revoir un jour une grande équipe de football à Paris ? Les récentes péripéties de la carrière du Paris-Saint-Germain pourraient le laisser penser et illustrent bien en tout cas les problèmes propres au club de la capitale. Le handicap du Paris-Saint-Germain, comme celui de ses prédécesseurs, se situe, en effet, à deux niveaux : ceux de l'équipe et de son environnement.

Au début de l'année, Paris-Saint-Germain pensait avoir enfin trouvé et conquis un public. Le Parc des Princes se révélait trop exigu pour la venue de Nice, de Laval, de Lens et de Nantes. L'attaque parisienne semblait alors irrésistible, et le public se surprenait à encourager son équipe comme il l'avait fait dans les meilleurs moments du Racing. Le match de coupe contre Sochaux et la rencontre avec Marseille, où les sifflets ont succédé aux encouragements, ont démontré la précarité de cette situation.

Le prix élevé des places au Parc des Princes justifie et explique en partie les exigences d'un public venu beaucoup plus pour voir un spectacle de qualité que pour encourager ses favoris. Pour relancer le football dans la capitale, la fédération avait bien tenté, le 1er février 1970, avec le concours d'un poste périphérique et de revues sportives, d'associer les Parisiens à la création et à la gestion d'un nouveau club. Malgré cet important battage publicitaire quinze mille personnes seulement avaient accepté de devenir actionnaires pour 25 F, et cette opération n'a pas survécu au déclin du Paris-Football club.

Une ville peuplée de provinciaux

Paris étant surtout peuplé de provinciaux, les équipes visiteuses sont toujours soutenues par une partie plus ou moins importante du public venu spécialement pour elles. Pour toutes ces raisons le Paris-Saint-Germain ne peut espérer un soutien inconditionnel comparable à celui dont bénéficient la plupart des équipes de province.

Les joueurs de football, comme les artistes, ne peuvent pas rester insensibles au comportement de leur public. Ceux qui ont effectué une partie de leur carrière en province en mesurent chaque jour la différence au niveau de l'environnement. Jacky Novi se souvient qu'à Nîmes, ou même à Marseille, il était sans arrêt reconnu, arrêté et encouragé dans la rue, avant ou après un match. Jacky Renaut ajoute qu'à Sochaux on va au football et surtout on en parle beaucoup plus parce qu'il n'y a pas grand-chose d'autre à faire. A Paris, le footballeur professionnel n'a jamais le sentiment que toute une ville puisse être derrière son équipe.

Longtemps les joueurs parisiens ont, d'autre part, été victimes de l'étendue de la capitale. Logés loin les uns des autres, voire dans des banlieues géographiquement opposées, ils ne se retrouvaient qu'aux entraînements ou pour les matches et partageaient rarement leurs loisirs. Il était, dans ces conditions, beaucoup plus difficile à un entraîneur de créer une dynamique de groupe comparable à celle des meilleures équipes de province. En logeant tous leurs joueurs à Saint-Germain où ils s'entraînent au camp des Loges, les dirigeants du P.-S.-G. ont tenté de réduire cet inconvénient.

Ces problèmes d'environnement expliquent sans doute que les joueurs parisiens paraissent souvent moins solidaires les uns des autres et moins motivés que ceux d'autres équipes. Concurrencés par les multiples distractions de la capitale, ils doivent pourtant obtenir de bons résultats et faire du spectacle s'ils veulent conquérir et conserver un public. Les affluences enregistrées au Parc des Princes ces dernières semaines démontrent que, pour être viable, une équipe de la capitale doit obligatoirement jouer les premiers rôles.

L'avenir du Paris-Saint-Germain semble donc lié à la venue, dès la saison prochaine, de quelques joueurs vedettes. Compte tenu du déficit actuel de P.-S.-G. et des tarifs pratiqués sur le marché des transferts (1), ce problème n'est pas, *a priori*, le plus facile à résoudre.

Le spectre du Racing, absorbé par Sedan quatre ans à peine après avoir été devancé au goal-average par Reims pour le titre national, suffirait, si besoin est, à mesurer le danger et la difficulté de la tâche qui incombe désormais au Paris-Saint-Germain.

GÉRARD ALBOUY.

(1) A titre indicatif, le Football-Club de Barcelone vient de prolonger d'un an le contrat qui le lie avec le Néerlandais Johan Cruijff pour 48 millions de pesetas (3 600 000 F).

CYCLISME

PARIS-ROUBAIX

De Vlaeminck sur son terrain

De notre envoyé spécial

Roubaix. — Brillant vainqueur d'un Paris-Roubaix assez terne, Roger De Vlaeminck a réussi ce que n'ont pu faire Van Steenbergen, Van Looy ou Merckx : gagner la grande classique à quatre reprises... en l'espace de six ans. La victoire qu'il a obtenue dimanche 17 avril donne à son registre une dimension nouvelle et fait oublier le succès peu convaincant qu'il avait acquis deux semaines plus tôt dans le Tour des Flandres aux dépens de Freddy Maertens. Cette fois, on ne mettra en doute ni sa supériorité ni ses mérites. De Vlaeminck s'est détaché à 30 kilomètres de l'arrivée pour creuser un écart d'une minute et demie sur un groupe restreint où figuraient Merckx, Teirlinck, Raas, Kuiper, Thurau, Moser, Zoetemelk, Maertens (handicapé, il est vrai, par une chute) et un *seul Français, Raymond* Poulidor.

Servi par sa connaissance du terrain, par une maîtrise et par une virtuosité qu'il doit à la pratique du cyclo-cross, mais aussi par une condition physique exemplaire, le champion belge a réalisé un parcours sans faute, démontrant à nouveau que Paris-*Roubaix, avec ses pièges, ses trop* nombreuses crevaisons, ses injustices flagrantes, récompense toujours, en définitive, un athlète (1) d'une qualité exceptionnelle.

Plus de cent abandons

Au reste, la course, qui s'est déroulée par un temps sec et ensoleillé parfois, connut son intensité dramatique habituelle. Impitoyable, jamais pathétique, elle a donné lieu à une élimination progressive et à une sélection naturelle de vingt et un coureurs à la sortie de l'« enfer du Nord », qui n'a pas joué le rôle qu'on attendait, malgré ses 50 kilomètres de mauvais pavés. Mais la présence dans ce maigre peloton de quatorze Belges et de quatre Néerlandais pour un Italien, un Allemand et un Français, qui était précisément le doyen de la profession, nous paraît tout à fait conforme à l'ordre établi. Les Belges, qui ont raflé les quatre premières places, n'ont pas perdu Paris-Roubaix depuis neuf ans. Les Français, eux, ne l'ont pas gagné depuis 1956, et c'est la dixième fois que Poulidor (quarante et un ans) y domine ses compatriotes ; et les chutes, les crevaisons, les défaillances, ont provoqué cent six abandons sur cent quarante-neuf partants. Et le pavé était sec...

JACQUES AUGENDRE.

(1) Ainsi, le champion du monde de cyclo-cross Roger De Vlaeminck a remporté Liège-Bastogne-Liège en 1970, la Flèche wallonne en 1971, Milan-San-Remo en 1973, le Tour de Lombardie en 1974 et 1976, le Tour des Flandres en 1977 et quatre fois Paris-Roubaix (1972, 1974, 1975 et 1977).

Les résultats

Automobilisme

Championnat du monde des voitures de sport, 500 kilomètres de l'Automobile Club de France (A.C.F.) à Dijon-Prenois : 1. Merzario-Jarier (Alfa Romeo 33 SCR) ; 2. Amphicar-Vigilio (Osella-B.M.W.), à sept tours ; 3. De Cadenet-Berg (Lola-Ford), à neuf tours, etc.

Cyclisme

PARIS-ROUBAIX

1. R. De Vlaeminck (B.), les 250,5 km en 6 heures 11 min. 26 sec. (moy. : 40,464 km/h.) ; 2. Teirlinck (B.), à 1 min. 30 sec. ; 3. Maertens (B.), à 1 min. 39 sec. ; 4. De Witte (B.) ; 5. P. Van Katwijk (P.B.) ; 6. Raas (P.B.) ; 7. W. Peteers (P.B.) ; 8. Thurau (R.F.A.) ; 9. Van Springel (B.) ; 10. Kuiper (P.B.) ; 11. Merckx (B.) ; 12. Poulidor (F.) ; 13. Moser (I.) ; 14. De Meyer (B.) ; 15. Godefroot (B.) ; etc., tous même temps.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Trentième journée)

Bastia b. *Angers	3-0
Nantes b. *Reims	2-0
*Lyon b. Metz	1-0
*Bordeaux b. Lens	5-2
*Nîmes et Saint-Étienne	1-1
*Nice b. Laval	2-1
*Nancy b. Valenciennes	3-0
*Paris-S.-G. et Marseille	1-1
*Lille et Sochaux	1-1
*Rennes et Troyes	2-2

CLASSEMENT. — 1. Nantes, 44 pts ; 2. Bastia, 38 ; 3. Lyon, 38 ; 4. Nice, 36 ; 5. Saint-Étienne, 35 ; 6. Lens, 35 ; 7. Nancy, 33 ; 8. Metz, 32 ; 9. Bordeaux, 31 ; 10. Paris-St-Germain, 30 ; 11. Sochaux, 28 ; 12. Marseille, 28 ; 13. Valenciennes, 27 ; 14. Nîmes, 27 ; 15. Laval, 27 ; 16. Troyes, 27 ; 17. Reims, 26 ; 18. Angers, 23 ; 19. Lille 17 ; 20. Rennes, 14.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Seizièmes de finale, matches retour).

A Mazamet : Béziers bat Albi 43-9 (62-6).
A Condom : Dax bat Graulhet 19-12 (3-7).
A Dax : Bayonne bat Salles 25-4 (10-14).
A Vienne : Toulon bat Montchanin 53-9 (30-13).
A Bourges : Mérignac bat Brive 9-8 (9-18).
A Angoulême : Biarritz bat Le Creusot 35-12 (3-0).
A Avignon : Nice bat Chambéry 18-12 (15-15).
A Marmande : S Toulousain b. Bègles 16-7 (13-4).
A Pamiers : Narbonne bat Auch 48-9 (45-9).
A Mérignac : Agen bat Tulle 12-6 (27-19).
Au Creusot : La Voulte bat Bourg 12-3 (12-18).
A Carcassonne : Perpignan bat Aurillac 29-4 (32-9).
A Tulle : Montferrand b. Tyrosse 34-6 (33-17).
A Pau : Bagnères bat Tarbes 6-0 (16-12).
A Montauban : Lourdes bat Rodez 19-14 (40-0).
A Aurillac : Montauban bat Romans 7-4 (7-23).

Volley-ball

L'équipe de France a gagné le tournoi d'Heidelberg en battant successivement la République populaire de Chine (3 sets à 1), la Suède (3 sets à 1) et la République fédérale allemande (3 sets à 2). Les Français disputeront la Coupe du printemps du 20 au 26 avril en Grèce.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CYCLISME

PARIS-ROUBAIX

Vlaeminck sur son terrain

De notre envoyé spécial



Au Petit Palais

L'austère beauté d'un sanctuaire japonais

TACT, recueillement, sobriété et grandeur sont heureusement réunis, au Petit Palais, pour la visite solennelle du plus ancien portrait sculpté connu au Japon, celui du moine Ganjin, venu du sanctuaire de Toshodai-ji, près de Nara.

Le musée s'efface pour que soit restituée l'austère beauté du monastère Dans cette seconde moitié du huitième siècle, où meurt avec Ganjin un fondateur d'institution bouddhique, mais aussi un importateur de la culture de la Chine Tang, une adaptation va s'imposer qui touchera, un instant, au sublime

Paradoxalement, le portrait sculpté de Ganjin n'est pas en bois mais en laque séchée. Il est surprenant de constater que cette fragile enveloppe, dont on dit qu'elle est par endroits réduite à une mince paroi de tissus collés, ait porté les lignes de plis, les nuances du modelé comme à fleur de masse, en suggérant une densité du volume qui pourrait être de bronze Comme si cette coquille charnelle, indifférente à son matériau, ne tenait qu'à une concentration spirituelle. Il faudrait refaire à ce sujet toute l'histoire de l'adoption et de l'adaptation des techniques de la Chine du Sud par le Japon dont le bois est le mode d'expression le plus naturel : les œuvres qui précèdent le portrait de Ganjin nous y invitent.

Et d'abord l'image de Bonten qui est une transposition en cèdre de Chine de la statue Tang en terre cuite. Cette œuvre probablement importée montre, comme la tête de bodhisattva voisine, que le bois peut craquer profondément. Les sculpteurs du Japon vont s'employer à domestiquer leur matériau de prédilection dont la texture manque d'homogénéité. Pendant les périodes Asuka et Nara et au début de la période Heian, nous sommes encore dans le travail direct du bloc. Avec ses risques. La mise au point de procédés (choix des parties, assemblages, évidements...) qui occupera des artistes comme Jôchô tournera assez vite à la virtuosité artisanale (déjà quelquefois pendant la période Heian). Avec l'art de Nara et un peu après, le risque au service de la puissance expressive est franchement assumé.

Et nous avons le très élégant Corps de bouddha au fluide réseau de plis « en vagues » dégageant le modelé ferme d'un corps assez long Cet exemple tardif (milieu du neuvième siècle) du travail monoxyle permet de constater l'évolution du style par comparaison avec l'image de Yakushi Nyorai qui, dans la seconde moitié du huitième siècle, reste typique de l'art de Nara : volume épais, plis qui s'écoulent en « LL » enrobant des hanches larges ; beau modelé autoritaire du visage arrondi Assez proche, l'image de Shishiku Bosatsu fait peut-être preuve d'un archaïsme moins vivant. Quoi qu'il en soit, une bien belle sculpture.

Mais, devant Ganjin, les considérations stylistiques et même esthétiques se taisent. C'est le face-à-face avec un chef-d'œuvre, il dira à chacun sa paix un peu triste et son noble message d'intériorité Un très grand, un exemplaire visiteur

Il est accueilli, nous l'avons dit, dans une ambiance nette et pure qui a évité les illustrations en surcharge Seuls quelques rouleaux enluminés évoquent sa vie (rouleaux du Toseiden) tandis que quelques plaques de bronze repoussé rappellent l'existence des trésors anciens du sanctuaire de Toshodai-ji.

On a souhaité, avec beaucoup d'à-propos, faire vivre l'atmosphère même du temple telle que la modernisent, en toute ferveur, les peintures murales — il faudrait dire les toiles coulissantes, « fusuma », réalisées par Higashiyama Kai, tout récemment. Présentés comme il se doit dans leur bâti de charpentes exemplaires, ces panneaux — seize pour la salle des « vagues mugissantes » et huit pour celle des « monts nuageux » illustrent la notion japonaise d'« environnement » la nature n'est pas évoquée. Elle est là.

Hommage insigne au moine aveugle Une magnifique publication (en japonais, galerie Yoshii) due au peintre Higashiyama Kai raconte la genèse de ce décor si bien incorporé à un des hauts lieux de l'art et de la pensée du Japon. Haut lieu dont Paris, en toute reconnaissance, sait respecter l'esprit

PAULE-MARIE GRAND.

(Jeudi 14 avril.)

★ Petit Palais, jusqu'au 22 mai.

« Le Dernier Nabab », d'Elia Kazan

Le néant des rêves

LE 21 décembre 1940, Scott Fitzgerald mourait à Hollywood d'une crise cardiaque. *Au temps des années folles,* il avait été le *wonder boy* de la littérature américaine. Les excès, le chagrin, l'alcool, avaient peu à peu usé sa résistance physique et morale. A Hollywood, où il faisait *partie de l'équipe des scénaristes de la* M.G.M., il n'était guère plus qu'un écrivain à gages, confiné dans des tâches obscures. Pourtant, son talent, si souvent dilapidé, demeurait intact. La veille de sa mort, il avait ajouté quelques lignes à un *roman* qui devait être le fruit de ses décevantes expériences cinématographiques et dont le principal personnage lui avait été inspiré par l'ancien directeur de la production à la *M.G.M., Irving* Thalberg *C'est ce roman* interrompu, *The Last Tycoon (le Dernier Nabab)*, qu'Elia Kazan vient de porter à l'écran, d'après une adaptation d'Harold Pinter.

Roman — et film — sur Hollywood ? Oui, dans une large mesure. Le Hollywood des années 30, de l'âge d'or, vaste complexe économique qui produit des films à la chaîne, mais qui dissimule derrière sa façade *de prospérité, de luxe et de scandales* d'implacables rivalités humaines et les premiers conflits qui aboutiront à la transformation de ses structures. De ce monde hollywoodien et de ses dédales, de ce lieu magique *qu'est un studio, de cette alchimie bizarre,* de cette conjonction d'intérêts financiers et d'ambitions artistiques que suscite la fabrication d'un film, Elia Kazan, qui, lui aussi, est enfant du sérail, donne une image à la fois mythique et réaliste, d'une justesse rare. Entre fiction et réalité, entre un tremblement de terre simulé et un véritable séisme, le vieil Hollywood revit sous nos yeux, avec ses « stars » égocentriques et capricieuses, ses décors de carton-pâte sur lesquels souffle un vent de folie et de gloire, et, dans le huis clos des bureaux, à l'heure des règlements de comptes, ses batailles de grands fauves.

Emanation de ce monde et le symbolisant, un petit juif new-yorkais, prophète et démiurge tout-puissant, autocrate dont chacun reconnaît le génie, mais fragile, si *fragile, sous son apparente invulnérabilité :* Monroe Stahr. Doué d'un instinct infaillible, fort des succès éclatants qu'il ne cesse de remporter, Stahr impose sa volonté non seulement aux réalisateurs et aux vedettes *qu'il engage (ou renvoie) selon son bon* plaisir, mais encore au directeur de la compagnie, Brady, qui le jalouse en secret et saura, quand l'occasion se présentera, lui casser les reins.

Fabricant de rêves, Stahr est prisonnier des rêves qu'il fabrique. Physiquement, intellectuellement, affectivement, il vit en dehors de la réalité. Dix-huit heures de travail par jour, des scénarios pour seule lecture et, malgré l'amour que lui manifeste la fille de Brady, une fidélité quasi puritaine au souvenir de Minna, sa femme, une actrice, qui est morte. Stahr gère son existence comme une superproduction : avec brutalité, efficacité et une indifférence *méprisante pour les accidents de parcours* (il est cardiaque, mais n'en tient aucun compte). Instrument de sa propre ambition, il semble avoir perdu toute humanité.

Et puis, un jour, des coulisses de l'usine à films, surgit un *fantôme.* La terre a tremblé, les studios sont envahis par les eaux. Juchées sur une tête de déesse, deux jeunes femmes voguent à la dérive. Apparition onirique, d'autant plus *fantastique* aux yeux de Stahr *que* dans l'une des jeunes femmes il a cru reconnaître le sosie, le double, de Minna, l'épouse idéalisée.

L'inconnue, vite retrouvée, s'appelle *Kathleen. Elle est mince, diaphane,* presque transparente. Un roseau. Mais ce roseau prend racine dans une terre solide. Stahr qui se sent prêt à transférer sur Kathleen l'amour qu'il portait à Minna, qui voit en elle *le* moyen de ressusciter, de prolonger ce qui fut la grande réussite sentimentale de sa vie, met tout en œuvre pour la séduire. Kathleen accepte d'abord avec réticences, puis gentiment, tendrement, les avances de *cet homme redouté et devant elle si peu* redoutable. Un soir, dans la maison inachevée que Stahr se fait construire au bord de la mer — une maison qui n'a pas, qui n'aura jamais de toit, — elle lui donne ce *qu'elle peut lui donner :* son corps. Scène admirable, très érotique dans sa pudeur, où éclatent le romantisme foncier, l'« innocence » de Stahr. Quand le jour se lève, celui-ci est en droit de croire que, cette fois encore, il a gagné. Mais, quelques jours plus tard, il reçoit un télégramme lui annonçant que Kathleen vient de se marier. La chimère n'était qu'une chimère. Kathleen est retournée dans sa vraie patrie : le réel.

Dans la nuit d'un studio désert

Héros typiquement fitzgeraldien, Stahr portait en lui une faille, une « fêlure », dont sa maladie de cœur n'était que le symptôme physique. Après le départ de Kathleen, cette faille brusquement apparaît, devient béante. Stahr n'est plus lui-même, à moins, au contraire, qu'il ne retrouve sa vérité profonde, celle que masquait sa volonté de puissance. Très habilement, Harold Pinter a matérialisé cette mutation dans une scène, superbe elle aussi, au cours de laquelle Stahr affronte le délégué des scénaristes, un syndicaliste considéré par les patrons de la compagnie comme un dangereux communiste. Emporté par l'alcool (lui qui ne buvait jamais), incapable de maîtriser la haine que lui inspire ce « rouge ». Stahr refuse de faire la moindre concession, puis, perdant tout contrôle, se jette sur son interlocuteur.

Echec. Scandale. C'est la fin de Monroe Stahr. Son règne est terminé. Ses adversaires n'auront pas plus pitié de lui qu'il n'avait, naguère, pitié des autres... Kazan a arrêté son film là où s'arrêtait le manuscrit de Fitzgerald (c'est-à-dire, approximativement, à la moitié de l'histoire). Rejeté par ses pairs, le dernier nabab n'est plus qu'un homme abandonné, un « has been », qui s'enfonce *dans* la nuit d'un *studio* désert.

Ce film est beau. D'une beauté tranquille, sereine, presque classique. Kazan le nerveux, Kazan le violent, pénètre à pas feutrés dans l'univers de Fitzgerald, il en assimile la douceur amère, le charme vénéneux, le romantisme naïf, un peu fané. Limpide, mais sans éclats, très éloignée des stridences à la mode, sa mise en scène semble faire écho par sa subtilité, son approche délicate, « oblique », des personnages, son lyrisme contenu, ses ellipses et ses sous-entendus, au style du romancier. Fidélité qui n'empêche pas Kazan d'installer le long du récit ses miroirs personnels. Evitant aussi bien le piège de la nostalgie que celui de la satire, il pose sur le mirage hollywoodien, sur les illusions du *show-business,* un regard affectueux et lucide. Derrière ce mirage, derrière le personnage de Stahr, derrière sa triste aventure amoureuse, c'est, en effet, le rêve américain qu'il entrevoit. Rêve dont il connaît, dont il dénonce la face obscure, ce vide, cette absence, ce néant dans lequel sombrent ceux qui lui ont sacrifié leur vie. *« Pour moi, Monroe Stahr est le produit-type du monde industriel »,* a-t-il dit. Brillant en affaires, mais incapable d'assumer sa vie privée.

Pour incarner les monstres sacrés de cette histoire, Kazan a fait appel à d'authentiques monstres sacrés : Robert De Niro (Monroe Stahr), Robert Mitchum (Brady, *le producteur*), Jack Nicholson (Brimmer, le syndicaliste), Jeanne Moreau (la « star »), Tony Curtis (un comédien), Ray Milland (un avocat), Dana Andrews (un réalisateur). Les trois premiers remarquables, les autres *plus effacés, mais parfaitement dirigés.* Les rôles de Cecilia, la fille de Brady, et de Kathleen ont, en revanche, été réservés à deux inconnues, Theresa Russel et Ingrid Boulting. C'est naturellement cette dernière qui avait *la tâche la plus difficile.* Elle s'en acquitte avec une grâce très fitzgeraldienne, mais sans mystère ni rayonnement véritable. C'est la seule (et légère) faiblesse de ce film romanesque, grave et mélancolique, conduit de main de maître.

JEAN DE BARONCELLI.

(Jeudi 14 avril.)

(Dessin de BONNAFFÉ.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 12 AVRIL

PARIS. — *Entretien télévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère française* (lire pages 6 et 7).

— *M. Henri Marrou, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, membre de l'Institut, professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne depuis 1945 et l'un des fondateurs d'Esprit,* critique musical sous *le pseudonyme d'Henri Davenson, est décédé à l'âge de soixante-douze ans, des suites d'une longue maladie.*

MERCREDI 13 AVRIL

PARIS. — *Le contenu des décisions prises par le conseil des ministres en ce qui concerne la Sécurité sociale a été plus ample qu'on ne l'avait envisagé. Le remboursement de plusieurs centaines de médicaments dits de « confort » va être réduit de 30 % et celui de quelques autres accru, en revanche, de 10 % ; un forfait journalier de l'ordre de 15 francs sera institué dans les hôpitaux ; le taux des cotisations d'assurance-maladie est relevé pour les salariés de plus de soixante-cinq ans et les salariés agricoles ; les soins dentaires seront mieux indemnisés l'an prochain et l'assiette des cotisations sociales améliorée dans les industries de main-d'œuvre.*

A plus long terme, une réforme de la gestion hospitalière est envisagée, ainsi qu'une couverture différente du coût des accidents de la route.

Ces mesures suscitent, comme prévu, de vives réactions syndicales.

PARIS. — *M. Luchino Revelli-Beaumont, âgé de cinquante-huit ans, directeur général de Fiat-France et délégué du groupe Fiat au Brésil, a été enlevé mercredi 13 avril, devant son domicile, 183, rue de la Pompe, Paris-16e. Cette action a été revendiquée dans une communication téléphonique à Europe 1 par un homme se réclamant d'un « comité de défense des travailleurs italiens en France ».*

TRIPOLI. — *La tension entre l'Egypte et la Libye s'est encore accrue mercredi 13 avril. A Tripoli, une marche populaire de protestation « contre les complots du président Sadate envers le peuple libyen, sa révolution et ses réalisations » a eu lieu mercredi matin, a annoncé la radio libyenne. Un meeting a ensuite été organisé devant le Palais du peuple, en présence du commandant Jalloud.*

Selon Radio-Le Caire, les manifestants libyens ont saccagé le bureau de liaison égyptien à Tripoli, c'est-à-dire l'ambassade. La radio a accusé les services secrets libyens d'avoir organisé la manifestation.

Mercredi soir on apprenait de source sûre, au Caire, que les ressortissants libyens se trouvant en Egypte ne sont plus autorisés à quitter le pays. La décision égyptienne concerne même les hauts fonctionnaires et les diplomates libyens en Egypte.

De même source, on apprend que les ressortissants égyptiens travaillant en Libye sont retenus dans ce pays et ne peuvent regagner l'Egypte. On compte quelque cinq cent mille travailleurs égyptiens en Libye.

JEUDI 14 AVRIL

PARIS. — *L'abbé Pierre Bellégo, curé de Saint-Séverin-Saint-Nicolas, a accepté, le 14 avril, la demande de M. Jean Guitton de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de référé du 1er avril concernant l'évacuation de son église et a accordé un nouveau et ultime délai de sept jours aux occupants traditionalistes pour quitter les lieux comme le leur ordonne le jugement.*

BRASILIA. — *Le général Ernesto Geisel a pris, par décret, une série de mesures en vue d'assurer la victoire électorale du parti gouvernemental ARENA à l'automne 1978. Le chef de l'Etat a notamment décidé que les gouverneurs et les sénateurs à désigner l'année prochaine — soit un tiers de la Haute Assemblée — seraient élus au suffrage indirect par des collèges tout dévoués à la formation officielle.*

Le pouvoir s'assure ainsi, pratiquement, vingt et un sièges au Sénat ; le Mouvement démocratique brésilien — M.D.B., unique parti d'opposition, ne peut guère espérer avoir plus d'un élu dans l'Etat de Rio-de-Janeiro.

Le général Geisel avait assumé des pouvoirs exceptionnels le 1er avril, lors que le M.D.B. s'était opposé, au Parlement, à un projet de réforme judiciaire. Le texte a finalement été promulgué le 13 avril, après que le Parlement eut été provisoirement suspendu. Après quoi, le chef de l'Etat a décidé que les Assemblées pourraient reprendre leurs travaux à partir du 15 avril.

JERUSALEM. — *M. Shimon Pérès, ministre de la défense, n'attendra pas la consultation populaire du 17 mai pour assumer les fonctions de premier ministre. Cédant aux pressions de l'opinion, M. Itzhak Rabin a annoncé, jeudi 14 avril, qu'il prenait un congé de quelques semaines et chargeait son ministre de la défense d'assurer l'intérim de la présidence du conseil. Cette décision, fondée sur un « avis motivé » du conseiller juridique du gouvernement, le professeur Aharon Barak, a l'avantage d'être à la fois conforme à la loi, qui interdit toute modification dans la composition d'un gouvernement de transition, et aux vœux de plusieurs ministres et d'une grande partie de la presse, qui commençaient à s'irriter de voir M. Rabin remplir sa charge de chef du gouvernement comme si rien ne s'était passé.*

WASHINGTON. — *La production industrielle américaine a progressé de 1,4 % en mars, ce qui constitue le gain mensuel le plus élevé depuis dix-neuf mois. Elle avait déjà augmenté de 1 % en février, après avoir baissé de 0,8 % en janvier en raison de la vague de froid. Ces résultats, qui traduisent la reprise de l'économie américaine, pourraient justifier la décision du président Carter d'abandonner son projet de ristourne fiscale. Cette décision a provoqué une hausse de près de neuf points de l'indice des valeurs industrielles américaines.*

VENDREDI 15 AVRIL

PARIS. — *Le « séminaire » de trente-six heures, qui a réuni au château de Rambouillet les membres du gouvernement, a été presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale, dans la perspective de la mise au point du plan gouvernemental de douze mois, qui sera présenté au Parlement le 26 avril prochain. L'objectif général de ce plan sera, selon le président de la République, de « faire sortir la France de la crise ». Trois priorités présideront à son élaboration :*

« Poursuivre le redressement économique et financier, mener une action déterminée en matière d'emploi, et continuer l'action en matière de progrès social. »

SAMEDI 16 AVRIL

PARIS. — *M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboretum de Chevreloup (Yvelines). Le chef de l'Etat a annoncé une série de mesures concernant la protection de la nature.*

A Paris comme en province la Journée de l'arbre a été marquée par de nombreuses plantations symboliques

DIMANCHE 17 AVRIL

MANILLE. — *Le référendum organisé le dimanche 17 avril dans treize provinces du sud-est des Philippines pour déterminer leur statut, a, d'entrée de jeu, été vidé de sa signification par la décision du M.N.L.F. (Moro National Liberation Front) de ne pas y participer. Le M.N.L.F., qui se bat depuis des années pour une autonomie de type fédéral, considère que cette consultation est « illégale » et non conforme à l'accord de cessez-le-feu signé à Tripoli le 24 décembre 1976 par M. Misuari, son président, et les représentants de Manille.*

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 1606

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									#
II									
III			#		#			#	
IV						#	#		
V				#					
VI	#							#	
VII		#							
VIII					#		#		
IX						#			
X	#			#					#
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Réserve de nuages — II. S'écarte *non sans raison.* — III. Nombre ; Participe. — IV. Pas à la rue ; Abréviation. — V. Points cardinaux ; Mélangeat. — VI. Se mit au service d'un culte — VII. Eclaire largement un visage heureux. — VIII. Il est des circonstances où il est nécessaire que cela se passe ; Fleuve. — IX. Dans la Drôme ; Sigle. — X. Plus en place (épelé) ; Tête couronnée. — XI. Très *bien entourées.*

VERTICALEMENT

1. Passe pour perdre toute résistance au contact de l'humidité ; Permet de couper court. — 2. La moitié de Pâris ; Etait frondeur — 3. Objets d'études pour un ethnologue ; Hantise des tire-laine (pluriel). — 4. Dans le Jura ; Melons ou cornichons. — 5. Titre abrégé ; Il va, il court mais il ne vole pas ; Sur un terrain de golf. — 6. Abréviation religieuse ; Cours étranger ; Délimite un terrain. — 7 Se perd à la suite d'une mauvaise conduite; Sollicités par un indigent roumain ; Une bonne farce achève de la combler. — 8 Abréviation ; Coule en France ; Point du jour. — 9 Tableau souvent regardé mais jamais admiré.

Solution du problème nº 1605

Horizontalement

I. Joueur ; If. — II. Adnés ; Ino. — III. Me ; Si ; Ni. — IV. Buste. — V. Oreillers. — VI. Ce; Ecu. — VII. Tonsures. — VIII. Eon ; Urine. — IX. Rides ; TTC. — X. Star ; Se. — XI. Essaims.

Verticalement

1. Jambon ; Erse. — 2. Odeur; Toits. — 3. Un ; Secondas. — 4. Ee : Tiens ; Era. — 5. Ussel ; Sus. — 6. Leur ; S.M — 7. Décrites. — 8. Inn ; Ruent. — 9. Foins ; Sèche.

GUY BROUTY.

Artaud « normalisé » ?,

par Bertrand Poirot-Delpech

LE 25 mai 1946, à la gare d'Austerlitz, deux hommes se quittent en s'embrassant, les larmes aux yeux. L'un s'appelle Ferdière, directeur de l'hôpital psychiatrique de Rodez. Il est venu rendre l'autre à la liberté, ou du moins à ses amis, après trois ans de soins. L'autre, visage supplicié par neuf années d'asile et cinquante de souffrances, regard de glace jetant le feu, c'est Artaud, qui va mourir en 1948 en poussant des cris inarticulés, et ressuscitera vers 1960 en poète primordial. Fou ou génie ? Soigné ou rappelé à l'ordre ? Victime d'un médecin ou suicidé de la société ? Ce vieux débat, rajeuni depuis vingt ans par ceux de l'anti-psychiatrie et de l'internement, deux livres le rouvrent à point nommé.

Nouveaux Ecrits de Rodez doit être rangé auprès des tomes X et XI des *Œuvres complètes* comportant les *Lettres de Rodez*. On y trouve six correspondances inédites de 1935-1937, une curieuse adresse à Pierre Laval datant de 1943, quelques traces des rares travaux littéraires entrepris pendant la guerre, mais surtout une quarantaine de lettres au docteur Ferdière, que celui-ci était découragé de livrer tant qu'on l'accusait d'avoir voulu « redresser » le poète.

CE procès dure encore. Il court le long du numéro spécial de la revue *Obliques*, notamment sous la plume de Michel Sicard. Artaud aurait été victime d'une « normalisation » psychiatrique comparable, en moins délibérée, à celle que subissent les « dissidents » soviétiques.

Certains des *Nouveaux Ecrits de Rodez* renforcent cette thèse. Les comportements qui y sont évoqués ne paraissent pas justifier l'internement. Roter à table, cracher par terre, parler tout seul ou s'étendre à l'église de tout son long, ne constituent pas le danger pour les autres ou pour soi que requiert la loi, surtout de la part d'un acteur qui a toujours cultivé ce genre de provocation, et en a même tiré sa théorie du théâtre. Offrir ses services au gouvernement — la lettre à Laval — ne signe pas davantage la démence, ou alors c'est par milliers que les politiciens mériteraient la camisole. Artaud dit sûrement vrai quand il jure n'avoir jamais laissé échapper « un geste inconscient » ; ne serait-ce que parce qu'il écrit, et qu'un écrivain, comme l'observe Barthes, est toujours un peu plus truqueur que fou.

On souffre donc qu'au nom des règles du moment, médicales sinon poétiques, l'interné de Rodez subisse vers 1943 une cinquantaine d'électrochocs. On s'indigne que, pour s'y soustraire, il raffine, tel un enfant battu, sur la morale et la dévotion de la bonne société, alors qu'il ne cesse de considérer son « mal » comme fondateur de poésie et de religion à l'égal de ceux de Rimbaud et du Christ...

MAIS ces alternances de docilité régressive et de révolte font partie d'une certaine pathologie que les praticiens connaissent bien. En accueillant Artaud à la demande de Desnos, Ferdière prend sciemment le risque d'être traité un jour ou l'autre de persécuteur. Nerval, déjà, accusait les médecins de vouloir borner le « champ de la poésie ». Or l'auteur du *Pèse-Nerfs*, en 1943, est au moins aussi malade que celui d'*Aurélia*. Le défendre de tout égarement de l'esprit équivaudrait à troquer un préjugé pour un autre, comme le remarque Breton lui-même.

Dès l'âge de six ans, l'« insondabilité de son moi » lui donne le vertige. A huit, il se demande ce qu'il « fiche sur la terre ». A vingt ans, la rupture est consommée entre le monde, son corps et son âme. A vingt-quatre, en 1920, il recourt de lui-même à la psychiatrie. C'est un véritable crucifié qui oppose en 1924 à l'esthétique raisonnable de Jacques Rivière, puis aux folles provoquées des surréalistes, sa difficulté radicale d'être et d'écrire. Théâtre et poésie ne sont pas pour lui des pratiques choisies, méditées, mais des tentatives pour rendre supportable le martyre de la condition humaine, des signes de supplicié sur un bûcher. Changer la vie ou crever !

UNE lettre inédite des *Nouveaux Ecrits* — de 1935, à une amie voyante — résume bien son atroce alternative : *« Accomplir ma mission extraordinaire sur le plan de l'esprit et des œuvres..., ou mourir empoisonné et seul. »*

En ce qui concerne la « mission extraordinaire », la revue *Obliques* donne de nouveaux motifs de la juger remplie. Mais il était sans doute inévitable qu'elle se payât de souffrances accrues, et des répressions que l'on sait : abus d'opium

---

● *« Nouveaux Écrits de Rodez »*
d'ARTAUD
● *Artaud, par la revue « Obliques »*

---

pour calmer les migraines, désintoxications (1935), épisode délirant de Dublin (1937), où il prétend restituer aux Irlandais une « canne de saint Patrick » ayant appartenu au Christ, internement au Havre, puis à Sainte-Anne (1938), et à Ville-Evrard de 1939 à 1943. Le poète compte déjà six ans d'asile quand il arrive à Rodez. Il est amaigri et édenté par les privations de l'occupation. Il n'a guère écrit depuis la relation de son voyage au Mexique chez les Tarahumaras.

Le docteur Ferdière peut estimer à bon droit qu'il lui rend au moins des forces physiques et une certaine envie d'écrire, en lui suggérant des traductions de Southwell et de Lewis Carroll. *Et s'il est vrai que la liberté et les drogues retrouvées* en 1946 permettront un sursaut créateur — *Artaud le Momo, Van Gogh le suicidé de la société, Ci-Gît, Pour en finir avec le jugement de Dieu,* — elles n'empêcheront pas l'affreux fiasco de la conférence du Vieux-Colombier en janvier 1947, ni les psalmodies effarées de la fin, dans le taudis d'Ivry.

RIEN de plus vain que d'attribuer à une cause extérieure, et à une seule, les dérèglements de cette ampleur. La toxicomanie n'est elle-même qu'un effet parmi d'autres, et l'abstinence sexuelle, qui passe pour un signe de maladie mentale, a précédé l'isolement asilaire. Les *Lettres de Rodez* ne font que reprendre et accentuer les préventions qui ont conduit au vœu de chasteté de 1934. La coupure que ce vœu sanctionne entre l'âme et le corps, et dont Michel Camus repère lumineusement les métaphores dans *Obliques*, prend seulement un sens un peu plus religieux qu'au temps de la symbolique « canne de saint Patrick ».

Encore la chair représente-t-elle moins un péché contre la pureté prônée par l'Eglise que contre son vieil idéal du corps sans organe et d' « auto-engendrement ». Si son dernier mot, en matière religieuse, est de reniement et de blasphème, si une lettre de mars 1947 voit dans la Révélation chrétienne « l'ignoble concrétisation sexuelle de toutes les fausses énigmes psychiques », on ne peut pas dire que sa ferveur des années d'asile lui a été imposée. Il entrait dans la logique de son mal d'adhérer à ce *que la foi de son enfance dit de* la souffrance et de l'expiation. Il n'avait nul besoin qu'on lui suggère l'identification au Christ du Golgotha, telle qu'elle est proclamée dans l'*Adresse au pape* de 1946. Son propre calvaire le préparait à cette mystique, qui n'est peut-être pas d'un janséniste, comme le suggère, après Mauriac, le présentateur des *Nouveaux Ecrits*, Pierre Chaleix, mais assurément d'un héros métaphysique, épris de transcendance poétique, jusque dans l'athéisme. *« Avec moi*, crie-t-il, *c'est l'absolu ou rien ! »*

EN vérité, ses amis Blin et Adamov ont raison de refuser qu'on se réclame ou qu'on ose seulement trancher d'Artaud. Au-delà des philosophies et des logiques, qu'il exècre, le théoricien hagard de la « cruauté » est vraiment « passé de l'autre côté », selon le mot de Breton : là où les distinctions entre génie et maladie n'ont plus de sens. La « raison » qu'on peut lui objecter n'est jamais qu'une schizophrénie qui se fonde « autrement », comme l'a montré Foucault et comme le rappelle Jérôme Peignot, dans *Obliques*. Le mot même de « fou », à chacun de décider s'il est chargé d'infamie ou de splendeur.

Seule certitude : le poète ainsi défini devient, par sa fragilité même, un révélateur de l'étau invisible où la collectivité enserre l'individu. Ce n'est pas par pure hallucination que le pensionnaire de Rodez, après tant d'autres « fous », redoute l'action de sectes envoûtantes. Sa lucidité supérieure, comme celles de Villon, Poe ou Van Gogh, attire sur lui les « colères errantes » de l'époque en mal de boucs émissaires, et des « tartuffes de l'infamie » — Lettre à Breton, — mais aussi des ripostes plus sournoises que les élecctrochocs d'il y a trente ans ou les neuroleptiques qu'on ne manquerait pas de lui administrer aujourd'hui...

« QUELQUE part », — comme on dit beaucoup ces temps-ci selon une mode qui n'est pas fortuite, — le poète-fou ressent mieux que personne la dictature rapace de la société et de ses codes sur notre être le plus secret. Si Artaud ne s'est jamais approprié sa vie, c'est, confie-t-il à Ferdière, à cause d'une *« force occulte qui est dedans, maniée par un certain nombre d'êtres pas morts, pas en vie »*. A F. Delanglade, il précise en 1943 : *« Le corps où nous sommes n'est qu'un produit d'emprunt où nous sentons vivre avant nous la conscience de tout le monde; nous y sommes comme dans un carrefour habité par tout le monde et où la conscience impure de tout le monde se prélasse comme dans une maison de rendez-vous. »...*

La voilà la seule vraie aliénation, la « grande cymbale abrupte et barbare » !

(Vendredi 15 avril.)

★ NOUVEAUX ECRITS DE RODEZ, d'Antonin Artaud, Gallimard, 194 p., 39 F.

★ ARTAUD, revue OBLIQUES n° 10-11, éd. Borderie, 360 p., 125 F.

La France, terre d'élection de la S.F.

● ***Vingt-cinq collections, trois cents titres en une seule année, cette nouvelle littérature en prise sur notre temps nourrit aujourd'hui le goût du romanesque entre douze ans et vingt ans.***

CEPENDANT, malgré son succès, la science-fiction demeure toujours marginale. Que ce soit à cause du mot « science » qui a toujours effarouché les littéraires, des lecteurs qui se cantonnent dans le déjà-lu ou du petit peuple de la S.F. qui s'enferme dans son ghetto, le passage ne se fait pas ; ses adversaires demeurent irréductibles. Il s'agit en fait d'un épisode de la guerre culturelle secrète que se livrent les tenants de l'imagination au pouvoir et ceux de la forme pour la forme. Car, si la science-fiction est une littérature, son succès est d'origine populaire. Son formidable essor aux Etats-Unis entre les années 25 et 50 vient autant de son aspect novateur que de sa facilité de lecture. Il y a à peine une vingtaine d'années qu'un certain nombre d'écrivains se sont préoccupés de redonner au genre la dimension formelle qu'il avait du temps de Jules Verne et d'Herbert G. Wells. Cette tendance, depuis, n'a fait que s'accentuer, mais la mauvaise réputation demeure. C'est ce qui explique l'extraordinaire confusion qui règne aujourd'hui au sujet de la science-fiction : sous prétexte de concurrence, des éditeurs publient les œuvres dans un invraisemblable pêle-mêle chronologique, comme on pourrait proposer dans la même collection du Sartre et du Delly, ou font récrire d'anciens romans dans le style actuel. Une tournée des collections de science-fiction peut aider à séparer le bon grain de l'ivraie.

En publiant le premier magazine spécialisé dans l'étrange, en 1953, *Fiction* (traduit en partie de l'original américain), les éditions Opta avaient déclenché la naissance d'un mouvement littéraire français laquelle passa totalement inaperçue. Rapidement, en plus des textes d'une qualité indiscutable, *Fiction* se présenta comme le centre animé d'un débat entre lecteurs, auteurs et exégètes. Aujourd'hui, les deux cent cinquante premiers numéros de la revue, par leurs articles critiques, leurs études fondamentales, leurs nouvelles et leurs romans, constituent le document le plus éclairant sur le domaine de la science-fiction.

C'est à partir de cette revue et de *Galaxie*, que cette maison d'édition fit paraître ensuite, et soutenues par elles, que sont nées chez Opta quatre collections régulières : « Club du livre d'anticipation », « Antimondes », « Nébula » et « Galaxie bis », qui offrent une gamme d'œuvres allant du feuilleton de bonne qualité au roman classique, de A.E. van Vogt à Th. Sturgeon et, plus récemment, à des textes d'avant-garde, français et étrangers. Cette tâche de découvreur s'est manifestée notamment par la traduction de Philip K. Dick, Philip J. Farmer, John Sladek, Raphael Lafferty, qui comptent parmi les initiateurs d'un style de S.F. plus aventureux que celui des pionniers sur le plan des idées et de la forme.

Si *Fiction* s'attachait à promouvoir une science-fiction litteraire, les éditions du Fleuve noir, dès 1951, se consacraient à l'évasion. La collection « Anticipation » représente aujourd'hui d'impressionnants rayonnages de bibliothèque chez les amateurs inconditionnels, mais, malgré le charme suranné des couvertures, peu de titres peuvent être sauvés. Pourtant, c'est dans le cadre de cette production de série que des écrivains français purent s'essayer à la discipline du roman populaire et y réussir, comme Stéphane Wul, Kurt Steiner, Gilles d'Argyre, Pierre Suragne et Alphonse Brutsche.

A la même époque parut le « Rayon fantastique », mort d'une association contre nature entre Hachette et Gallimard. L'un de ses directeurs conduit aujourd'hui la collection « Super-fiction », chez Albin Michel, qui en est le prolongement. On y trouve mêlées de ces œuvres ruisselantes d'imagination qui firent les délices des premiers « fans » de science-fiction mais aussi des textes plus évolués, comme ceux des frères russes Strougasky ou d'Arthur Clarke, qui se rattachent au courant « scientifique » du genre.

Mais, parmi ces grands anciens, la collection qui permet de se faire l'idée la plus précise de l'éventail extraordinaire de thèmes qu'offre la littérature de S.F. à travers le monde s'appelle « Présence du futur », créée en 1954 chez Denoël sous l'impulsion d'intellectuels français. Depuis Ray Bradbury, Howard P. Lovecraft, premiers auteurs à opérer une percée dans les colonnes de la presse littéraire, jusqu'à Brian Aldiss ou Thomas Disch, maîtres à penser de la science-fiction moderne, « Présence du futur » constitue une sorte d'anthologie du genre. Malheureusement, son ancien directeur littéraire ne dissimula jamais l'ennui qu'il éprouvait vis-à-vis de la science-fiction ; aussi, sur les deux cent trente volumes que comporte la collection, faut-il compter beaucoup d'œuvres mineures. Depuis son départ récent, « Présence du futur » semble retrouver un second souffle.

C'est pour reprendre le rôle délaissé pour un temps par « Présence du futur » que fut créée « Ailleurs et Demain », en 1969, aux éditions Robert Laffont. Après une première période de productions inégales, la collection a trouvé son équilibre entre un classicisme dynamique et des œuvres de recherches axées surtout sur les idées. Son best-seller, *Dune*, de Frank Herbert (environ 30 000 exemplaires), est la nouvelle bible des écologistes. Autres écrivains de taille dans le domaine anglo-saxon : John Brunner et Ursula Le Guin, dont *les romans se situent à la pointe* de la science-fiction contemporaine. De plus, « Ailleurs et Demain » s'est spécialisée dans la publication d'auteurs français qui n'avaient plus de support pour se faire éditer depuis les années 60, où intervint la première crise de la science-fiction. Parmi eux, André Ruellan, Gérard Klein, Michel Jeury et Pierre Christin *semblent* capables de faire renaître cette tradition remonte aux sources du roman.

Les critères de sélection de la collection « Dimensions », née en 1972, chez Calmann-Lévy, sont différents. Il s'agit plutôt ici d'explorer la dimension littéraire de la science-fiction. *Candy Man*, de Vincent King, *le Monde inverti*, de Christopher Priest, et *l'Enchâssement*, de Ian Watson, s'avèrent comme des œuvres d'un ton absolument nouveau. En plus de cette vocation à révéler de jeunes auteurs de l'école spéculative, influencés par le surréalisme, les théories de Raymond Roussel ou les techniques du nouveau roman, « Dimensions » publie des textes d'écrivains en pleine maturité comme *John Ballard (Crash) et Stanislas Lem (le Congrès de futurologie)*, qui se situent aux confins de la science-fiction et de la littérature d'avant-garde.

Enfin, née pour d'autres buts spéculatifs, créée aux éditions Champ libre en 1975 « Chute libre » s'est délibérément placée sous le signe du scandale et de la provocation, ce qui n'est pas un mal en soi. Par ses couvertures sexuées, ses titres chocs et ses traductions argotiques, cette collection a malheureusement entretenu l'illusion qu'il existait une science-fiction inconnue dont elle constituerait le fer de lance. En réalité, si les œuvres de Farmer, Spinrad, Dick et Ballard, dont les noms sont au catalogue d'autres éditeurs, avaient été correctement traduites, le public s'en serait mieux porté.

L'idée d'introduire de la science-fiction au milieu des parutions courantes des éditions « J'ai lu » fut un essai concluant. En effet, alors qu'on comptait traditionnellement vingt mille lecteurs pour un livre du genre, brusquement, en ôtant simplement le label S.F., cette collection de poche permit au *Mondes des non A*, de A.-E. Van Vogt, livre pourtant difficile, d'atteindre un tirage de 100 000, puis de 200 000 exemplaires. Première réussite qui s'est confirmée avec la publication des grands écrivains du fonds classique, Th. Sturgeon, C. Simak, I. Asimov, R. Matheson, d'anthologies des magazines des années 25 et 60, puis de textes plus modernes, *Philip K. Dick*, Kurt Steiner, Michel Demuth, Dominique Douay. Ce bond en avant des chiffres de vente, ainsi que les efforts faits par ailleurs pour donner au public des romans de haute tenue, sont la cause essentielle du développement de la science-fiction en France.

La prospérité de « J'ai lu » a fait tache d'huile. Les éditions Marabout, qui publiaient de la science-fiction depuis 1962, augmentèrent la fréquence de leurs parutions, proposant aussi bien des classiques comme Van Vogt ou Paul Anderson, que des auteurs français anciens comme Ernest Pérochon et José Moselli, ou contemporain comme Daniel Walther.

Les éditions du Masque entrèrent dans la ronde en 1974 en proposant des romans d'aventure de bons auteurs américains. Aujourd'hui, le Livre de poche complète cette mosaïque et Press Pocket s'y apprête, dont les programmes semblent alléchants.

On le voit, par ce bref tour d'horizon des collections de science-fiction, dont le nombre vient d'être porté à vingt-cinq, cette littérature s'est développée sur tant de plans différents qu'il paraît aisé de prévoir des changements d'optique à la surface de notre planète littéraire. A moins de s'obstiner à considérer que la Terre est plate.

PHILIPPE CURVAL.

(Vendredi 15 avril.)

vient de paraître

Romans français

JOSEPH JOFFO : *Baby Foot.* — La suite des souvenirs romancés de l'auteur du *Sac de billes*, dans le Paris de la France et de la libération. (J.-C. Lattès, 256 p., 35 F.)

CECILE AUBRY : *Je n'avais pas pensé à toi.* — Celle qui fut « Manon » à l'écran, puis écrivit de nombreux ouvrages pour la jeunesse, s'attache ici à évoquer la vie sentimentale d'une femme, toujours recommencée. (Julliard, 290 p., 40 F.)

CATHERINE DASPREMONT : *Olympe et le prince.* — Un roman d'aventures au temps de Catherine de Médicis, avec enlèvements, séquestration, haine et jalousie. (Williams, 495 p., 35 F.)

Essais

ROGER-GERARD SCHWARTZENBERG : *l'Etat spectacle.* — Collaborateur du *Monde*, délégué général du Mouvement des radicaux de gauche, l'auteur de *Sociologie politique* analyse les éléments du « star-system » appliqué à la politique (le héros, le leader de charme, le père) et ses conséquences : la fin de la démocratie. (Flammarion, 320 p., 42 F.)

CLAUDE BOURDET : *l'Europe truquée.* — Partisan de l'Europe, Claude Bourdet refuse la fausse Europe des seuls nations, super-Etat qui se révélera un système de contrôle supranational, pour une Europe plus large et plus saine. (Seghers, 240 p., 32 F.)

Document

ELISABETH ANTEBI : *Droit d'asiles en Union soviétique.* — Le problème des internements psychiatriques en U.R.S.S. depuis la fin de la terreur stalinienne, à partir d'entretiens avec les principales victimes de cet arbitraire et une dizaine de psychiatres soviétiques en Israël, en Amérique, en Europe, et même en U.R.S.S. Préface de Eugène Ionesco. (Julliard, 285 p., 45 F.)

Pédagogie

BERTRAND SCHWARTZ : *Une autre école.* — Ancien directeur de l'Ecole des mines et de l'Institut pour la formation des adultes, l'auteur élabore ici un projet de réforme concrète de l'éducation, débouchant sur un système qui ferait alterner des « situations complémentaires de formation » où enseignants et praticiens seraient associés, à l'école et sur le tas. Préface de Pierre Mauroy (Flammarion, « la Rose au poing », 260 pages, 23 F.)

Médecine

FRANCO BASAGLIA : *Qu'est-ce que la psychiatrie ?* — Publié pour la première fois par les services de l'administration provinciale de Palerme, ce livre a marqué l'ouverture d'un débat passionné sur la situation de la psychiatrie. Préface de Mario Tommasini. Traduction de Robert Maggiori. (P.U.F., « Perspectives critiques », 320 p., 59 F.)